

Chapitre 10: **La constitution de l'Empire colonial français (1848-1920).**

N.B. 1 En réalité, dans ce chapitre je traite également toute la politique extérieure extra-européenne de la France: vous y trouverez notamment les deux guerres contre la Chine et l'expédition du Mexique. Inévitablement, la répartition des informations entre ce chapitre et les autres est parfois arbitraire: ainsi vous ne trouverez pas ici le canal de Suez (traité dans le chapitre 3) ni celui de Panamá (traité au chapitre 5). En revanche, ce que j'explique dans le chapitre 3 à propos de la guerre de Crimée, quant au désir du second Empire de plaire aux catholiques par des expéditions lointaines où la France se mettait au service de la religion, trouve d'autres illustrations dans le présent chapitre. La chute de Ferry, traitée dans le chapitre 5, s'explique par les affaires du Tonkin que je détaille ici; les affaires coloniales sont essentielles pour comprendre la montée des tensions internationales dans les années 1900 et 1910 (au chapitre 6). Bref: **utilisez ce chapitre en liaison avec le reste du cours**, ne traitez pas l'Empire colonial comme un accident sans rapport avec le reste de notre Histoire.

N.B. 2 *essentiel*: **ce chapitre ne peut être assimilé qu'à l'aide d'un atlas!** Si vous ne faites pas cet effort, ce n'est même pas la peine d'essayer... Si les références culturelles (occidentales ou non) ne vous disent absolument rien, je ne saurais trop vous conseiller quelques visites dans les musées parisiens (musée d'Orsay, musée de l'Homme, musée des Arts africains et océaniques, musée Guimet).

« Le conquérant dit à la jeune Indienne:
" — Tu vois, Fatma, que je suis ton vainqueur..." »
(Livret de *La Périhole*, opérette d'Offenbach, 1868)

Ce chapitre est long, certes plus qu'il n'est nécessaire, en partie parce qu'il est assez difficile de trouver une information factuelle dans les manuels et que je pense qu'elle peut servir, en partie parce que ces anecdotes me paraissent distrayantes, mais surtout parce que je voudrais vous faire toucher du doigt, longuement, le caractère incroyablement archaïque de cette invraisemblable épopée de la colonisation qui ne s'est achevée, je vous le rappelle, que voici une cinquantaine d'années. La question que l'on se pose, j'espère, tout au long de la lecture, c'est: comment cela a-t-il pu arriver? Comment une entreprise aussi méchante et aussi vaine, en contradiction aussi radicale avec les principes dont se réclamait la patrie des droits de l'homme, a-t-elle pu avoir lieu, a-t-elle pu être considérée comme indispensable au rayonnement de la France, au maintien de son rang parmi les nations, comme une chose positive pour les colonisés comme pour les colonisateurs? Il faut, pour le comprendre, faire un effort de changement de point de vue, entrer dans des mentalités aujourd'hui obsolètes; j'en explicite les principaux éléments au début de la quatrième partie, du point de vue métropolitain.

Je voudrais ici insister sur d'autres facteurs, propres aux colonisés. On ne fut pas sensible à leurs souffrances parce qu'on ne les entendit pas. D'abord, parce qu'ils ne parlaient pas français, parce qu'ils ne pouvaient s'exprimer ni par la presse, ni par la littérature: il n'existait aucune culture écrite "moderne" dans ces régions, qui en Europe eût eu l'idée de se plonger dans des œuvres écrites en arabe ou en vietnamien, qui ne correspondaient à aucun code littéraire respecté en Europe et exprimaient des points de vue considérés comme "arriérés", "barbares", voire simplement stupides? Ils ne pouvaient pas non plus s'exprimer par la voie diplomatique: il n'y avait rien de comparable à l'O.N.U., les pays européens ne traitaient pas les formations politiques extra-européennes sur un plan d'égalité (en Afrique noire, l'Europe ne reconnaissait même pas l'existence d'États: il n'y avait que des "tribus"). Il n'y avait pas non plus de contacts personnels: les non-Européens voyageaient peu, les Européens à peine plus (à part ceux, justement, qui prenaient part à la curée coloniale). Les colonisés ne votaient pas: les politiciens n'avaient donc pas à tenir compte de leurs désirs. Les résistances à la colonisation étaient mises sur le compte de la barbarie, de l'aveuglement de populations abruties par des siècles d'esclavage, fanatisées par leurs marabouts, leurs mandarins, leurs féticheurs. Les médias étaient infiniment moins puissants, moins rapides qu'aujourd'hui: les rares journalistes qui se rendaient aux colonies étaient étroitement dépendants de leurs contacts avec les autorités locales, et à qui d'autre s'adresser qu'aux colons quand aucun colonisé ne parlait français? L'opinion publique en métropole était tenue dans une ignorance à peu près complète des réalités peu reluisantes de la colonisation, des massacres, des destructions, du mépris raciste dans lequel les colonisateurs tenaient les colonisés; en revanche il y avait toute une propagande coloniale, qui avec le temps finit par porter. Dans ces conditions le capital d'hostilité, de haine parfois que la France accumula dans les régions colonisées restait inerte, thésaurisé pour l'avenir: il n'eut pas d'influence sur l'image de la France, sur sa santé, sur son poids dans le concert des nations — jusqu'en 1945.

I-L'héritage du passé: la situation vers 1848.

Lorsque commença la deuxième République, il ne restait que des miettes du **premier Empire colonial français**, constitué à partir du XVI^e siècle sur le continent américain, dans les Antilles et sur les côtes de l'Afrique et de l'Inde.

Ce premier Empire s'était constitué selon au moins **quatre logiques**. D'abord une **logique commerciale**: beaucoup d'établissements coloniaux se limitaient en fait à un comptoir: une ville côtière, voire un quartier à partir duquel on commerçait avec l'arrière-pays (des soieries et des épices en Inde, des esclaves en Afrique noire). Ensuite une **logique d'exploitation** des ressources naturelles des territoires colonisés, très extensive à une époque de transports déficients: ainsi le Canada fournissait des fourrures, produits chers et légers dont le transport ne posait pas de problème. Il faut évoquer aussi les quelques tentatives faites pour y installer des paysans, ainsi qu'en Louisiane; mais ces colons étaient rarement des volontaires, on le voit bien dans *Manon Lescaut*: on ne peut guère parler d'une logique de peuplement. Certaines colonies, de taille réduite et accessibles par mer, étaient exploitées de façon beaucoup plus intensive: c'étaient les "îles à sucre" (aux Antilles et dans l'océan indien), mises en valeur grâce à une main-d'œuvre servile. Elles représentaient de loin la partie la plus prospère et la plus rentable de l'Empire colonial français au XVIII^e siècle.

Signalons enfin une présence française ancienne, bien qu'elle n'eût pas débouché sur une colonisation en bonne et due forme, à Madagascar (surtout pour des **raisons stratégiques**: la Grande Île était une étape essentielle sur la route des Indes) ainsi que dans la péninsule indochinoise et en Chine, régions où l'activité dominante des Français était une **activité missionnaire** (c'était un Avignonnais qui, pour les besoins de l'évangélisation au XVIII^e siècle, avait inventé la transcription en alphabet latin de la langue vietnamienne¹); mais dès le XVIII^e siècle la présence de missionnaires en Extrême-Orient entraîna des interventions dans les affaires politiques locales, ne fût-ce que pour les protéger de pouvoirs locaux très hostiles.

Bien entendu, plusieurs de ces logiques pouvaient se combiner: l'île Bourbon (l'actuelle Réunion) était à la fois une île à sucre et un relais stratégique sur la route des Indes; si les souverains d'Annam, du Siam ou de la Chine toléraient plus ou moins les missionnaires chrétiens, c'était qu'avec eux venaient des marchands, appréciés des élites locales (de cour et commerçantes), notamment en tant que pourvoyeurs de produits de luxe.

Cet Empire s'était effondré à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, en deux temps. Le **traité de Paris** (1763), consécutif à la défaite de la France face au Royaume-Uni dans la guerre de sept ans, se traduisit par la perte des possessions françaises en Amérique du nord continentale (le Québec et la Louisiane orientale, à l'est du Mississipi, allèrent au Royaume-Uni — l'Acadie lui avait déjà été cédée en 1713; la Louisiane occidentale alla à l'Espagne); la France obtint en revanche de garder les îles à sucre, sauf la Grenade. Les **conséquences de la Révolution et de l'épisode napoléonien** consommèrent le désastre. La France fut en guerre presque permanente avec la Grande-Bretagne, maîtresse des mers; aux effets de ce conflit s'ajoutèrent ceux des troubles provoqués dans les colonies par l'évolution politique de la métropole (par exemple l'abolition de l'esclavage en 1794, puis son rétablissement par Napoléon en 1802). Ce fut d'abord la révolte des Noirs de Haïti en 1791, qui aboutit à la perte de contrôle totale de l'île en 1794: Toussaint Louverture y fonda "la première République noire". Une tentative de reprise en mains par Bonaparte échoua en 1802-1803. Ce fut ensuite, en 1803, la vente aux États-Unis de la Louisiane occidentale (rendue par l'Espagne quelques mois auparavant); ces « quelques arpents de neige » (selon le mot de Napoléon) ne comptaient que 50.000 habitants blancs, y compris les réfugiés d'Acadie et les Espagnols. Après Trafalgar (octobre 1805), toutes les colonies passèrent entre les mains des Britanniques. Au traité de Paris en 1814, seules certaines furent restituées: la France perdit dans l'affaire les Seychelles et l'île de France (aujourd'hui l'île Maurice) dans l'océan indien, Tobago et Sainte-Lucie aux Antilles.

La France conservait donc en 1815, de son premier Empire colonial, les deux îles minuscules de Saint-Pierre et Miquelon au large du Canada britannique; la Guyane (qui avait fait l'objet d'une tentative ratée de peuplement à la fin du XVIII^e siècle: il s'était révélé impossible d'y créer une "France équinoxiale"; puisqu'on y était, on y restait, mais ce n'était plus qu'un établissement pénitentiaire, avec le bagne de l'île du Diable où les prisonniers mouraient comme des mouches: sous la III^e République on le surnommait "la guillotine sèche"); la Guadeloupe, la Martinique et quelques autres îles des Antilles, ainsi que la Réunion qu'on peut leur assimiler au point de vue du peuplement et de l'économie. Mais l'intérêt économique des îles à sucre avait beaucoup décliné pour plusieurs raisons (la ruine complète de la production à cause des troubles sociaux; la prohibition de la traite par le Royaume-Uni depuis la fin du XVIII^e siècle; la concurrence accrue du sucre de betterave produit en métropole²). Sur la côte africaine subsistaient quelques anciens comptoirs à esclaves qui ne servaient plus à rien

¹ Cette graphie ne s'est imposée qu'à l'époque coloniale, avec l'effondrement du pouvoir des lettrés (les "mandarins") dont le pouvoir reposait sur leur connaissance des caractères chinois: ils étaient recrutés par le biais d'examens qui portaient essentiellement sur cette matière.

² C'était à l'époque du blocus britannique qu'on s'était mis à produire de ce sucre.

(comme Saint Louis du Sénégal); en Inde, cinq comptoirs commerciaux (Pondichéry, Chandernagor, Yanaon, Mahé, Karikal: quand même 270.000 habitants au total en 1911!) à peine plus utiles, du fait de l'effondrement du commerce entre l'Orient et les ports français au profit de Londres, "port du monde", et de la prise de contrôle progressive de l'intérieur de l'Inde par la Grande-Bretagne. Avec la ruine des îles à sucre le domaine colonial avait perdu beaucoup de son importance pour la France; surtout, le déséquilibre avec l'Empire colonial britannique était désormais écrasant. Héritage du passé, toutes ces "vieilles" colonies étaient rattachées au ministère de la Marine, et ont continué à en dépendre jusqu'en plein XXe siècle.

Pourtant, quinze ans plus tard à peine, **un nouveau cycle colonial** s'amorça, dans l'improvisation la plus totale. Il n'y eut pas à proprement parler de période d'arrêt complet de l'expansion française: même les quinze ans de la Restauration furent moins paisibles à ce sujet qu'il n'y paraît. Il y eut des contacts renouvelés en Indochine et en Afrique (au Gabon notamment); en 1827-1828, René Caillié traversa le Sahara du Sénégal à Tanger et, déguisé, pénétra la mythique Tombouctou, interdite aux Blancs et objet de tous les fantasmes, qu'il trouva bien pouilleuse; enfin il y eut toute une série d'explorations dans le Pacifique, qui s'accompagnèrent d'un renouveau des activités missionnaires. La congrégation des pères maristes naquit à Bordeaux en 1818 (elle s'installa ensuite à Paris, rue du Bac, sous le nom officiel de Société des Missions étrangères); la Société pour la Propagation de la Foi, fondée à Lyon en 1822, fut l'ébauche des Missions africaines de Lyon, qui apparurent en 1856¹. Ce fut à la suite de ces expéditions, et dans le cadre d'un délicat partage de cette région du monde entre catholiques et protestants, que dans les années 1840 diverses îles et archipels passèrent sous une "protection" française plus ou moins effective (les Marquises, les Gambier — l'archipel dont Mururoa fait partie —, Wallis et Futuna, Tahiti).

Mais ce fut en **Algérie** que les choses prirent un tour plus sérieux. La région était passée dans l'orbite ottomane (officiellement en 1516) depuis le déclin des royaumes barbaresques, dont les pirates écumaient la Méditerranée — mais la "course" avait continué par la suite, et ce n'était pas tout à fait du passé au début du XIXe siècle; cependant très vite la "régence d'Alger" avait joui d'une autonomie absolue sous la houlette d'un dey. Il n'y avait plus de troupes ottomanes, mais le groupe dirigeant était composé des "coulouglis", du turc *kuloghlu* (fils d'esclave — en fait, il s'agissait de métis de janissaires, ces esclaves-soldats de l'Empire ottoman², et de femmes indigènes). Le deylicat n'avait pas de liens particuliers avec la France (il en avait beaucoup plus avec l'Espagne qui avait longtemps occupé Oran, jusqu'en 1794), mais les commerçants marseillais étaient présents dans les ports d'Afrique du nord. En 1827, le dey eut la malencontreuse idée de donner **un coup de chasse-mouche** au consul de France, avec lequel il était en conflit au sujet d'une créance remontant au Directoire (pour une fourniture de blé). Deux ans et demi plus tard, Charles X, cherchant une diversion au mécontentement croissant de l'opinion, se saisit de ce mince prétexte pour monter **une expédition**. La prise d'Alger eut lieu en juillet 1830, quelques jours avant les trois Glorieuses: héritage embarrassant pour la monarchie de Juillet.

Pas un instant il ne fut question de se retirer, d'autant que l'expédition avait été très applaudie à Marseille: le grand port méditerranéen cherchait un substitut au commerce du Levant, en crise avec la décadence de l'Empire ottoman et les progrès des Britanniques en Orient. Dans un premier temps la France se contenta d'une occupation restreinte à Alger, Bône (aujourd'hui Annaba), Oran, Bougie (aujourd'hui Bejaïa) et dans leurs environs; les deys ne faisaient pas beaucoup mieux. On entoura la Mitidja (la plaine d'Alger) d'une espèce de "grande muraille", tandis que déjà des colons (grands et petits) s'y installaient; au début, ils résistèrent mal au climat et aux moustiques. Les Français tentèrent de pacifier l'intérieur en s'appuyant sur des chefs indigènes, parmi lesquels, dans l'arrière-pays d'Oran, l'émir de Mascara **Abd el-Kader**³ (1808-1883) à qui la France fournit

¹ Cette place privilégiée de Lyon dans le monde des missions s'expliquait par le fait que cette ville est le siège de la primature des Gaules. Il en reste une trace: Lyon est aujourd'hui le siège de nombreuses O.N.G. qui se sont constituées dans la mouvance catholique, au moment où les missions déclinaient pour cause de décolonisation.

² Il s'agissait d'enfants raziés dans des régions chrétiennes, notamment les Balkans, convertis à l'islam et élevés pour en faire des soldats. Ils étaient censés être particulièrement fidèles au sultan car c'étaient des déracinés, dépourvus de toute attache familiale ou régionale: bel exemple des tendances pré-totalitaires de l'Empire ottoman, que le grand écrivain albanais contemporain Ismaïl Kadaré met en évidence dans son œuvre (les totalitarismes cherchent à rompre tous les liens sociaux, notamment les liens familiaux, pour n'avoir face à eux qu'une masse d'individus isolés).

³ C'est un titre administratif et militaire (à l'origine les émirs étaient des gouverneurs de province), mais pas religieux: c'est le mot que l'on traduit par "commandeur" dans l'expression "commandeur des croyants". Il a donné "amiral" en français, *via* l'espagnol.

N.B. Tous les noms (aujourd'hui devenus des prénoms) en "Abd el-..." signifient: "serviteur du ...", suivi de l'un des 99 adjectifs qui désignent les qualités (attributs) de Dieu. "Kader" qualifie

des armes; les tentatives d'intervention directe dans l'intérieur furent des échecs (il y eut une tentative de prise de Constantine en 1836).

En 1839, une armée française ayant traversé ses territoires sans son autorisation, Abd-el-Kader se révolta; l'année suivante, le commandement de l'armée française revint au général Thomas **Bugeaud** (1784-1849), présent en Algérie depuis 1835¹. Un moment, Abd-el-Kader parvint à contrôler les deux tiers de l'Algérie et disposa d'une petite troupe (de 10.000 hommes); mais il avait beaucoup de mal à maintenir l'ordre dans ses domaines², et son armée pesait peu face aux 100.000 hommes du "père Bugeaud", soit le tiers de l'armée française (en 1846). Assez vite, Bugeaud s'adapta à "la guerre arabe": mobilité de la troupe, razzias systématiques ("colonnes mobiles") dans les villages alliés d'Abd-el-Kader afin d'affaiblir son armée. Les "enfumades" de tribus rebelles dans des grottes sont demeurées le symbole de cette première guerre d'Algérie; elles soulevaient déjà des protestations en métropole. Battu à l'Isly en 1844, Abd-el-Kader se rendit en 1847. Emprisonné à Pau en violation des promesses françaises, il fut libéré par Napoléon III en 1852 et finit sa vie à Damas, où il se consacra à la méditation, à l'étude et à l'écriture, et acquit un très grand rayonnement spirituel.

L'autorité militaire était alors toute-puissante en Algérie, et fort imbue de sa supériorité sur les civils, les locaux comme les Parisiens (le Prince-Président y trouva certains de ses hommes de main pour son coup d'État, comme le maréchal de Saint-Arnault); l'Algérie était d'ailleurs directement rattachée au ministère de la Guerre et le législatif n'y avait rien à voir. L'armée, notamment les officiers des "Bureaux arabes" en contact direct avec la population, avait plutôt tendance à protéger les indigènes face aux brutalités des colons (mais une fois dûment soumis, cela allait sans dire, et dans le cadre d'une mentalité des plus paternaliste: l'Arabe³ avait besoin d'un protecteur car il était trop peu civilisé pour trouver seul sa place dans la nouvelle Algérie). Cette **armée d'Afrique** accueillait des étrangers (ce fut l'origine de la légion étrangère, née en 1831) et comprenait aussi des régiments indigènes, qui plus tard cessèrent de l'être tout en gardant leurs noms et leurs costumes: les spahis, les zouaves, les chasseurs d'Afrique. Enfin l'on trouvait en Algérie les premiers bataillons disciplinaires, connus plus tard sous le nom de "bat' d'Af" et sous le toponyme générique de "**Biribi**"⁴.

« Y'en a qui font la mauvaise tête au régiment
Qui tirent au cul qui font la fête inutilement
Quand ils veulent plus faire l'exercice et tout l'fourbi
On les envoie faire leur service à Biribi
À Biribi c'est en Afrique où que l'plus fort
Est obligé d'poser sa chique et d'faire le mort
Où que l'plus malin désespère de faire "gibi"
Car on peut jamais s'faire la paire, à Biribi.
À Biribi c'est là qu'on marche, faut pas flancher
Quand l'chaouche⁵ crie: En avant, marche!, il faut marcher
Et quand on veut faire des épates, c'est peau d'zébi
On vous fout les fers aux quat'pattes, à Biribi.
À Biribi c'est là qu'on crève de soif ou d'faim
C'est là qu'il faut merner sans trêve jusqu'à la fin
Le soir on pense à la famille sous le gourbi;

Dieu en tant qu'Il décide du destin, du sort de chacun, soit (en gros) "Tout-Puissant". Abd el-Kader est donc le "Serviteur du Tout-Puissant".

¹ L'année précédente, il avait été responsable du massacre de la rue Transnonain.

² Les révoltés liquidèrent les couloulis, tout autant haïs que les Français.

³ Ou le Berbère: les Français n'ont jamais vraiment fait la différence.

⁴ Ce fut l'écrivain anarchisant Georges Darien (1862-1921) qui fit la célébrité de cette appellation (et vice-versa): son roman *Biribi* parut en 1889 — dans ces années, qui furent celles des bataillons scolaires et du boulangisme (voyez le chapitre 5), il y eut une vague d'ouvrages antimilitaristes, dont les premiers romans de Courteline. Le théâtre du roman est le sud tunisien, mais le toponyme, manifestement une variation argotique sur la racine du mot "Arabe", ne se rattache pas à une région particulière: on allait "à Biribi" comme "au diable Vauvert". Plus tard un autre toponyme mythique prit le relais: **Tataouine** (je n'ai pas non plus trouvé trace d'un toponyme de cette consonance dans les atlas de l'époque: cela sonne comme "tatane", "tatouille", etc.). Ce fut le journaliste Albert Londres (1884-1931) qui obtint la dissolution des bataillons disciplinaires à la suite d'une campagne de presse, à la fin des années 1920. Cela dit, au moment de la guerre d'Algérie la menace d'être envoyé "à Tataouine" planait encore sur les appelés (voyez le témoignage annexé au au chapitre 14).

⁵ Le sergent. Le mot est arabe mais c'étaient des métropolitains, des Corses pour la plupart selon Darien, lequel semble avoir haï « cette race immonde qui n'a jamais su choisir qu'entre le couteau du bandit et le sabre du garde-chiourme », et qu'il distingue toujours soigneusement des Français.

On pleure encore quand on roupille, à Biribi.
 À Biribi, c'est là qu'on râle, on râle en rut
 La nuit, on entend hurler l'mâle, l'aurait pas cru
 Qu'un jour y s'rait forcé d'connaître "mam'zelle Bibi",
 Car tôt ou tard il faut "en" être, à Biribi.
 On est sauvage, lâche et féroce; quand on en r'vient
 Si par hasard on fait un gosse, on se souvient
 On aimerait mieux, quand on s'appelle c'qu'on a subi
 Voir son enfant à la Nouvelle¹ qu'à Biribi »
 (chanson d'Aristide Bruant, vers 1890).

Les **colons** avaient accouru en nombre: même si les deux tiers repartaient au bout de quelques mois, en 1848 il y avait déjà, pour 600.000 Arabes et Berbères, 47.000 Français et 62.000 étrangers (dont moitié d'Espagnols), fixés en ville pour plus de la moitié d'entre eux, d'autres installés sur des biens confisqués (au dey, aux partisans d'Abd-el-Kader, au "clergé" musulman²); on commença à assécher les marais, à défricher, à construire des routes; le tabac, la vigne, le mûrier, le blé étaient les principales cultures. Certains colons réclamaient le refoulement des indigènes dans le désert ou leur cantonnement dans des réserves, et faisaient bon accueil aux théories en vogue de l'extinction inéluctable des races inférieures.

Plus que la vie somme toute fort dure des colons, les exploits de l'armée d'Afrique et son mode de vie "oriental", le mythe d'une ascension sociale facile par l'épée, faisaient rêver une partie des Français. Toute une **propagande** glorifiait la France porteuse de civilisation, de progrès économique (l'irrigation) et social (contre les féodaux et les "oulémas", les docteurs de la science théologique et juridique musulmane — fort sclérosée), exprimait l'espoir d'une rechristianisation de la terre de Saint Augustin³ (on avait restauré un évêché à Alger). Le problème de la colonisation de l'Algérie passionnait l'opinion, inquiète d'une hypothétique surpopulation des campagnes de France, des libéraux aux saint-simoniens (Prosper Enfantin) et aux fouriéristes (qui créèrent un phalanstère à Saint-Denis-du-Sig). Il suscitait réunions, conférences, presse spécialisée, autour de débats du type: colonisation civile ou militaire (c'était le modèle romain, soutenu par Bugeaud)? Villages-fortereses groupées ou réseau de fermes protégées par des points d'appui militaires?...

L'Algérie marquait déjà la vie culturelle, même s'il ne faut pas perdre de vue que la fascination de l'Orient est antérieure à 1830 (les *Orientales* de Hugo datent de 1829 — tout cela remontait à l'expédition d'Égypte⁴). Les **peintres orientalistes** couraient les scènes pittoresques, d'autant plus que le pays avait cessé

¹ La Nouvelle était l'une des prisons parisiennes. Le couplet précédent fait évidemment allusion aux pratiques homosexuelles, courantes aux bat'd'Af — il n'y avait pas de solde, donc pas d'accès possible aux prostituées. Dans le roman de Darien elles sont présentées comme consenties et non vénales (mais forcées par la situation, évidemment); dans d'autres ouvrages du même genre il est surtout question de viols, c'est ce que semble sous-entendre aussi la formulation de Bruant.

² Ces biens de mainmorte s'appellent biens *habous* dans le monde musulman. Je mets "clergé" entre guillemets car dans l'islam sunnite il n'y a pas de clergé en principe: l'imam, par exemple, qui est le directeur de la prière hebdomadaire, est seulement un homme choisi par la communauté pour sa connaissance du Coran et pour ses qualités humaines. En pratique, dans l'Algérie du XIXe siècle, imams, gardiens de lieux saints et juges religieux (caïds, cadis) étaient souvent des professionnels.

³ Il était de Constantine.

⁴ *Note sur l'Égypte*: en fait, l'expédition d'Égypte a renouvelé, "orientalisé" la perception d'un pays qui fascinait les Français depuis bien longtemps; elle est à l'origine de l'orientalisme, mais pas de l'égyptomanie. C'est au XVIe siècle que l'on a commencé à élever en France des monuments dans le goût égyptien. La mode venait d'Italie. Il ne s'agissait absolument pas de l'Égypte "orientale" des romantiques, mais de l'Égypte mystérieuse et cabalistique de la tradition "hermétique" — du nom d'un ensemble de textes attribués à Hermès trismégiste (trois fois grand), philosophe égyptien antérieur à la sagesse grecque, inventeur de la science, censé entre autres avoir été le maître de Platon (qu'on lisait à cette lumière égyptienne, ainsi que ses disciples ou ceux qu'on percevait comme ses disciples, les "néo-platoniciens", effectivement fort influencés par l'hermétisme). Le monde y est perçu comme un entrelacs d'images symboliques agencées par une volonté supérieure, par lesquelles, malgré notre finitude, nous pouvons déchiffrer en partie les desseins de la Divinité (mais en petite partie seulement: le reste nous est "hermétique", selon l'usage ironique du mot, devenu aujourd'hui de loin le plus courant). D'où une fascination pour les hiéroglyphes, perçus comme un langage symbolique, une réduction de ce grand hiéroglyphe qu'est le monde; pour les dieux Isis et Thot, pour les pyramides, les sphinx et les obélisques... Cette première image de l'Égypte était liée aussi à la description d'Hérodote, qui en avait fait la terre de la sagesse, religieuse notamment. Plus tard le corpus hermétique s'est révélé dater plutôt du début de l'ère chrétienne et avoir été élaboré par divers philosophes néo-platoniciens influencés par les religions de

d'être dangereux, et popularisaient une Algérie de rêve (notamment Fromentin, Delacroix dont vous connaissez j'espère *Les femmes d'Alger*, Horace Vernet, Chassériau); dans le domaine littéraire, l'Algérie inspira Balzac (*La rabouilleuse*), mais aussi tout un courant "exotique": des journaux de voyage (parmi les plus connus, ceux de Fromentin et de Théophile Gauthier), des récits militaires, des romans populaires à la psychologie sommaire. Malgré cette fascination, tout le monde, même et surtout à gauche, n'envisageait à terme que l'assimilation culturelle des "indigènes" au "mode de vie civilisé", la disparition des us, coutumes et cultures "barbares": on rêvait d'une fusion des deux "races" au terme d'un processus de conversion, de francisation et de métissage.

II-La politique coloniale de la IIe République.

Du fait du caractère éphémère du régime, les conquêtes furent presque inexistantes. La République ne remit pas en cause la mainmise française sur l'**Algérie**: toute la gauche était colonialiste, y compris Proudhon qui affirmait: « dans trente ans, il y aura un million de Français sur le sol africain, partout les Kabyles, les Arabes, les Africains se soumettront et, quand besoin sera, par la guerre et les conquêtes ». Ce fut la IIe République qui,

l'Orient méditerranéen hellénistique; mais au XVIe siècle il a énormément influencé des penseurs comme Marsile Ficin, Giordano Bruno, Thomas Campanella et Pic de la Mirandole: c'est la face cachée du "rationalisme" de la Renaissance... Sur l'hermétisme, vous pouvez consulter Octavio Paz, *Sœur Juana Inés ou les pièges de la foi*, 3e partie, chapitre 3: "le monde comme hiéroglyphe". Cette Égypte hermétique et néo-platonicienne, très vivante encore au XVIIIe siècle (la pyramide du parc Monceau date des années 1770), a survécu au XIXe siècle notamment à travers le mouvement des Rose-Croix que j'ai évoqué au chapitre 7, et dans certains rituels égyptisants des franc-maçons (plus surprenant: en 1811 on "prouva" que le nom de Paris vient de "par Isis", et on plaça une Isis à la proue du navire qui figure sur les armoiries de la capitale!). On en retrouve des traces jusqu'à nos jours à travers diverses spéculations délirantes sur l'identité des véritables bâtisseurs des pyramides, mais ce n'est plus qu'un lointain écho: l'Égypte orientale, l'Égypte de l'exotisme l'a emporté, et depuis le déchiffrement des hiéroglyphes en 1823 et les progrès de l'archéologie, l'Égypte ancienne, "désenchantée", lui a été largement annexée, avec le statut de civilisation exotique perdue — une civilisation qui continue quand même à susciter un intérêt aussi trouble qu'intense.

L'expédition de Bonaparte (1798-1801) était un épisode de la rivalité franco-britannique pour la domination de la Méditerranée et de la route des Indes. Mais les choses avaient vite mal tourné pour la France, et depuis 1815 le Royaume-Uni dominait toute la Méditerranée, avec des bases navales à Gibraltar, à Malte, en Grèce (jusqu'en 1864 elle possédait les îles ioniennes, à l'entrée de l'Adriatique; en 1878 elle plaça Chypre sous son protectorat); la Grèce indépendante était un protectorat britannique de fait, tout comme le Portugal. L'Inde était passée définitivement sous contrôle britannique après l'écrasement de la révolte des cipayes (1857-1858); la reine Victoria fut proclamée impératrice des Indes en 1877. Entre les deux, l'Égypte occupait une place stratégique cruciale. Pourtant la France refusa de s'avouer vaincue. Elle continua à cultiver l'amitié des khédives égyptiens qui étaient parvenus à rendre leur province presque indépendante d'Istanbul: le grand Méhémet Ali, puis Ismaïl Pacha à partir de 1863. Puis ce fut l'épisode du canal de Suez, qui mécontenta fortement les Britanniques (voyez au chapitre 3); cependant, en 1876 la Grande-Bretagne parvint à entrer dans le capital de la compagnie de Suez en rachetant les actions du khédivé dont le gouvernement français, paralysé par la crise de régime (on était juste avant la crise du 16 mai), n'avait pas voulu.

Avec tout cela, une nouvelle vague d'égyptomanie s'empara de la France du XIXe siècle. Après l'expédition de Napoléon Ier le "style égyptien" fit quelques ravages dans le mobilier — il y en a des exemples au grand Trianon — et en architecture — il demeure par exemple un immeuble tout à fait étonnant, place du Caire dans le Sentier, qui date de 1826, l'année aussi de l'érection de l'obélisque de la Concorde; jetez aussi à l'occasion un coup d'œil sur la fontaine du Châtelet, qui date de 1858. Bien sûr, ce fut un Français, François Champollion (1790-1832), qui déchiffra les hiéroglyphes; et les archéologues se bousculaient sur les rives du Nil. Les peintres orientalistes adoraient l'Égypte, tout comme certains écrivains: en 1849-1850, Flaubert y eut des expériences inoubliables, esthétiques et érotiques — c'étaient, comme en Sicile et en Grèce, les débuts du tourisme sexuel...

Ces liens particuliers se maintinrent à l'époque du protectorat britannique en Égypte, entre 1882 et 1922, et jusqu'au règne du roi Farouk (renversé en 1952): les Égyptiens avaient besoin d'un contrepoids à l'influence envahissante du Britannique, et la France se consolait mal de n'avoir "hérité" que du Maghreb, région relativement marginale du monde arabe (le Caire en revanche en est, avec Bagdad, l'une des deux grandes métropoles). De ce fait, les classes dirigeantes égyptiennes sont longtemps restées très francophiles et très francophones, alors même que le pays n'a jamais été une colonie française. Par ailleurs, une importante colonie française, dans une autre acception de ce mot, a vécu au Caire et à Alexandrie jusqu'à la tragique brouille de 1956 qui se solda par son expulsion; elle nous a donné notamment Claude François et Dalida! Certains romans d'Albert Cohen en font revivre l'atmosphère.

retirant l'Algérie au pouvoir discrétionnaire de l'armée, l'intégra au territoire de la métropole: elle fut divisée en trois départements, Oran, Alger et Constantine, eux-même subdivisés en arrondissements, cantons, communes; on y trouvait les mêmes élus et fonctionnaires qu'au nord de la Méditerranée. Cependant les préfets d'Algérie étaient en relation avec le ministère de la Guerre et non avec celui de l'Intérieur; des institutions précédentes subsistait le Gouverneur général, un militaire, qui siégeait à Alger; les militaires gardaient tout pouvoir sur les territoires non encore pacifiés, c'est-à-dire l'essentiel. L'Algérie envoyait des députés aux assemblées législatives, mais seuls les colons étaient citoyens à part entière, avec droit de vote aux élections nationales. Cependant, on promit aux indigènes qu'ils deviendraient citoyens de plein droit au fur et à mesure qu'ils "s'assimileraient", c'est-à-dire se franciseraient: c'était la naissance du **principe d'assimilation** (ce dernier mot figurait dans la constitution de 1848) qui plus tard fut repris par la IIIe et (plus sérieusement) par la IVe République.

La République lança un grand plan de colonisation (on voulait envoyer des ouvriers, touchés par la crise en métropole, qui rêvaient de retourner à la terre tout en ayant un lopin à eux). Ce plan se solda par un échec relatif, mais il se fonda tout de même quarante-deux nouvelles colonies agricoles. L'armée prit le contrôle de nouvelles régions, notamment en Kabylie et dans le Mzab, à la limite du Sahara.

L'œuvre essentielle de la deuxième République en matière coloniale fut évidemment l'**abolition de l'esclavage**. L'esclavage aux colonies avait été aboli par la Convention en février 1794, puis rétabli par Napoléon en mai 1802 au nom de la rationalité économique et sous l'appellation pudique de "servage" dans les plantations; dans les anciens comptoirs d'Afrique on parlait de "captifs domestiques". On avait beaucoup discuté de son abolition sous la monarchie de Juillet, il existait une Société pour l'Abolition de l'Esclavage, dont Lamartine et Tocqueville faisaient partie; mais rien de concret n'avait été fait¹ — pourtant, il existait un très fort courant anti-esclavagiste. L'abolition de l'esclavage est liée à la figure de **Victor Schœlcher** (1804-1893). Alsacien d'origine, de bonne famille, protestant, républicain et franc-maçon sous la monarchie de Juillet, journaliste au *National*, animateur de campagnes abolitionnistes, il se trouvait en mission d'études au Sénégal lorsqu'il apprit à la fois la révolution et sa nomination au poste de ministre (l'équivalent d'un secrétaire d'État aujourd'hui) de la Marine et des Colonies. Dès son retour à Paris, le 5 mars 1848, il fit acclamer un décret proclamant l'affranchissement immédiat des esclaves des territoires français; les décrets d'application suivirent bientôt et les derniers esclaves furent libérés en juillet.

Au total 260.000 esclaves furent libérés; aux termes d'une loi de 1833, tous les esclaves libérés étaient citoyens français de plein droit, et votaient à toutes les élections. Schœlcher fut immédiatement élu député de la Martinique... Comme beaucoup d'hommes de gauche, sa carrière politique fut brisée par le Deux décembre; après dix-neuf ans d'exil en Grande-Bretagne, il redevint sénateur de la Martinique après 1870 (et combattit pour l'abolition de la peine de mort). Il repose au Panthéon depuis 1949. Par ailleurs, la France s'associa à la Grande-Bretagne dans la lutte contre la traite: l'un des derniers navires négriers (portugais) fut capturé en 1849 au large de l'Afrique. Ses passagers, libérés mais peu désireux de retrouver leurs villages (détruits ou qui les avaient vendus), fondèrent Libreville qui est aujourd'hui la capitale du Gabon. Il n'y eut **pas de protestations de la part des maîtres** d'esclaves, car la rentabilité de la main-d'œuvre servile était désormais à peu près nulle; du reste le sucre de canne des Antilles était en pleine débandade face au sucre de betterave des plaines du nord de l'Europe, et les planteurs étaient ruinés. Ils furent d'ailleurs indemnisés de la perte de leurs esclaves en 1849. D'autre part, il n'y eut **aucune révolte massive des anciens esclaves**; après quelques tensions, surtout à la Guadeloupe, faute d'autre choix ils retournèrent bien vite travailler sur les plantations de leurs anciens maîtres, cette fois comme salariés libres (et fort mal payés: en fait, leur régime alimentaire se dégrada). Seule la Guyane, dont l'économie était extrêmement fragile, souffrit beaucoup de la fuite massive de la main-d'œuvre, qui gagna la forêt (on y trouve encore aujourd'hui leurs descendants, les "Marrons", de l'espagnol *cimarrón*: esclave en fuite).

III-Le second Empire: les grands desseins et l'aventure.

Au total, les possessions coloniales de la France (on ne parlait pas d'Empire, évidemment) doublèrent durant cette période: en 1870 elles représentaient environ 700.000 km² et 7 millions d'habitants, répartis désormais sur tous les continents. Il n'y eut pourtant pas vraiment de grand dessein colonial, sauf en Méditerranée (où l'Empire s'occupa davantage d'organiser ce qui avait déjà été conquis en Algérie que d'étendre les possessions de la France) et au Mexique (où l'affaire s'acheva par un désastre). **Il n'y avait pas** vraiment non plus **de lobby colonialiste** (ni de lobby anticolonialiste d'ailleurs): plutôt une série d'entraînements et de hasards, particulièrement en Indochine où la France s'engagea dans une aventure que le gouvernement ne contrôlait absolument pas.

¹ En Grande-Bretagne, l'esclavage avait été aboli en 1833. Le dernier pays occidental à avoir aboli l'esclavage fut le Brésil, en 1888; l'Espagne ne s'y était résolue qu'en 1872.

La représentation des colonies au Corps législatif fut supprimée; les gouverneurs nommés par le gouvernement avaient tous pouvoirs. À part un bref épisode en 1858-1860 (une tentative de ministère de l'Algérie et des colonies confiée au prince Napoléon-Jérôme), les colonies dépendaient toujours du ministère de la Marine, sauf l'Algérie qui était rattachée au ministère de la Guerre. En 1861 ce fut la **suppression du Pacte colonial** (ce que l'on appelle aussi le système de l'Exclusif), c'est-à-dire de l'ensemble des lois qui obligeaient les colonies à ne commercer qu'avec la métropole et sur des bateaux français: c'était un effet logique de la politique de libre-échange. Cette conversion au libre-échange touchait d'ailleurs le monde entier: un peu partout, la France intervint (en général conjointement avec la Grande-Bretagne) pour faire ouvrir les frontières à nos commerçants. Ce fut l'une des raisons essentielles de nos interventions en Asie, où les gouvernements étaient plus que réticents à ce qu'ils percevaient, avec raison, comme la première étape d'une mainmise européenne.

Dès cette époque, les troupes coloniales participaient aux opérations militaires dans d'autres régions du monde. L'armée d'Afrique s'illustra en Crimée, à Magenta et à Solférino; les "**turcos**", comme on disait, participèrent aussi aux combats de 1870 contre les Prussiens.

A) L'Algérie.

L'Algérie ayant perdu ses représentants au Corps législatif, se retrouva sous un régime presque exclusivement militaire. La **conquête** du territoire continua: ce fut notamment la prise de contrôle définitive de la Kabylie par le maréchal Randon en 1857. L'armée française détruisit systématiquement les villages insoumis, arracha les arbres fruitiers, etc.; elle s'appuyait sur des supplétifs indigènes organisés en "harkas" (unités de supplétifs indigènes; d'où le mot "harki"¹), en "goums" (unités commandées par des officiers français) et en "smalas" (camps fortifiés permanents où les soldats vivaient avec leur famille). Dans l'armée de Randon figuraient un certain Patrice de Mac-Mahon et un certain Georges Boulanger. Dans ces années l'armée s'avança également en direction des premières oasis du Sahara (à la prise de Laghouat en 1854, la majeure partie de la population fut massacrée); dans les années qui suivirent ce furent aussi les premières explorations chez les Touaregs², menées par Duveyrier. C'était que les oasis du Sahara servaient de refuge aux rebelles de l'Atlas, et que les Touaregs accueillaient les fuyards des oasis occupées...

Pour les mêmes raisons, dès cette époque la France se trouva amenée à se mêler des affaires de la Tunisie, province plus ou moins indépendante de l'Empire ottoman (c'était un "beylicat"³), et du Maroc, "sultanat"⁴ indépendant: les frontières de ces deux entités et de l'Algérie étaient des plus imprécises et des plus poreuses. En particulier, Paris faisait pression sur la **Tunisie** en exploitant de façon sordide des embarras financiers qu'elle avait elle-même provoqués en prêtant, à des taux usuraires, pour des projets plus ou moins fumeux de modernisation de l'économie et des infrastructures. De ce fait, en 1870 la France dominait déjà le commerce et surtout contrôlait les finances du beylicat (une Caisse de la Dette dominée par la France gérât, ou plutôt s'appropriait les ressources fiscales du bey, sous le prétexte de rembourser la dette). Les conquêtes entraînaient d'autres conquêtes, car il fallait les protéger: cette **logique d'entraînement** explique aussi très largement la pénétration en Afrique noire et en Indochine.

En Algérie, les régions déjà conquises furent **mises en valeur**: on construisit 500 km de chemins de fer (à partir de 1857); on débuta la prospection des mines; le vignoble s'étendit dans les régions côtières, ce qui commençait à provoquer les protestations des vignerons du Midi; l'agriculture coloniale était prospère. Une première entreprise industrielle d'importance apparut dans les années 1860, un haut-fourneau dans la région de Bône. Toutes ces avancées profitaient presque exclusivement aux colons, malgré quelques efforts de l'armée pour développer l'agriculture indigène: en 1867-1868, une très grave famine fit au moins 300.000 victimes parmi

¹ Les noms arabes (propres ou communs) terminés par un "i" (long) indiquent une provenance ou (au sens dérivé) une appartenance.

² Je vous signale une fois pour toutes que certains trouvent "très chic" d'utiliser le singulier berbère (la langue touarègue appartient à la famille linguistique berbère): un Targui, des Touareg (sans "s"!). Je m'en dispenserai.

³ Ce n'est pas une faute de frappe. Il y avait des "beys" (titre d'origine turque: le mot "begh" désigne en turc le grand frère ou l'aîné des oncles, bref le chef du clan familial) et des "deys" (titre qui désigne au départ un chef de tribu, c'est-à-dire sensiblement la même chose, les tribus étant organisées comme des clans familiaux agrandis). J'ignore s'il existait une différence entre les pouvoirs du bey et ceux du dey.

⁴ Le mot "sultan" veut dire tout simplement "pouvoir" en arabe. Il s'agissait à l'origine d'un haut fonctionnaire de l'administration du calife, le chef de la communauté des croyants, "successeur" du Prophète. En principe l'islam ne connaît pas la monarchie (temporelle); ce n'est qu'après l'indépendance qu'on a assimilé le sultan du Maroc à un roi ("malik" en arabe), assimilation qui d'ailleurs a tardé à se faire au Maroc même.

les Arabes et les Berbères. De nouveaux colons s'installèrent grâce au système du **cantonnement** (inventé en 1851), qui consistait à confisquer au profit des colons une partie des terres collectives des tribus indigènes, au prétexte qu'elles étaient trop vastes pour leurs besoins réels. Dans d'autres cas l'Empire fit appel à de grandes compagnies capitalistes, chargées d'établir les infrastructures des futurs villages, puis de vendre aux colons avec profit: ainsi dans les années 1860 les frères Talabot investirent dans une Société générale algérienne. Tout ceci n'alla pas sans quelques scandales retentissants, et mit en fureur les petits colons privés des meilleures terres de la plaine littorale.

Napoléon III avait des idées arrêtées sur l'Algérie; c'est le premier chef d'État français (le seul avant de Gaulle, en fait) que l'on peut créditer d'**une politique algérienne**. Déjà en 1852 il eût voulu se faire proclamer "Empereur des Français et roi de l'Algérie": autrement dit, traiter l'Algérie comme un royaume lié à la France, mais distinct. Son entourage l'en dissuada et durant tout l'Empire autoritaire il ne se préoccupa guère de l'Algérie. Pourtant en 1860 et 1865 il y fit deux longs voyages; séduit par le pays, il fit preuve à l'égard de la population indigène d'un intérêt tout à fait exceptionnel pour l'époque (cette attitude devait beaucoup à son entourage saint-simonien¹). En témoignent les lignes qui suivent, extraites d'un discours impérial prononcé lors du voyage de 1860: « notre premier devoir est de nous occuper de trois millions d'Arabes que le sort des armes a fait passer sous notre domination. Élever les Arabes à la dignité d'hommes libres, répandre sur eux les bienfaits de l'instruction tout en respectant leur religion, améliorer leur existence en faisant sortir de cette terre tous les trésors que la Providence y a enfouis et qu'un mauvais gouvernement laisserait stériles, telle est notre mission: nous n'y faillirons pas ». L'Empereur précisa sa pensée en 1863, dans une lettre (publique) au gouverneur général Mac-Mahon: « **L'Algérie** n'est pas une colonie proprement dite, **c'est un royaume arabe** »; « les indigènes ont, comme les colons, un droit égal à ma protection et **je suis** aussi bien **L'Empereur des Arabes** que l'Empereur des Français ».

Ces lignes sont à comprendre dans une perspective bien plus large que la seule Algérie. Napoléon III rêvait en fait d'un protectorat français sur l'ensemble du monde arabe. C'était l'époque où la France menait un jeu trouble en Tunisie, renforçait ses liens avec le Liban (voyez plus bas), avec l'Égypte aussi (terre d'exploits napoléoniens) par la construction du canal de Suez...

Quelques mesures concrètes suivirent. En 1863, un sénatus-consulte interdit le cantonnement: la terre devait rester aux indigènes; les colons, eux, devaient demeurer autour des grandes villes. Tous les emplois publics algériens devaient être ouverts aux indigènes. L'Empire fit tout son possible pour retirer le plus possible de territoires à l'administration civile, qui était aux mains des colons: le principe était que la société traditionnelle devait se gouverner elle-même, évoluer à son propre rythme, sans traumatismes — sous l'étroit contrôle de l'armée, évidemment; l'assimilation restait le but final, mais elle n'était conçue que comme le résultat ultime, à très long terme, de la "régénération" de la "race arabe", égale en dignité en principe à la "race française". L'Empereur ne craignit même pas d'entrer en conflit avec **Mgr Lavigerie**, nommé évêque d'Alger en 1867. Fondateur en 1858 d'une congrégation missionnaire, les **pères blancs**, et dans les années 1860 d'une Association pour la Propagation de la Foi, il se prenait pour un nouveau Saint Augustin et prétendait ramener la population à la foi chrétienne. En particulier, au moment de la grande famine de 1867-1868 les pères blancs fondèrent un orphelinat où ils élevaient les orphelins indigènes dans la religion catholique, ce qui provoqua la fureur des musulmans. L'Empereur exigea que les orphelins fussent renvoyés dans leurs villages; Mgr Lavigerie refusa (« ces enfants ne peuvent être livrés aux passions bestiales de leurs coreligionnaires »; du reste la famine était un signe du ciel, une punition pour les réticences des Arabes à revenir à la vraie religion). Le conflit, qui fit beaucoup de bruit au nord de la Méditerranée², n'était pas réglé lorsque l'Empire s'effondra.

Les idées de Napoléon III étaient étonnamment modernes pour son temps. S'il avait pu les appliquer, peut-être aurait-on évité les drames du XXe siècle; du reste, la politique esquissée au début des années 1860 ressemble furieusement à ce que la IVe République tenta de mettre en place... bien trop tard, lorsque la guerre d'Algérie avait déjà éclaté. Remarquez quand même que cette politique du "royaume arabe" eût pu prendre assez

¹ En particulier à un personnage pittoresque du nom d'Ismaël Urbain, mulâtre guyanais, fils naturel d'une esclave, ancien pensionnaire du couvent saint-simonien de Ménilmontant, très lié à Enfantin et ami personnel de jeunesse de l'Empereur (c'était ce type de fréquentation qui faisait de Louis-Napoléon Bonaparte un homme politique à part dans son époque). Il fut enseignant au Caire, interprète en Algérie, se convertit à l'islam, se maria avec une Algérienne et s'installa à Constantine. Il inonda Paris d'analyses intelligentes, très arabophiles, sur l'Algérie; il suscita à Paris un lobby algérien très puissant, très hostile aux thèses des colons. Napoléon III l'imposa comme interprète officiel lors du voyage de 1865, ce qui donne la mesure du courage dont l'Empereur était capable à l'occasion: un Noir musulman marié à une Arabe! Des années après, certains en tremblaient encore à la Cour.

² Attention à ne pas écrire: "en métropole"! L'Algérie faisait partie de la métropole.

vite un petit air d'*apartheid*¹: chacun à sa place, Français et "indigènes", avec leurs propres institutions et pourquoi pas des restrictions aux contacts, aux mariages par exemple?... et toujours l'autorité bienveillante de l'Empereur coiffant le tout!

Mais l'Empire manqua de temps en Algérie; de persévérance aussi, comme dans à peu près tous les domaines (ainsi dans le même temps qu'il abolissait le cantonnement, l'Empereur distribuait des milliers d'hectares à de grandes compagnies concessionnaires). Surtout, il se heurta à l'**hostilité absolue, générale et bornée des colons**, dont le nombre passa de 100.000 en 1848 à 260.000 en 1870 (la moitié venaient d'Espagne et d'Italie; l'accès à la nationalité française leur était facilité). Où allait-t-on si l'on commençait à tenir compte de l'avis des "sauvages"? Quel pouvait être l'avenir de l'Algérie si l'on s'obstinait à "maintenir indéfiniment cette race déchue"? En 1863, les colons organisèrent une première "journée des barricades"² pour signifier leur mécontentement; la bureaucratie algéroise refusa purement et simplement d'appliquer le sénatus-consulte de 1863; dans le même temps, au nord de la Méditerranée toute une propagande insistait sur le courage et l'abnégation des colons, seuls capables de faire progresser une terre livrée depuis des siècles à l'"incurie arabe", et dans le même temps sur les excellents rapports avec les indigènes: une harmonie que les réformes menées par des Parisiens qui ne connaissaient rien aux réalités du pays ne pouvaient que compromettre. La conclusion s'imposait: il fallait plus de terres pour les colons, et moins de privilèges pour les "féodaux" indigènes.

Même les républicains, "transportés" en Algérie de force (en 1848, en 1852 ou en 1858) ou de leur propre gré (pour profiter d'une atmosphère moins répressive, surtout dans les années 1850), même les franc-maçons partageaient le racisme général et entendaient bien que les colons restassent les maîtres exclusifs du pays. L'opinion algérienne était du reste très "progressiste" concernant les problèmes politiques du pays, très hostile au césarisme et à Badinguet (sauf lorsqu'il s'agissait de l'acclamer lors de ses voyages): il y eut une majorité de "non" au plébiscite de 1870. L'une des raisons de cette opposition à l'Empire était que les colons d'Algérie n'avaient pas le droit de vote aux législatives, et qu'ils n'étaient pas maîtres chez eux: dès qu'on sortait des grandes villes c'étaient les militaires qui commandaient. L'armée était plus favorable aux vues de l'Empereur: elle savait qu'il est impossible de s'imposer à long terme par la seule répression. Mais, isolée des colons, elle n'avait aucun moyen de les influencer; son pouvoir était menacé (début 1870, la gauche du Corps législatif parvint à faire passer une loi rétablissant le régime "civil" de la deuxième République; la crise avec la Prusse aboutit à l'enterrement du projet).

Enfin, dernier échec, les indigènes ne se rallièrent pas au régime. Les quelques tentatives d'écoles ou de journaux bilingues n'eurent aucun succès; les rares indigènes instruits (les élites avaient été décimées lors de la conquête) se replièrent sur les confréries et la culture religieuse, refuge identitaire. L'Empereur avait beau éprouver de la sollicitude pour eux, il restait quand même un chrétien! Les **révoltes** étaient endémiques (les principales eurent lieu en 1859 et 1864 sur les confins du Maroc). La haine des colons était générale: il n'y eut pratiquement aucun mariage mixte; en vingt ans, 194 musulmans seulement demandèrent leur naturalisation (il faut dire que cela impliquait l'abandon du droit musulman et de la coutume traditionnelle; or, l'islam étant une religion de la cité, qui règle les rapports des croyants sur Terre, cela apparaissait comme une apostasie).

L'Algérie continuait à faire rêver: Flaubert recevait ses amis habillé à l'algérienne, en *gandoura* et en *chéchia*; Fromentin multipliait les œuvres d'inspiration orientale (*Un été dans le Sahel*). Un jeune écrivain d'avenir, Alphonse Daudet, se spécialisa dans les récits de chasse au lion et à la panthère; de ses livres, le plus lu a longtemps été *Tartarin de Tarascon*, pochade un peu lourde dont une bonne partie a l'Algérie pour théâtre. Parmi les écrivains orientalistes d'occasion, il faut encore citer Mérimée; parmi les peintres, Horace Vernet toujours, et Guillaumet (allez faire un tour au musée d'Orsay, salle 23). Mais l'Algérie était aussi le thème de nombreux prêches et le sujet de toute une imagerie religieuse, centrée sur la figure des missionnaires. On s'horrifiait des orphelins qui mouraient sans baptême, on exaltait l'œuvre de Mgr Lavigerie.

L'Algérie était très présente aussi dans le débat économique: c'était une terre où pourrait se déverser l'excédent de population de nos campagnes, etc. Prévost-Paradol écrivait en 1868 dans *La France nouvelle*:

« Puisse-t-il venir le jour où nos concitoyens, à l'étroit dans notre France africaine, déborderont sur le Maroc et la Tunisie et fonderont enfin cet Empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais sera certainement dans l'état futur du monde la dernière ressource de notre grandeur. (...) L'Afrique ne doit pas être seulement pour nous un comptoir comme l'Inde, un camp ou un champ d'expérience pour notre armée, encore moins un champ d'expérience pour nos philanthropes; c'est une terre française qui doit être le plus tôt possible

¹ L'*apartheid*, c'est le régime de ségrégation raciale institutionnalisée qui régna en Afrique du sud de 1948 à 1990 — voyez le cours de Relations internationales.

² Référence à celle de février 1956: voyez au chapitre 14.

peuplée, possédée et cultivée par des Français si nous voulons qu'elle puisse un jour peser de notre côté dans l'arrangement des affaires humaines ».

Bref, l'Afrique du nord devait être à la France ce que l'Amérique du nord était au Royaume-Uni. Des indigènes, il n'était point question; manifestement ils étaient promis au sort des Indiens. Tout le monde n'était pas aussi enthousiaste; en particulier les milieux d'affaires (à l'exception des saint-simoniens) étaient d'avis que la France eût mieux fait de s'occuper de son propre territoire, et de ses relations avec ses voisins européens. En 1857, le *Journal des économistes* écrivait: « l'Algérie est un boulet aux pieds de la France ».

L'Algérie était présente enfin dans le débat politique: les républicains se scandalisaient que l'on laissât des Français sans représentation (il s'agissait évidemment des colons), et prônaient l'assimilation et la fin du pouvoir absolu des militaires, sans très bien comprendre que leurs propositions généreuses revenaient en fait à laisser les indigènes aux mains des colons (ou peut-être en le comprenant trop bien). Au total l'opinion continuait à s'habituer à voir dans l'Algérie, et dans les colonies en général, une source de puissance, de grandeur et de prestige, une manière de revanche à l'heure où la Grande-Bretagne dominait le monde; et à percevoir la France en puissance civilisatrice du monde, dont la présence "chez les sauvages" était normale et même bénéfique.

B) L'Afrique noire.

En 1862, la France occupa Obock, sur la porte des Larmes au débouché de la Mer Rouge (c'est tout près de là que l'on fonda le poste militaire de **Djibouti** en 1887 — ce territoire s'appelait alors la Côte française des Somalis¹); il s'agissait de s'assurer d'un relais sur la route de l'Orient (la construction du canal de Suez allait bon train). Les Britanniques répliquèrent la même année en occupant Aden, juste en face. Dès cette époque il y avait des projets de construction d'un chemin de fer pénétrant en Abyssinie (le nord-ouest de l'actuelle Éthiopie), un ensemble de hauts-plateaux très peuplés et supposés assez riches, où un État était en train de se structurer (un État chrétien, donc reconnu par les puissances européennes). Autant que de profits économiques, on rêvait de traverser le "continent mystérieux", d'accéder aux mythiques sources du Nil (localisées en 1863 seulement)... De même, la France poursuivit ses contacts à **Madagascar**² (où les missionnaires étaient très présents³ et réclamaient protection); elle y avait quelques points d'appui sur les côtes, mais l'intérieur constituait un royaume, bâti par Radana Ier (1810-1828) et aux mains de la reine Ranavalona Ière (1828-1861), fort hostile à la pénétration étrangère et qui tentait de jouer des rivalités entre Français et Britanniques. Dans les années 1860 la France obtint cependant quelques droits, dont celui de mener des explorations, mais ne parvint pas à empêcher la

¹ « Il fait à Djibouti si chaud
Si métallique, âpre, inhumain
Qu'on planta des palmiers de zinc
Les autres mourant aussitôt.
Quand on s'assied sous la ferraille
Crissante au souffle du désert
Il vous tombe de la limaille
Bientôt vous en êtes couvert
Mais vous possédez l'avantage
Sous la palme au fracas de train
D'imaginer d'autres voyages
Qui vous mènent beaucoup plus loin ».
(Jules Supervielle, 1922).

² Ranger Madagascar dans un paragraphe sur l'Afrique est une pure commodité. Si la population malgache est venue d'Afrique en grande majorité, la culture malgache doit à peu près tout au monde malais, d'où sont venus des navigateurs entre le II^e et le VII^e siècle de notre ère. On dit souvent que les Malgaches d'origine malaise constituent les Hovas des hauts plateaux, tandis que les populations de la côte (Sakalaves, Betsimisarakas, etc.) sont africaines; c'est une grossière simplification, ne serait-ce que parce que toutes ces populations parlent en gros la même langue, malaise, et partagent la même culture (culte des ancêtres, retournement des morts, etc.). Par ailleurs, Madagascar, île montagneuse aux côtes inhospitalières et qui donc tourne le dos à la mer, constitue un monde complètement fermé sur lui-même; les relations économiques et politiques avec le continent africain ont toujours été à peu près nulles.

³ C'est à eux que l'on doit la transcription de la langue malgache, comme de la langue vietnamienne: Madagascar est le seul pays d'Afrique à posséder une langue écrite unifiée et de vieille tradition. La transcription a été faite par des Portugais, ce qui explique certaines bizarreries apparentes, comme le *o* prononcé "ou". La longueur de nombreux noms propres s'explique par le fait qu'il s'agit de noms composés écrits sans séparation, à l'allemande.

conversion de Ranavalona II au protestantisme en 1869: un succès britannique. Aux Comores la situation était comparable. Sur le **golfe de Guinée**, au Gabon, sur la Côte de l'Or (l'actuelle Côte-d'Ivoire) et au Dahomey (aujourd'hui le Bénin; les Missions africaines de Lyon y étaient très actives), la France se fit reconnaître un certain nombre de protectorats autour des anciens comptoirs. Tous ces établissements, minuscules et qui ne mordaient pratiquement pas sur l'arrière-pays, étaient gérés depuis Gorée au Sénégal; ils prirent leur autonomie en 1869.

Mais ce fut surtout au **Sénégal** que s'amorça la pénétration dans l'intérieur du continent. La ville de Saint-Louis, fondée en 1628 sur l'estuaire du fleuve Sénégal, était sans cesse menacée par les incursions des populations venues de l'intérieur, de même que les quelques points d'appui dans la vallée du Sénégal et sur la côte, et l'île de Gorée, l'ancien centre de la traite, face au Cap-Vert. Certes tout ceci ne servait strictement plus à rien (à part un peu de production d'arachide), c'était loin, coûteux, chaud et pauvre, à peu près à l'abandon: de 1817 à 1854, 31 gouverneurs se succédèrent, ceux qui ne démissionnaient pas mouraient comme des mouches! Mais c'étaient des parcelles de territoire français (ainsi les 4.000 habitants de Saint-Louis, Noirs ou Blancs, avaient tous le privilège de la citoyenneté française, tout comme ceux de Gorée): il fallait les défendre. Pour ce faire, les Français furent amenés à s'installer en permanence dans l'intérieur, en l'absence de tout profit immédiat, de tout intérêt économique majeur.

Les problèmes récurrents avec les indigènes de l'intérieur redoublèrent avec l'apparition, dans les années 1840, d'une chefferie plus puissante et structurée que les autres autour de El Hadj¹ Omar, un chef appartenant à l'ethnie toucouleur. Il disposait d'une armée, de fusils (vendus par des commerçants français), d'un embryon d'administration; musulman instruit lors d'un long séjour à La Mecque, il jouissait d'un grand prestige religieux (l'islam était en train de pénétrer la région, par les élites). Inquiets, les commerçants de Saint-Louis demandèrent un gouverneur jeune et énergique; ils étaient relayés en métropole par un groupe de commerçants bordelais, privés des profits des Antilles et qui rêvaient d'une deuxième Algérie (l'Algérie faisait la prospérité de Marseille, qui fut le premier port d'Europe continentale entre 1870 et 1895).

En 1854, Paris leur envoya le commandant Louis **Faidherbe** (1818-1889), fils d'un commerçant lillois, polytechnicien, ancien d'Algérie, mais aussi disciple et ami de Schœlcher, républicain et libéral; il resta au Sénégal jusqu'en 1865. Comme tout le monde à l'époque il considérait que la colonisation était un droit et même un devoir civilisateur; mais il pensait que les colonisés avaient droit au respect de leurs coutumes (notamment religieuses) et au progrès matériel et intellectuel: il fonda une école pour les fils de chefs. Il s'intéressait aux cultures indigènes: il rédigea une grammaire et un dictionnaire du wolof. Ça ne l'empêcha pas de faire preuve, en cas de nécessité, de la plus grande brutalité (prise d'otages, cultures détruites, villages brûlés, etc.); mais, lorsque par hasard l'opinion métropolitaine en était informée, il était facile de rejeter ces horreurs sur les mœurs militaires des "supplétifs" indigènes. Homme résistant et travailleur, intelligent et capable d'initiative, personnellement désintéressé, il a été érigé, sous la IIIe République, en une espèce de "saint républicain"; il faut dire que c'était un laïc militant, ce qui ne l'empêchait pas de protéger les missionnaires, agents de la grandeur de la France.

Avec quelques centaines d'hommes (encadrant des troupes levées sur place: les premiers bataillons de "tirailleurs sénégalais" datent de 1857), Faidherbe commença par dégager Saint-Louis et les comptoirs de la côte: par des expéditions annuelles il finit par refouler El Hadj Omar dans l'intérieur, ce que l'on appelait à l'époque le Soudan, et par éliminer les bandes de "Maures" (des Touaregs en fait) qui infestaient les rives du fleuve. Sans trop demander l'avis de Paris, il installa un peu partout des garnisons permanentes: ce qui fait qu'en 1870 la France contrôlait toute la côte (à l'exception d'un petit comptoir anglais, Banjul, à l'embouchure de la Gambie; c'est toujours aujourd'hui un confetti anglophone enclavé dans le Sénégal) et toute la vallée du fleuve Sénégal. Faidherbe entreprit la mise en valeur du territoire colonisé: ils encouragea la culture de l'arachide, du coton, construisit des ponts, ouvrit des routes, fonda des villes (notamment Dakar en 1857, sur la côte en face de Gorée). En revanche, il n'y eut aucune tentative pour attirer des colons. Tout le pouvoir était aux mains des militaires, qui laissaient l'administration quotidienne aux chefs indigènes. Ainsi administré le Sénégal ne coûtait rien à la France: argument de taille pour de nouvelles expansions.

L'intérieur demeurait insoumis pour l'essentiel, mais Faidherbe lança des missions d'exploration et de reconnaissance: Bamako fut atteinte en 1865. Ces expéditions, relayées en France par des conférences, des expositions, des publications, etc., excitèrent l'intérêt de l'opinion métropolitaine pour ces régions. Dans les années 1850 on rêvait entre autres à l'or du Bambouck, une rivière de l'intérieur; lorsque le Bambouck fut atteint vers 1860, la déception fut immense, mais d'autres rêves prirent la place de celui-ci. L'aspect religieux de la conquête n'était pas oublié dans cette propagande: on permettait aux missionnaires de travailler, on faisait reculer l'islam.

¹

C'est un titre, attribué à ceux qui ont fait le pèlerinage à La Mecque.

C) L'Indochine.

Qu'était-ce que l'Indochine en 1850? La côte orientale formait l'**Annam**; après des siècles de désunion, cet "Empire", vassal en principe de la Chine, avait été (ré)unifié au début du siècle par la dynastie des Nguyễn. L'Annam était le royaume des Vietnamiens¹, un peuple venu au Moyen Âge de ce qui est aujourd'hui la Chine méridionale, sous la pression des Chinois: ils étaient en train d'absorber les populations préexistantes. Dans la région de Hué, au centre, il restait cependant des Chams, héritiers d'un ancien royaume médiéval; dans la région du delta du Mékong (la Cochinchine), il y avait encore pas mal de Khmers. L'Annam comptait une dizaine de millions d'habitants, dont peut-être 600.000 chrétiens (une estimation probablement très optimiste, due aux missionnaires); l'Empereur s'appelait Tu Duc; la culture et l'organisation politique étaient en grande partie d'origine chinoise (en particulier, la classe dirigeante était formée de mandarins recrutés par concours).

Tout le reste de la péninsule était de culture bouddhiste, bien plus lié à l'Inde qu'à la Chine. Au centre-sud, sur le moyen Mékong et autour du Tonlé Sap (le "grand lac"), se trouvait ce qui restait du royaume des Khmers, le **Cambodge**; c'était un État très ancien, qui avait dominé toute la péninsule aux IXe-XIe siècles (l'époque de la construction du temple d'Angkor Vat), mais au XIXe siècle il était depuis longtemps entré en décadence: non seulement Angkor n'était plus la capitale depuis le XVe siècle, mais la forêt avait recouvert les ruines. Dirigé par la dynastie des Norodom, peuplé de deux millions d'habitants, le Cambodge était en voie d'absorption rapide par ses voisins vietnamiens (à l'est) et thaïs (à l'ouest); c'est la colonisation française qui a stoppé ce processus. Plus à l'ouest encore se trouvait le **Siam**, le royaume des Thaïs (comme les Vietnamiens, c'étaient de nouveaux venus dans la région, arrivés au Moyen Âge), qui touchait aux Indes anglaises (et pour cette raison, a échappé à la colonisation: il fut érigé en État-tampon). Enfin les hauts plateaux, incultivables pour cause de malaria, et la haute vallée du Mékong, d'accès très difficile, étaient divisés en une myriade de petites principautés (l'une des plus importantes était le royaume de **Louang Prabang**) et de tribus: on y trouvait des indigènes (apparentés aux Khmers ou aux Malais) et aussi des groupes de Thaïs non soumis au Siam, qui descendaient lentement vers le sud (les Laos en font partie).

La présence française dans la région était ancienne (elle datait du XVIIe siècle); c'était essentiellement une présence religieuse. Pourtant, à la fin du XVIIIe siècle l'un des souverains annamites, par l'intermédiaire de l'évêque de Cochinchine (près de l'actuelle Ho Chi Minh-Ville), avait demandé à la France d'intervenir militairement pour le soutenir contre ses ennemis; il en était résulté un traité d'alliance (en 1787). Les Français reçurent la liberté de commerce dans les ports de l'Annam, avec quelques îlots cédés en concession dans le delta du Mékong pour nos commerçants (et jamais occupés). Finalement l'intervention promise n'eut pas lieu. Dans la première moitié du XIXe siècle les relations se dégradèrent avec les deux grands États de la région, les Annamites et les Siamois s'inquiétant des succès des missionnaires. Le catholicisme était pourchassé, en 1851 deux missionnaires furent suppliciés sur ordre de l'Empereur d'Annam; en France *L'Univers* protestait, demandait une intervention.

L'entourage de l'Empereur des Français était divisé. Les plus fervents catholiques poussaient à l'intervention, notamment Eugénie. Certains pensionnaires influents du séminaire de la rue du Bac avaient aussi l'oreille de l'Empereur; le **père Huc**, un lazariste qui fut l'un des premiers Européens à pénétrer à Lhassa (en 1854) et en Chine centrale, fit, à son retour en France, un rapport enthousiaste quant aux richesses de la région et aux possibilités d'expansion de la religion catholique en Asie. Quelques visionnaires soucieux du rayonnement mondial de la France, et mal remis de la perte de l'Inde, rêvaient d'acquiescer des points d'appui sur la route de la Chine. En revanche les milieux politiques rechignaient à des aventures aussi lointaines, sans bénéfice immédiat. Finalement, pour donner satisfaction à l'Église et aux catholiques, en 1856 Napoléon III demanda à notre consul à Shanghai, Montigny, d'exercer des pressions diplomatiques sur Tu Duc; Montigny, interprétant les ordres de manière très personnelle, envoya une canonnière et fit bombarder Tourane, le port de Hué (la capitale de l'Annam). Il en résulta évidemment de nouvelles tensions. En novembre 1857 Napoléon III donna l'ordre à l'amiral Rigault de Genouilly, qui commandait une petite escadre stationnée dans la région (3.000 hommes, 14 bâtiments), de s'emparer de Tourane afin d'amener Tu Duc à négocier et à restaurer la liberté de culte et de commerce. Des bâtiments espagnols venus des Philippines (colonie de Madrid) s'associèrent à l'expédition, un évêque missionnaire espagnol ayant été assassiné.

Rigault de Genouilly prit Tourane sans rencontrer de résistance en septembre 1858; mais l'armée ennemie refusait le combat et les troupes françaises étaient décimées par la faim et les maladies tropicales. Alors Rigault, sans consulter Paris, décida de marcher sur Saïgon (l'actuelle Ho Chi Minh-Ville), le grand port du sud,

¹ Il faudrait dire "les Viets", mais ce mot a pris une connotation négative à l'époque coloniale. "Vietnamien" signifie en principe "habitant du Vietnam", l'État qui a succédé à l'Annam dans la région; ce mot de Vietnam est moderne (il a été forgé par les nationalistes dans les années 1920-1930, à une époque où l'Annam s'était trouvé réduit au centre du pays, amputé de la Cochinchine et du Tonkin). De plus au Vietnam il n'y a pas que des Viets, mais aussi de nombreux autres peuples!

l'entrepôt du riz qui nourrissait Hué et l'armée annamite. En février 1859, Saïgon était prise (les Annamites l'assiégèrent jusqu'au début 1861, profitant de ce qu'une partie de l'escadre française avait dû se dérouter sur la Chine). Finalement, en juin 1862 Tu Duc signa un traité avec Rigault: il reconnaissait le libre exercice du culte catholique et confirmait la liberté de commerce accordée aux Français dans les ports annamites; surtout, il abandonnait à l'administration française les trois provinces du nord de la Cochinchine.

Dans le même temps, la France menait une expédition conjointe avec la Grande-Bretagne contre la Chine, pour l'obliger à "respecter ses engagements" (ceux pris à l'issue de la Première guerre de l'opium en 1842, notamment l'ouverture de ses ports au commerce occidental). La mort d'un missionnaire français servit de *casus belli*: en 1856, les Européens déclarèrent la guerre (ce fut la seconde guerre de l'opium). La Chine, en proie à diverses guerres civiles et catastrophes naturelles, était bien incapable de résister. Les Occidentaux prirent Canton en 1857; puis en 1859 le général de Cousin-Montauban s'empara de Tien-Tsin (aujourd'hui Tianjin), écrasa l'armée "tartare" au pont de Pa-Li-Kao et entra au Palais impérial de Pékin. L'annonce de l'exécution d'officiers européens prisonniers provoqua le sac du Palais d'été, qui fut incendié: aujourd'hui, il ne reste du Versailles chinois que les jardins. Par le traité de Pékin (octobre 1859), la Chine s'engageait à payer une énorme indemnité, et à laisser toute liberté aux missionnaires et aux commerçants occidentaux. Il n'y eut aucune annexion: certains en étaient fort déçus, ce qui explique en partie l'acharnement à s'emparer de territoires en Indochine.

Napoléon III, quelque peu embarrassé par l'annexion imprévue des trois provinces (l'opposition au Corps législatif était furieuse, elle voyait se dessiner une nouvelle Algérie), hésita à ratifier le traité. Il reçut une ambassade annamite, qui défraya la chronique parisienne par son costume et ses usages, et finit par accepter l'ouverture de nouvelles négociations avec Tu Duc: c'était presque à coup sûr l'abandon de la Cochinchine contre une vague indemnité. Alors un "lobby pro-indochinois" s'organisa; il était inspiré par le "gouverneur" de Cochinchine, l'amiral de la Grandière, dont la carrière dépendait évidemment du maintien de ces terres dans le giron de la France, et relayé à Paris par Chasseloup-Laubat, ministre de la Marine de 1860 à 1867 et ferme partisan de la constitution d'un domaine colonial en Extrême-Orient. Napoléon III finit par céder à la marine: en 1864, il ratifia le traité de 1862.

La Grandière conçut immédiatement le projet d'annexer le sud de la Cochinchine, d'où partaient des raids de partisans sur la partie déjà occupée; ce fut chose faite en cinq jours en juin 1867. Toute la Cochinchine était française: c'était une terre grande comme neuf départements. À Paris le ministère gronda (l'échec au Mexique était tout frais, il ne fallait pas exciter l'opinion publique)... puis accepta le fait accompli pour ne pas faire preuve de faiblesse envers Tu Duc. La Cochinchine était placée sous le régime de l'administration directe: l'autorité de l'empereur d'Annam disparaissait complètement; les échelons supérieurs de l'administration indigène étaient remplacés par une trentaine d'"inspecteurs des affaires indigènes" qui étaient des officiers de marine. Comme Paris exigeait que la Cochinchine ne lui coûtât rien, ils levaient de lourds impôts et affermaient à divers coquins les maisons de jeux, le commerce des spiritueux et de l'opium, etc. En 1870, la Cochinchine était tenue pour une colonie tellement sûre que c'était là que l'on envisageait de transférer les grandes toiles du Louvre, les diamants de la Couronne, les drapeaux des Invalides en cas d'invasion prussienne de tout le territoire métropolitain... Pourtant la population locale n'acceptait pas l'annexion (ni le démembrement de l'Annam): des tracts hostiles aux Français circulaient.

Le Cambodge profita de l'affaiblissement de l'Annam pour se jeter dans les bras de la France, seul rempart contre l'annexion par ses puissants voisins. Un officier de marine du nom de Doudard de Lagrée alla proposer un traité de protectorat au roi Norodom; le roi se laissa forcer la main en août 1863. Pour respecter sa susceptibilité, on hissa le drapeau français sur son palais "par surprise" et en son absence. Paris protesta; La Grandière expliqua que le Cambodge était l'arrière-pays de la Cochinchine et conditionnait sa sécurité; Paris céda (en 1865). En 1867, le Siam accepta de renoncer à ses espérances sur le royaume, moyennant la cession de trois provinces¹. L'État cambodgien resta en place avec toutes ses structures administratives, mais la France entretenait à Phnom Penh un "résident" qui contrôlait la politique extérieure et militaire du royaume.

La Chine restait tout de même l'objectif essentiel; le Mékong en était peut-être la porte. En 1866, Doudard de Lagrée partit en explorer le haut cours, en compagnie notamment de l'enseigne de vaisseau Francis

¹ Le statut de ces trois provinces, très isolées et couvertes de forêt, devint vite fort problématique car on y découvrit presque aussitôt les ruines d'Angkor, symbole de la grandeur passée des Khmers. Sous la pression française, le Siam les rétrocéda en 1907 en échange de frontières avantageuses sur le moyen Mékong (les régions de peuplement lao); devenu entre-temps la Thaïlande, il les réoccupa en 1940 et dut les rendre en 1945. Le peuplement khmer s'étendait de toute façon bien plus à l'ouest et au nord que les frontières actuelles du Cambodge; dans ces régions il est aujourd'hui en voie d'assimilation par les Thaïs, mais les vestiges archéologiques khmers sont nombreux.

Garnier (1839-1873), ancien de l'expédition de Chine et de la prise de Saïgon, inspecteur des affaires indigènes en 1862-1863. Ce fut cette expédition qui, après l'expédition pionnière du naturaliste Henri Mouhot en 1858-1861 (suivie de la publication de dessins en France), fut à l'origine de la redécouverte d'Angkor. Doudard mourut d'épuisement en route, mais Garnier atteignit le Yunnan et rentra par le Yang-tsé Kiang (Yangzjiang, fleuve Bleu) et par Shanghai, en 1868, ayant parcouru 10.000 km dont 4.000 à pied. De retour à Paris, il attira l'attention sur les richesses de la région, mais aussi sur les difficultés de la navigation sur le Mékong: le fleuve Rouge était une bien meilleure voie de pénétration vers la Chine — mais il débouchait au nord de l'Annam, dans la région du Tong King ou Tonkin... L'Indochine commençait à faire rêver elle aussi: la presse publiait les récits des explorateurs, et popularisait la moisson de renseignements que l'expédition avait engrangés sur des régions jusqu'alors inconnues. Il se créa tout une presse spécialisée dans les récits d'exploration (comme la revue *Le tour du monde*); la Société de Géographie distribuait les médailles et multipliait les brochures... Mais l'opposition à ces aventures lointaines ne désarmait pas.

Ce qui est très frappant dans la politique de la France en Indochine à cette époque, c'est que s'y entremêlaient inextricablement "l'honneur du drapeau", la défense de la religion et celle du commerce; que dans aucun de ces trois domaines il n'y avait d'enjeux essentiels ni de véritable urgence (en ce qui concernait la colonisation comme source de grandeur nationale et la défense du commerce, il n'y avait même pas de véritable *lobby* organisé en métropole, mais plutôt quelques passionnés et des positions de principe que l'on faisait respecter chaque fois qu'on en avait l'occasion). Pourtant les choses se faisaient, dans l'improvisation la plus totale, avec ou sans l'aval de la métropole, le plus souvent sur l'initiative de quelques individus, de quelques aventuriers à qui la supériorité technologique écrasante de l'Occident assurait le succès presque à tout coup. Ce n'était pas très différent de l'Histoire de la conquête de l'Amérique par les Espagnols au XVI^e siècle...

D) Autres aventures.

Aux **Antilles**, les Noirs ne voulant décidément plus travailler aux plantations, on essaya de faire venir des Chinois et des Annamites: ce fut un échec (à la même époque, le Royaume-Uni réussissait à amener aux Antilles anglaises des Indiens des Indes orientales). À la **Réunion** en revanche, en 1860 le tiers de la population était d'origine indienne, africaine ou chinoise; la production de sucre reprit et l'île connut une période très brillante.

En **Syrie** (province de l'Empire ottoman), le massacre de plusieurs milliers de chrétiens par des druzes (une communauté musulmane très hétérodoxe, concentrée elle aussi dans les montagnes côtières de Syrie) à Damas et dans la région qui forme aujourd'hui le Liban, provoqua une grande campagne d'opinion en France et amena une expédition militaire en 1860-1861¹. Depuis les croisades la France se considérait la protectrice des maronites, communauté uniate (c'est-à-dire qu'elle reconnaît la primauté de Rome, tout en pratiquant un rite oriental); et Napoléon III, pour des raisons de politique intérieure plus que par conviction idéologique, cherchait sporadiquement à renouer avec l'image de la France, "fille aînée de l'Église". L'expédition ne rencontra aucune résistance sur place, mais l'opposition du Royaume-Uni, inquiet d'une installation française dans ces régions trop proches de Suez, amena la France à se retirer presque immédiatement; cependant cet épisode, qui s'inscrivait évidemment dans le prolongement de la guerre de Crimée, mais aussi dans les ambitions méditerranéennes de l'Empire, fut à l'origine du renouveau de l'intérêt de la France pour cette région du monde arabe. Ce fût aussi à cette occasion que pour la première fois, sous la pression française, Istanbul dut accepter que la montagne chrétienne (le Liban) fût administrativement détachée de la Syrie.

En Océanie, la **Nouvelle-Calédonie**, occupée sans titre depuis la Monarchie de juillet, fut annexée en septembre 1854; l'année suivante, ce fut la fondation de Nouméa. On y installa un pénitencier, "pour des raisons humanitaires" (le climat était moins mortifère qu'en Guyane); il fonctionna jusqu'en 1896.

Mais l'épisode le plus échevelé fut sans doute l'expédition du **Mexique**: en effet il s'agissait d'une région du monde où la France n'avait strictement jamais eu aucune influence et à peu près aucun intérêt. C'était une ancienne colonie espagnole, indépendante depuis 1821; elle était allée de dictature en guerre civile et avait perdu la moitié de son territoire au profit des États-Unis entre 1848 et 1853. Au début des années 1860, c'était à nouveau la guerre civile: les libéraux anticléricaux, avec le président Benito Juárez, affrontaient les conservateurs, notamment à propos du sort des immenses possessions de l'Église, les biens de mainmorte.

¹ Abd-el-Kader, qui s'était installé à Damas avec toute sa "smala", c'est-à-dire sa cour, se signala par son humanité: usant de son autorité personnelle et n'hésitant pas à faire intervenir ses soldats kabyles, il sauva des milliers de chrétiens et accueillit des centaines de réfugiés dans sa maison. On rêva un moment d'en faire le roi d'un grand royaume arabe du Levant, client de la France.

Mais Napoléon III pensait que la France ne pouvait être absente du continent américain, de ces immensités qui semblaient à prendre, comme les États-Unis en avaient montré l'exemple; il était urgent par ailleurs d'opposer le rempart d'un royaume "latin" à l'expansion anglo-saxonne dans cette région. Il ne pouvait pas être question d'une annexion pure et simple, car le Mexique n'était pas une vulgaire principauté musulmane ou païenne: c'était une République chrétienne, pourvue d'institutions inspirées des principes de 1789, et reconnue par tous les membres du "concert des nations"; d'autre part, les États-Unis n'eussent pas accepté une violation aussi flagrante de la doctrine de Monroe (voyez le cours sur ce pays, au chapitre 1). Mais il était possible d'y établir une dynastie européenne, cliente de la France. Les milieux monarchistes poussaient au rétablissement d'un trône sur ce continent infesté de républiques; les milieux catholiques poussaient à la défense de la religion menacée par les libéraux "athées" (ces deux argumentaires tendaient à se confondre). Par ailleurs la région était potentiellement très riche (toute région mal connue est potentiellement très riche!); enfin il fallait se placer sur les rangs dans la perspective du creusement d'un canal interocéanique quelque part en Amérique centrale, qui faisait beaucoup fantasmer (on était en pleine épopée de Suez). Des problèmes monétaires expliquaient aussi en partie l'expédition: le Mexique était un gros producteur d'argent, et l'on espérait bien y trouver encore d'autres filons; or on manquait de ce métal tandis que l'or affluait de Californie et d'Australie, et ce déséquilibre menaçait de remettre en cause le bimétallisme monétaire auquel la France était traditionnellement attachée (le franc était défini par un poids d'or et d'argent; les réserves de la Banque de France étaient constituées d'or et d'argent — voyez le cours de relations internationales, à la fiche E1). Depuis un certain temps, des Français avaient des intérêts dans les mines d'argent de la région du Sonora; d'où des conflits incessants avec les gouvernements mexicains.

En 1861, les Américains étant occupés par la guerre de sécession, la France, le Royaume-Uni et l'Espagne (qui n'avait pas tout à fait renoncé à reconquérir son ancienne colonie!) envoyèrent une escadre à Veracruz, le grand port du golfe du Mexique, sous le prétexte de forcer le gouvernement de Juárez à régler ses dettes, dont il avait suspendu le paiement en 1860. La Grande-Bretagne prit le contrôle des douanes de Veracruz et s'en contenta; les Français continuèrent, mais le corps expéditionnaire français fut humilié par l'armée mexicaine devant Puebla (mai 1862 — un détachement de la légion étrangère se fit tailler en pièces jusqu'au dernier à Camerone: c'est l'un des grands épisodes de la geste de la Légion). Il n'était pas question de rester sur cet échec. Napoléon III avait trouvé un candidat pour le trône du Mexique en la personne d'un frère de l'Empereur d'Autriche, **Maximilien** de Habsbourg (1832-1867), un homme plein de bonne volonté qui s'ennuyait ferme à la cour de Vienne, mais quelque peu rêveur et totalement ignorant des réalités locales. Par ce choix autrichien, l'empereur des Français espérait "consoler" Vienne de la perte de l'Italie du nord, et s'en faire une alliée...

Finalement les Français prirent Mexico en 1863, proclamèrent l'Empire et installèrent Maximilien sur son trône l'année suivante. Les conservateurs mexicains se rallièrent (Maximilien n'accepta ces concours qu'avec réticence: il était plutôt libéral, et admirateur de Juárez...); mais ils n'avaient aucun appui populaire, et l'on s'aperçut vite qu'il existait un sentiment national mexicain. Une bonne partie du pays se souleva contre l'envahisseur derrière les libéraux et derrière Juárez, le Président légitime. En fait, l'Empire ne contrôla jamais beaucoup plus que les environs de la capitale et la route de Veracruz; les troupes françaises, dont les effectifs atteignirent un moment les trente mille hommes, ne s'adaptèrent jamais au pays. Dès la fin de la guerre de sécession, les États-Unis envoyèrent des armes en grande quantité aux insurgés. En France l'expédition n'eut jamais le moindre soutien; dès que les choses tournèrent mal les opposants se déchaînèrent, notamment Thiers et Jules Favre¹. Il ne restait plus à Napoléon III qu'à retirer ses troupes en novembre 1866, au prétexte que Maximilien n'avait pas respecté ses engagements financiers. Trahi et humilié, Maximilien refusa d'abdiquer et de s'enfuir; il fut fait prisonnier et fusillé à Querétaro en 1867.

L'échec était total, l'humiliation absolue. De cet épisode malheureux, dont les Mexicains ne nous tiennent pas rigueur, il ne reste qu'une seule trace: les orchestres populaires de cuivres et guitares, les *mariachis*, perpétuent paraît-il le lointain souvenir de nos fanfares militaires (le mot lui-même vient bizarrement du français "mariage").

IV-L'explosion de l'Empire colonial: 1870-1914.

A) Caractères généraux.

De 1870 à 1914, l'Empire (le sens de ce mot changea brutalement de sens à la chute de Napoléon III) passa de sept cent mille kilomètres carrés (un million avec l'Algérie) à onze millions et demi; même si l'on retire les deux millions de kilomètres carrés du Sahara, la différence est impressionnante. Du point de vue de la

¹ Pour plus de détails, voyez au chapitre 3.

population il passa de cinq ou six millions d'habitants à cinquante ou cinquante-cinq millions — il était donc plus peuplé que la métropole. C'était **le deuxième Empire colonial du monde**, loin toutefois derrière l'Empire britannique qui s'étendait sur trente millions de kilomètres carrés, mais qui était déjà largement constitué en 1870 (l'Inde, l'Australie, le Canada étaient déjà conquis); mais nettement devant l'Empire colonial allemand, réduit à quatre bouts d'Afrique et à quelques îles du Pacifique, et devant celui de l'Italie qui se plaignait amèrement de "collectionner les déserts". Cette explosion coloniale était d'autant plus paradoxale que la France était en recul économique par rapport à la Grande-Bretagne et surtout à l'Allemagne et aux États-Unis; que la population de la France n'augmenta pratiquement pas en quarante ans (trente-neuf millions six cent mille habitants en 1911 contre trente-huit millions en 1871): l'année la plus faste pour l'émigration fut 1890, avec vingt mille émigrés seulement, dont certains gagnèrent d'ailleurs non pas nos colonies mais les républiques indépendantes d'Amérique... Enfin, l'expansion coloniale se fit au moment précis où triomphaient en métropole les principes de 1789, parmi lesquels figurait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Que s'est-il donc passé? Il faut évoquer d'abord, tout comme pour les périodes précédentes, les **effets d'entraînement** (on s'étendait pour défendre nos établissements contre les "sauvages" voisins; on s'installa au Maroc pour éviter que l'Allemagne ne le fit, à Madagascar pour éviter une mainmise britannique: bref, on "défendait le drapeau"); les **initiatives locales**; mais aussi l'**exaspération progressive du nationalisme**, que j'ai évoquée dans les chapitres 5 et 6. Durant toute la période ce nationalisme resta essentiellement européen, axé sur le problème de la Revanche et de l'Alsace-Lorraine; mais une dimension mondiale venait s'y ajouter. L'impérialisme fut un substitut à la Revanche face à une Allemagne trop forte pour qu'on l'affrontât dans les années 1870-1880; puis une politique (plus ou moins) réfléchie de construction d'une puissance ultramarine censée donner à la France les forces nécessaires pour affronter l'Allemagne; enfin l'expression d'une rivalité directe avec la même Allemagne dans les années 1905-1914, autour du Maroc notamment. Mais il ne faut pas penser qu'à l'Allemagne. L'impérialisme était aussi une tentative désespérée pour rester au niveau de la Grande-Bretagne, "ennemi héréditaire" autant que l'Allemagne jusqu'au grand tournant de 1905; pour garder à la France un rang de grande puissance sans cesse perçu comme menacé. La **grandeur de la France** se mesurait, à l'heure du partage du monde, par l'étendue des territoires dominés. Dans toutes les salles de classe figurait un planisphère où s'étalait fièrement la tache rose de notre Empire, presque aussi étendue que les États-Unis ou que la Chine; les cours de géographie vantaient la richesse des colonies et la variété des productions coloniales... Ces conceptions furent exposées par Jules Ferry dans un fameux discours prononcé à l'Assemblée en juillet 1885 (donc un peu après Langson et la chute de son ministère), et où se résume tout l'argumentaire colonialiste:

« Il n'y a pas de compensation pour ce que nous avons subi; mais est-ce que le recueillement qui s'impose aux nations éprouvées par de grands malheurs doit se résoudre en abdication? Est-ce que, absorbés par la contemplation de cette blessure qui saignera toujours, les Français laisseront tout faire autour d'eux, est-ce qu'ils laisseront d'autres que nous s'établir en Tunisie, d'autres que nous faire la police à l'embouchure de la mer Rouge? (...) Est-ce qu'ils laisseront d'autres que nous se disputer les régions de l'Afrique équatoriale? Je dis que la politique coloniale de la France, celle qui nous a fait aller à Saïgon, en Cochinchine, celle qui nous a conduits en Tunisie, à Madagascar, s'est inspirée d'une vérité sur laquelle il faut pourtant attirer un instant votre attention: à savoir qu'une marine comme la nôtre ne peut pas se passer, sur la surface des mers, d'abris solides, de défenses, de centres de ravitaillement. **Rayonner sans agir**, sans se mêler des affaires du monde (...), **c'est abdiquer**, et, dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième et au quatrième, [et s'interdire finalement tout espoir de revanche] ».

Après 1871, la **pression des milieux d'affaires** tendit à s'accroître peu à peu, notamment à cause du repli protectionniste des pays européens qui réduisait les débouchés de notre économie, par ailleurs en proie à la langueur des années 1870 aux années 1890. Les colonies constituaient d'excellents marchés captifs pour les produits français; les importateurs de produits coloniaux en métropole faisaient eux aussi d'excellentes affaires. Certaines parties au moins de notre domaine d'outre-mer se révélaient décidément rentables (l'Algérie, l'Indochine): même les plus sceptiques au départ durent le reconnaître. On pouvait même y réaliser des bénéfices impressionnants: tout y était à bâtir... et les lois ne s'y appliquaient pas avec la même rigueur qu'en métropole; la main-d'œuvre y était bon marché et docile (plus exactement, toute manifestation de mécontentement était réprimée avec une brutalité impitoyable). Les milieux d'affaires avaient de moins en moins de réticences à investir dans les terres conquises, dès les lendemains de la conquête: c'était que désormais la colonisation semblait un mouvement irréversible. Par ailleurs les pressions se multipliaient pour que le gouvernement protégeât nos investissements (de plus en plus importants outre-mer, dans et hors de l'Empire colonial), mît fin aux intolérables ingérences de concurrents étrangers dans telle région tenue pour notre "chasse gardée", forçât tel potentat impécunieux à régler ses dettes.

D'autres arguments de type plus social qu'économique se rencontraient (notamment chez les républicains opportunistes): la colonisation permettait de vider la métropole de son trop-plein

supposé de population, notamment rurale, et aussi des indésirables, des turbulents et des mécontents, des "classes dangereuses" comme de tous ceux dont le trop-plein d'énergie ne pouvait pas trouver à s'employer au sein d'une société policée.

Aussi certains hommes d'affaires hésitaient de moins en moins à financer la propagande colonialiste. Il existait ainsi une série de comités du Maroc, de Madagascar, etc., dont le but était d'encourager les investissements outre-mer, et où siégeaient des hommes comme Alphonse de Rothschild, Eugène Schneider... Ces comités, dont le plus important était l'Union coloniale (fondée en 1893 dans la mouvance de la chambre de commerce de Paris), finançaient des conférences, des publications, des dîners-débats, des congrès; l'Union coloniale eut même à partir de 1897 un périodique destiné au grand public, la *Quinzaine coloniale*; la chambre de commerce de Lyon finançait la société de géographie locale. L'argumentaire économique en faveur de la colonisation était repris par les milieux politiques:

« La colonisation convient aux peuples qui ont, ou bien un superflu de capitaux, ou bien un excédent de produits; la fondation d'une colonie, c'est la création d'un débouché pour notre économie. Les colonies sont, pour les pays riches, un placement de capitaux des plus avantageux ».

« Le système protecteur est une machine à vapeur sans soupape de sûreté, s'il n'a pas pour correctif et pour auxiliaire une saine et sérieuse politique coloniale » (Jules Ferry, extraits du discours de 1885 et d'une brochure de 1890).

Mais il faut se garder des caricatures. Les milieux d'affaires n'ont jamais été entièrement colonialistes, bien loin de là (voyez plus bas): les lobbys industriels et bancaires favorables à la colonisation, bruyants mais minoritaires, ne seraient jamais parvenus à leurs fins sans l'exaspération du nationalisme et sans l'état d'esprit général que je vais évoquer ci-dessous; or l'exaltation patriotique, l'idée de supériorité de la race européenne ne sont en aucune manière réductibles à un alibi des impératifs économiques. Bien au contraire, ils ont entraîné la France dans des entreprises aussi antiéconomiques que la première guerre mondiale... Le colonialisme n'est pas une création du capitalisme européen de la fin du XIX^e siècle¹; disons que certaines capitalistes ont saisi des opportunités, à partir du moment où les risques leur ont paru faibles et les gains importants.

Du reste, l'Empire colonial, même juste avant la première guerre mondiale, n'a jamais occupé une place très importante dans l'économie française. En 1914, Algérie comprise, il n'assurait que 13% de notre commerce extérieur. Beaucoup plus d'investissements prenaient le chemin de la Russie ou de l'Empire ottoman, pays où les opportunités étaient plus nombreuses. Juste avant 1914, les investissements dans l'Empire représentaient 9% des investissements hors métropole, contre 27% pour la Russie et 10% pour l'Empire ottoman... et un petit tiers seulement de ces investissements étaient privés: 69% était composés de fonds publics! Telle était la réticence des investisseurs français... Ces investissements étaient concentrés au Maghreb (à 61%) et avant tout en Algérie (48%); l'Indochine n'en accueillait que 16%, l'Afrique noire et Madagascar, 17,5%. On les trouvait avant tout dans les activités d'extraction (l'agriculture, les mines) et dans les infrastructures (notamment les chemins de fer).

En fait, il y avait un décalage, et non une correspondance, entre le partage *politique* du monde qui avait lieu par le biais de la colonisation, et l'affrontement pour les marchés les plus prometteurs, le "grand jeu" pour l'expansion *économique* mondiale, qui se déroulait dans d'autres régions. Bien entendu, il ne faut pas nier l'évidence: dans le cas du Maroc, on voit bien le lien entre pénétration des capitaux français et pénétration coloniale, en Chine aussi; en Tunisie le passage de la dette publique entre les mains d'une caisse gérée par la France, sous prétexte de défaillances répétées, fut la première étape du protectorat — mais ce n'était pas le cas général, et c'était de moins en moins le cas juste avant 1914; Lénine l'avait bien vu, d'ailleurs, qui annonçait la naissance d'un nouvel impérialisme, plus financier que militaire. En fait, les milieux d'affaires avaient intérêt à laisser les principaux terrains d'expansion économique ouverts à tout le monde, avec des gouvernements faibles, plutôt qu'ils ne tombassent entre les mains d'une seule puissance qui aurait risqué d'imposer une forme plus ou moins déguisée d'exclusive... Les États-Unis

¹ Lénine parle de l'"*impérialisme*, stade ultime du capitalisme": c'est un concept plus large, qui inclut également, entre autres, le commerce et surtout les investissements à l'étranger — je les évoque plus bas. Aujourd'hui, on ne perçoit plus ces investissements comme des freins à l'indépendance: bien au contraire, les pays pauvres se font une sévère concurrence pour les attirer! Les tentatives pour se développer sans appel aux capitaux étrangers ont fait long feu: on a compris ce que les tsars et les sultans avaient compris avant 1914, à savoir que ce type d'intervention étrangère est bénéfique pour l'économie, et même indispensable au développement dans un monde où l'économie se globalise, ce qui était déjà le cas en 1890-1914 (voyez, sur tous ces sujets, le chapitre 8). Sauf, bien sûr, si ce n'est qu'un prétexte à un autre type d'intervention... Sur ce dernier point, voyez un peu plus bas.

l'avaient bien compris, qui dans les années 1900 s'opposaient au dépeçage de la Chine au nom de la doctrine de la "porte ouverte" — ouverte à eux!

Par ailleurs les milieux d'affaires sont loin d'avoir été les seuls bénéficiaires et propagandistes de la colonisation. Un autre groupe social qu'il faut évoquer, c'étaient les **fonctionnaires** coloniaux (c'est-à-dire ceux qui effectuaient au moins une partie de leur carrière dans les colonies, qu'ils y eussent été formés spécialement ou non): ils ont sans doute encore plus profité de la colonisation que les grands capitalistes, et en ont été évidemment parmi les principaux thuriféraires. Des hommes et des femmes qui en métropole n'eussent eu qu'une existence étriquée de tout petits bourgeois menèrent une vie d'aventure (pour certains d'entre eux), d'exotisme et de privilèges, entourés de boys et (pour les hommes) de maîtresses indigènes: en témoigne la fameuse chanson *La petite Tonkinoise*¹. Fort bien payés, ils bénéficiaient de privilèges pour l'avancement, de longs congés payés en métropole (six mois tous les deux ans pour les fonctionnaires d'Indochine), etc. Ils dépensaient peu sur place et achetaient de beaux appartements ou de grosses maisons en métropole en prévision de leur retour, envoyaient leurs enfants au lycée (en internat): bref, le passage aux colonies était un extraordinaire "ascenseur social". Au départ ils étaient recrutés "sur le tas"; l'**École coloniale** commença à fonctionner en 1889. Il y avait aussi des sections spécialisées dans certaines facultés comme l'École de Médecine.

L'Église aussi tenait beaucoup à l'expansion coloniale; le moins que l'on puisse dire est que l'époque n'était pas à l'œcuménisme et au respect des croyances. Les colonies représentaient l'un des rares domaines où "la calotte" s'entendait avec la République. Même dans les périodes de crise aiguë (dans les années Ferry, puis dans les années Combes), les **missionnaires** continuaient à avoir l'oreille du pouvoir, car ils travaillaient pour la France: tout au long du XIXe siècle, les trois quarts des missionnaires catholiques furent des Français — en 1899 cela représentait 4.500 personnes sur 6.100. Ce fut frappant surtout en 1883, au moment de la prise de contrôle du Tonkin et de l'Annam. Selon la formule célèbre, dont j'ignore si elle est due à un acteur du temps (Paul Bert?) ou postérieure, "l'anticléricalisme n'était pas un article d'exportation": la République avait bien besoin de ces Français dévoués pour affirmer le rayonnement de la France, face notamment à la concurrence croissante des missionnaires protestants, surtout britanniques et allemands — en attendant les Américains après 1910.

Les **militaires** aussi profitèrent énormément de l'expansion coloniale. Certes la vie n'était pas toujours drôle dans certaines affectations, dont certaines devaient ressembler très fort au *Désert des Tartares* décrit par le romancier italien Dino Buzzati en 1940²; certes il y avait des risques réels (alors que pour les fonctionnaires de Tunis ou de Saïgon il n'y en avait aucun); mais il y avait des compensations... Une expression de Lyautey, rappelé de Madagascar en métropole en 1903, dit tout: « je ne sais comment je pourrais m'habituer à ne plus être vice-roi ». La "coloniale" faisait rêver plus d'un adolescent en métropole! J'ai eu l'occasion aux chapitres 6 et 7 d'évoquer Ernest Psichari, ce petit-fils de Renan qui abandonna sa licence de lettres pour s'engager dans l'artillerie coloniale, qui publia en 1908 un livre à succès sur son expérience africaine, *Terres de soleil et de sommeil*³, et que Péguy exalta dans *Victor-Marie, comte Hugo*. J'aimerais d'évoquer aussi les adolescents des romans d'Alexandre Vialatte, *Battling le ténébreux* et surtout *Les fruits du Congo*, pour qui l'engagement dans la "coloniale" représentait le seul moyen d'échapper à l'ennui des petites villes d'Augergne, « tristes Hollandes ». Ces deux œuvres datent de 1928 et 1951 respectivement, mais se réfèrent à la première avant-guerre.

On voit par là que l'Empire colonial n'eût pas été possible s'il n'eût pas excité les imaginations, s'il n'y eût pas eu un **rêve colonial**. C'était un état d'esprit bien antérieur à la IIIe République, et qui touchait même les milieux sociaux et les mouvances politiques les plus imperméables *a priori* à la propagande des militaires et des milieux d'affaires. On a vu le rôle des artistes, des écrivains, des géographes et des explorateurs, de l'Église aussi dans la genèse de la fascination de l'opinion pour les terres lointaines. La peinture orientaliste passa de mode

¹ Cette œuvre immortelle, due au compositeur d'opérettes marseillais Vincent Scotto, date de la Belle Époque (1906). La version de Joséphine Baker, la plus connue, est tardive et les paroles ont été édulcorées; elle fait du narrateur français un militaire. Dans la version originale, c'est un jeune homme parti aux colonies "vivre sa vie":

« Pour m'distraindre sans manières, au Tonkin je suis parti

Ah quel beau pays Mesdames, c'est l'paradis des p'tites femmes... ».

(la version de Joséphine Baker commence par: « Pour qu'j'finisse mon service »).

² Ouvrage imité par Julien Gracq, qui en fit *Le rivage des Syrtes* (paru en 1951).

³ « Je contemplais ce pays vierge, non pas comme la patrie des Bayas, mais comme la patrie française. J'étais fier de garder en moi cette petite lampe de l'héroïsme (...), de retrouver, dans la partie la plus repliée de mon âme, un peu de l'antique passion des dominateurs et des conquérants... Nous venons ici pour faire un peu de bien à ces terres maudites. Nous voulons que la grande aventure serve à notre santé morale, à notre perfectionnement. L'Afrique est un des derniers refuges de l'énergie nationale ».

après 1870 (encore qu'elle avait de beaux restes aux Académies), mais tout le reste continua de plus belle, servi par l'essor de la grande presse. Je pense notamment au très populaire *Journal des voyages*, qui mêlait romans et reportages, le tout très illustré, et aussi aux couvertures en couleurs du supplément dominical du *Petit journal*, le plus gros tirage de la presse généraliste de l'époque (une sorte de *Figaro-Magazine* de la Belle Époque, mais avec un lectorat rural, IIIe République oblige): elles étaient volontiers consacrées à des scènes exotiques. Les expositions universelles de 1889 et de 1900 firent une large place à l'Empire. En même temps que **le goût de l'exotisme** perdait de son caractère intellectuel, il **se popularisait**, se vulgarisait.

Pour expliquer l'attrait des terres lointaines sur l'opinion, il faut dire aussi tout simplement que ces années ont été celles de l'exploration systématique du globe¹ en même temps que de sa conquête; chaque saison apportait sa moisson de merveilles (ce ne fut qu'en 1901 que l'on découvrit l'okapi, fantaisie décorative de la nature qui laissa les zoologues perplexes!), le monde de l'action comme celui des rêves n'avaient pas de limites. Or, comme nous le verrons notamment à propos de Brazza, entre l'exploration et la colonisation la frontière n'était pas toujours bien tracée, le passage se faisait aisément. Le premier geste de l'explorateur foulant une terre inconnue, dans les archétypes des romans populaires, n'était-il pas de planter le drapeau de son pays? (voyez la scène archétypale de *L'étoile mystérieuse*, qui date de 1942).

Le rêve colonial, c'étaient Garnier, Marchand, Flatters et le père de Foucault, le zouave et le spahi, les Khroumirs, les hommes bleus et les Pavillons noirs, la reine Ranavalona et le Batéké Makoko, les palanquins, les pousse-pousse et les filanzanes², Alger, Tombouctou, Bizerte, Saïgon, la fatma, la mousmé, la congai³; c'était

¹ Outre les expéditions citées dans le texte, je rappelle les dates de la conquête des pôles: le pôle nord fut atteint par l'Américain Robert Peary en 1909, le pôle sud en 1911 par le Norvégien Amundsen. Mais la geste de l'exploration de ces régions durait depuis cinquante ans au moins...

N.B. Une autre expédition, celle de Frederick Cook, revendiqua la conquête du pôle nord, quelques jours avant Peary; il y eut tout une tempête médiatique et le Congrès américain finit par voter sur le sujet (en faveur de Peary). En réalité, il semble que l'une et l'autre expédition n'atteignirent que les environs de ce point bien difficile à fixer; les premiers à atteindre le pôle avec certitude furent les membres d'une expédition soviétique, en avril 1948.

² « Je ne veux pas mourir avant
Que me portent en filanzane
Douze nègres dans la savane
Sous le regard très exigeant
D'un négrier un peu cruel
Dont la barbe, en largeur, s'ouvre comme une rade,
Et qui leur représente, à la moindre incartade,
D'un doigt faussement fraternel,
Tout proche, le Niger, boisé de crocodiles
Aux mâchoises mobiles.
J'aurais un casque blanc, et qui pourrait flotter
Avec un air replet d'officier de santé,
Et je lancerais, comme aux poules,
Des dragées, mais des foules,
Répondant scrupuleusement
À tous les applaudissements.
Puis je reprendrais dans le filanzane,
Ma promenade au dur soleil.
D'énormes éléphants, lourds de cadence et nombre,
Marcheraient devant moi pour me faire de l'ombre.
Un zèbre peint de frais, doux comme un petit âne,
Balancerait mon frais sommeil,
Et comme il est d'usage en toutes les histoires,
L'on me ferait des cadeaux rares,
Puis l'on m'apporterait sur un grand plat de fer
La fille du désert »

(Jules Supervielle, 1919. "filanzane" est le mot malgache pour "chaise à porteurs").

³ Versions arabe, japonaise et annamite de l'éternel féminin de l'époque. Bizerte, en Tunisie, était l'archétype du port militaire colonial, avec la vie "culturelle" qu'on imagine. Pour les références non explicitées dans les lignes qui précèdent, voyez la suite du chapitre.

Angkor enfouie sous la jungle, dévoilée par les planches gravées d'après les dessins des explorateurs, c'était l'impénétrable Tibesti où Pierre Benoît plaça *L'Atlantide* et sa torride souveraine, Antinéa¹, c'étaient les monts de la Lune et le cimetière des éléphants², le grand fleuve Limpopo « qui est tout vert, comme de l'huile, et tout bordé d'arbres à fièvres »³, *Les mines du roi Salomon* et *Celle-qui-doit-être-obéie*⁴; c'était... tout ce que Vialatte ainsi résuma dans *Les fruits du Congo*: « derrière nos pupitres, sous les lampes de l'étude du soir, nous aimions le Sahara et l'Extrême-Orient, tout ce qui est lointain, brûlant et inutilisable ». Les "fruits" en question étaient les seins nus d'une Noire sur une affiche publicitaire:

« À cette époque-là nous devions avoir seize ans, ou un peu plus ou un peu moins, et nous étions amoureux de la négresse, et Frédéric fut roi des Îles, du labyrinthe et du Moulin à Vent, et vous saurez comment la chose se fit, et comment elle se défit. Je vous dirai comment elle se chanta dans le grenier des *Plaisirs de Corée* [un café] et sur les places des villages, tantôt à la lueur des lampes, et tantôt au soleil d'été. (...) Où est le temps où la grande négresse s'appuyait pour nous sur le mur, immense, rieuse et crevant toute la nuit, ses cheveux crépus dans les étoiles, pour nous lancer ses citrons d'or? ».

Mais simultanément tous ces médias, en toute bonne conscience, diffusaient depuis longtemps un **racisme** ahurissant, et fort ancien évidemment, sous des formes plus ou moins bonhommes (la malheureuse "négresse" de l'affiche des *Fruits du Congo* est un bon exemple de racisme inconscient, dissimulé sous l'évocation exotique). Je voudrais m'y arrêter un (pénible) moment⁵.

Le mot "race" est d'un emploi assez récent en français⁶; il date de la fin du Moyen Âge et vient du latin *ratio* qui signifie "sorte", "espèce", "catégorie", mais aussi "famille", "lignage" (ce sens est encore plus évident dans le composé *generation*)⁷. On parlait alors des "races" animales, ou d'un gentilhomme "de bonne et ancienne race". Il s'agissait avant tout, lorsqu'il était employé pour désigner des réalités humaines, d'un outil de différenciation *sociale*: être "de bonne race", c'était comme aujourd'hui être "bien né". Appartenir à une certaine "race" impliquait des prédispositions naturelles transmises de génération en génération, mais elles n'étaient pas tenues pour immuables; pour s'épanouir elles devaient être développées, "cultivées" (par le biais de l'éducation notamment). Ce type de vision était typique de l'Ancien Régime, société d'ordres fermés (en théorie au moins); elle s'effondra après 1789. Dès le XVIIIe siècle cependant elle avait commencé à prendre une coloration que nous qualifierions aujourd'hui d'"ethnique": certains théoriciens, notamment le comte Henry de **Boulainvilliers** (il écrivait dans les années 1720-1730), faisaient descendre les nobles des Francs, conquérants de la Gaule; ce qui justifiait leur domination sur la société. L'idée commençait à naître qu'un passé de conquêtes et de violences inter-"raciales" fondait le droit à la domination ou le devoir de servitude. Et la hantise de la mésalliance entre la "haute race", au sang "clair et pur" ("sang bleu", disait-on encore), et la "basse race", existait déjà: c'était l'annonce de la hantise de la dégénérescence par le métissage, qui est l'une des dimensions essentielles du racisme moderne.

À la même époque, toute une batterie d'arguments étaient utilisés pour justifier l'esclavage des **Noirs**; ainsi Voltaire écrivit que « si leur intelligence n'est pas d'une autre espèce que notre entendement, elle lui est fort inférieure ». Déjà l'on trouvait l'idée que le Noir ne représente qu'une humanité imparfaite, embryonnaire, une espèce intermédiaire entre l'homme et l'animal. Ainsi Fontenelle écrivait à une femme qui venait de recevoir en cadeau un singe et un négroillon (!): « l'Afrique s'épuise pour vous, Madame, elle vous envoie les deux plus vilains animaux qu'elle ait produit ». Comme le singe, le Noir était tenu pour un être aux pulsions et aux instincts mal contrôlés; l'on fantasmaient beaucoup, notamment, sur sa prétendue vigueur sexuelle: il s'agissait d'une vision polarisée (nous, les civilisés, qui avons bâti une culture, une "urbanité" en nous éloignant le plus possible de la nature; eux, les sauvages, ceux qui ne se sont pas dégagés de l'état de nature, de leurs pulsions animales). À

¹ Le roman est paru en 1919.. Le Tibesti est une région du Sahara algérien.

² Les monts de la Lune, quelque part en Afrique centrale, étaient censés abriter la source du Nil, la littérature populaire y plaçait volontiers ce mythique lieu de paix où les éléphants sentant venir la mort se retiraient, et qui faisait rêver les trafiquants d'ivoire...

³ Rudyard Kipling, *L'enfant d'éléphant*. Le Limpopo coule en Afrique du sud.

⁴ Deux romans populaires des années 1890, qui avaient l'Afrique pour théâtre.

⁵ Je résume un numéro spécial de *L'Histoire* (octobre 1997); je laisse de côté, sauf dans le passage sur Renan, la question de l'antisémitisme, qui ne concerne pas directement les colonies et que j'ai déjà abordée dans le chapitre 5 — mais soyez conscients, bien sûr, que les mécanismes mentaux à l'œuvre sont les mêmes.

⁶ Quant au mot "racisme", il n'est apparu qu'en 1923, dans un article sur l'état d'esprit qui se développait en Allemagne. Dans la France du XIXe siècle, ces mentalités étaient tellement banales, tellement ancrées dans les esprits qu'il n'y avait même pas de mot pour les désigner!

⁷ Le mot "nation" était alors employé dans le même sens.

quand remontait-elle? Je n'en sais rien et n'ai aucune envie de me plonger plus que nécessaire dans ce dégoûtant brouet idéologique¹. Ces conceptions d'ailleurs étaient incompatibles avec l'image du "bon sauvage", non perversi par la vie en société; mais les idées de Rousseau étaient minoritaires — et beaucoup de ses disciples, en toute contradiction, étaient à la fois fascinés par un "bon sauvage" idéal et horrifiés par les Noirs de chair et d'os.

Assimiler le sauvage à un animal était, à l'époque, une métaphore. Depuis la fameuse controverse de Valladolid (en 1550), où l'Église, après en avoir fait disputer les principaux théologiens de l'époque (dont Las Casas), avait affirmé que les Indiens d'Amérique ont bien une âme, l'unité de l'espèce humaine n'était pas remise en cause; il revint aux nazis de la contester. Le Christ était mort pour tous les hommes; c'est même par cet universalisme que le christianisme se distingue du judaïsme dont il est issu, religion d'un seul peuple; c'est pourquoi l'Église insistait beaucoup sur ces points — ce qui ne l'empêchait pas de tolérer en Amérique l'esclavage des Noirs; elle était cependant parvenue à proscrire celui des Indiens et à interdire tout esclavage en Europe². Tous ces remparts établis par l'Église craquèrent avec la sécularisation, la déchristianisation d'une partie des sociétés européennes dans le courant du XIXe siècle.

Au XIXe siècle, avec les progrès dans l'exploration et dans la connaissance du monde, l'idée de "race" trouva un nouveau terrain d'application, bien plus général. Les **progrès de l'anthropologie descriptive** ne firent qu'accentuer ce phénomène: les savants se mirent à mesurer, à classer les groupes humains selon des critères physiques: la couleur de la peau était le plus évident, ce qui explique sa popularité et sa persistance — à l'époque on distinguait volontiers, outre les Blancs, les Noirs et les Jaunes, une "race rouge", celle des Indiens d'Amérique, dont on s'aperçut un peu plus tard qu'ils sont venus d'Asie à date très récente (il en reste, dans les westerns, l'expression "Peaux-Rouges"). Surtout, on leur associa des jugements de valeur, sans jamais se poser la question de la pertinence de ces critères en termes culturels, politiques, religieux, etc.: autrement dit, on posait sans plus y réfléchir qu'à une couleur de peau, à une forme de visage, etc., correspondait forcément un type de comportement, un héritage culturel, etc.³

Je commencerai par prendre l'exemple de Paul **Broca** (1824-1880). C'était un médecin, spécialiste des cancers et des lésions cérébrales. Mais dans les années 1860 il se mit en tête de rationaliser l'anthropologie en inventant un système de mesure systématique du corps humain. Il cherchait à classer les hommes en fonction de critères physiques d'aptitude à la civilisation, à l'intelligence. Il commença par mesurer l'angle du visage, en considérant que les plus prognathes, donc ceux dont la face se rapprochait le plus de celle des singes, formaient les races inférieures (c'étaient les Noirs), alors que les plus orthognathes (au visage droit) formaient les races supérieures (c'étaient les Blancs). Le système ne fonctionnait pas vraiment: certains Noirs sont tout à fait orthognathes (en fait, l'angle du visage n'a aucun rapport avec la couleur de la peau et, comme tout caractère physique, peut varier au sein d'une même population!). Il chercha d'autres critères, mais ils fonctionnaient mal: la taille des bras (mais les Noirs en moyenne ont les bras plus courts que ceux des Blancs, contrairement ce qu'on attendait, puisque le Noir était censé être plus proche du singe); celle du cerveau⁴ (mais certains crânes préhistoriques en remontraient à plus d'un académicien)...

Broca eut au moins le mérite de ne jamais falsifier ses données et de reconnaître, à la fin de sa vie, qu'il avait fait fausse route. Mais le délire taxinomique continua de plus belle; et les stéréotypes physiques que Broca contribua à élaborer ont eu la vie dure, même en l'absence du

¹ Il a existé, à date très ancienne, une "théorie des climats" qui a dû jouer un rôle dans la genèse de cette image: un climat chaud était censé être hostile au développement des hautes facultés de l'homme.

² Encore que, bien entendu, des statuts proches de l'esclavage avaient longtemps survécu (celui des serfs par exemple, ou celui en Amérique des Indiens *encomendados*, c'est-à-dire "confiés" à un Espagnol, en principe pour qu'il les évangélisât). Par ailleurs, dans certaines villes d'Europe comme Lisbonne, de nombreuses personnes avaient des "serviteurs" noirs qui étaient en réalité des esclaves plus ou moins déguisés.

³ Une fois pour toutes: la couleur sombre de la peau est un caractère acquis très récemment (depuis moins de dix mille ans), en différents lieux (on trouve des gens à la peau noire en Afrique, en Inde, en Papouasie et dans une partie de l'archipel mélanésien, en Australie) et par des populations sans liens génétiques entre elles, peut-être sous l'influence d'une vie passée sous le couvert des forêts équatoriales (mais certainement pas d'une vie au soleil, laquelle donne plutôt des peaux basanées, c'est-à-dire l'équivalent d'un bronzage persistant; les populations à la peau noire supportent très mal le grand soleil contre lequel elles n'ont pas de protection cutanée!). Tous ces caractères sont susceptibles de se modifier en quelques millénaires en cas de déplacements de populations.

⁴ Il faut savoir qu'au début du XIXe siècle on avait prétendu lier la forme du crâne, et notamment les bosses qui y apparaissent, à diverses aptitudes — sans pourtant en faire un trait discriminant entre races; mais c'était déjà une confusion entre l'organe et son contenu. On espérait ainsi, notamment, reconnaître les criminels en puissance. C'est de cette vogue de la "phrénologie" que date l'expression: "avoir la bosse des maths".

moindre fondement réel (pensez par exemple au stéréotype du Juif à gros nez, oreilles décollées, etc.); il faut dire qu'à l'époque il n'y avait que peu d'étrangers en France, assez peu de photos (notamment dans la presse), et que les dessinateurs et graveurs s'en donnaient à cœur joie pour présenter à leur public des personnages "facilement identifiables".

Tout le monde s'y mit: ainsi l'historien Augustin **Thierry** faisait de la race un concept explicatif de l'Histoire, dans la lignée de Boulainvilliers (autour de l'opposition entre "races conquérantes" et "races d'esclaves"). Il faut faire une place à part au comte Joseph de **Gobineau** (1816-1882), poète, écrivain et journaliste, orientaliste et diplomate, dont les œuvres majeures datent du second Empire (l'énorme *Essai sur l'inégalité des races humaines* est paru en 1853-1855); mais Gobineau a été lu, vulgarisé et simplifié sous la III^e République essentiellement (surtout à partir de l'Allemagne, où il connut ses premiers succès dans le monde intellectuel). C'est dans l'ouvrage dont je viens de citer le titre, tentative d'élaborer une théorie scientifique de l'Histoire à partir des données "objectives" de l'anthropologie, que l'on trouve la première exaltation des Aryens primitifs, porteurs de la civilisation originelle, puis noyés peu à peu dans le flot des Nègres et des Jaunes (Gobineau fut l'un des pères en France de cette "tripartition" des races): pour Gobineau, c'est le métissage progressif des races qui explique que l'Histoire n'est qu'une longue décadence¹. Cela dit, Gobineau n'était pas Hitler: pour lui, chaque race avait apporté quelque chose à l'humanité (les Noirs, par exemple, lui avaient apporté les pulsions esthétiques: l'art n'eût pas existé si l'humanité n'avait pas hérité d'un peu de sang noir). Il n'appelait pas à la liquidation des races inférieures ni à leur confinement dans des ghettos ni dans des réserves: c'était un pessimiste absolu, qui pensait que le mal était déjà fait, que « l'espèce blanche (...) [avait] désormais disparu de la face du monde ». Sa vision de l'Histoire était contemplative: il n'appelait pas à l'action. Enfin il n'était pas antisémite: pour lui les juifs appartenaient à la race aryenne (blanche).

D'autres étaient bien plus radicaux: notamment les disciples de Darwin, qui avaient mal digéré l'idée d'évolution et celle de "lutte des espèces". Oubliant tout simplement que l'homme ne forme qu'une seule espèce, ils imaginaient l'évolution de l'humanité comme le produit d'une "lutte des races", et en déduisaient que le "progrès racial" dépendait de la "survivance des plus aptes" et de l'élimination des autres: c'est ce que l'on appelle le "**darwinisme social**". Parmi eux, Georges **Vacher de Lapouge** (1854-1936): juriste, par ailleurs spécialiste d'anthropométrie (la mesure des caractères physiques — notamment les crânes, qu'il considérait comme le meilleur instrument de mesure), de langues orientales et de zoologie, il introduisit en France les idées eugénistes de l'Anglais Francis Galton: il fallait freiner la décadence en débarrassant les races supérieures des mauvais éléments, les criminels, les tarés, les idiots, bref tous ceux "dont le patrimoine génétique était de faible qualité" — à cause du métissage, qu'il fallait évidemment interdire, car il produit des individus stériles ou dégénérés, ou affublés de tares physiques: oreilles trop longues, bras trop courts, etc. En particulier, en France, pays où par malheur trois races s'étaient mêlées, il fallait éliminer les éléments issus de la race "alpine" ("noirauds, courtauds, lourdauds", et très prolifiques; d'origine "orientale" évidemment) pour sélectionner les éléments "nordiques" (ou éventuellement les éléments "méditerranéens", encore que ceux-ci fussent métissés de Noirs).

Vacher de Lapouge était un homme de gauche: il fut membre du P.O.F., le parti de Guesde. En voici un autre sur lequel j'aimerais m'étendre un peu pour achever ce sinistre tour d'horizon: Ernest **Renan** (1823-1892), l'auteur de la *Vie de Jésus* (voyez au chapitre 3), le père de la conception française, "citoyenne" de la nation (voyez au chapitre 5) et d'un révélateur *Troisième dialogue philosophique* (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1). De formation, c'était un linguiste, spécialiste de l'hébreu (il fut professeur d'hébreu au collège de France). Sa théorie des "races" est à comprendre dans le cadre plus général de ses rapports complexes avec la religion chrétienne: ancien séminariste ayant perdu la foi et acquis le scientisme de son époque, il était demeuré respectueux de l'apport immense du christianisme dans l'Histoire de l'esprit humain, dans la lignée de Comte, et convaincu que la religion est « une institution nécessaire à la nourriture de l'âme »²; libre-penseur fort anticlérical pour ce qui concernait son propre siècle, hostile aux "superstitions" catholiques et autres et satisfait de leur déclin, il croyait à la survie et à la permanence de « la religion de Jésus », qu'il tenait pour indépassable: quoique non croyant, il se sentait « chrétien, même quand [il se] sépar[ait] sur presque tous les points de la tradition chrétienne qui [l'avait] précédé »; c'est-à-dire qu'il baptisait "christianisme" une espèce de déisme scientiste et progressiste, typique de son temps, et qu'il attribuait au Christ, dont l'enseignement aurait été perverti par Paul et par les successeurs de Pierre.

Il voyait avant tout dans les Sémites (les Juifs et les Arabes) les peuples inventeurs des trois grands monothéismes, donc des peuples au statut privilégié par rapport aux "sauvages"; mais aussi des peuples incapables d'évoluer, restés en enfance. Pour Renan, **l'apport essentiel des Sémites au progrès de l'humanité, c'est le monothéisme**; mais le monisme consubstantiel au monothéisme, pensée « aride et grandiose », leur a

¹ C'est une idée de filiation légitimiste, bien sûr.

² Il a noté cet aveu dans l'un de ses carnets: « tout ce que j'ai fait n'est qu'une brillante sépulture de ma foi perdue ».

interdit d'évoluer et les a condamnés à stagner dans « une enfance éternelle » : à eux la sagesse, le mythe, la spiritualité, la poésie aussi; mais leurs religions (le judaïsme, l'islam) ne sont que des fardeaux, des « chaînes ». **« Les Sémites ont enfoui un sublime secret dans une terre stérile »** (selon une expression de Maurice Olender¹); les Juifs, « tronc desséché », ne se sont occupés que de conserver l'héritage monothéiste, « malheureuse fidélité » qui les a empêché de reconnaître le christianisme, « branche féconde », comme « la religion définitive »; et s'il y eut une science musulmane, ce fut sous l'influence des chrétiens nestoriens d'Orient...

En 1855, Renan publia une *Histoire générale et système comparé des langues sémitiques*, inspirée des travaux sur les langues indo-européennes du linguiste allemand Bopp. Il s'y laissa aller à confondre race et langue, et à élaborer des théories sur la « race sémitique » qui, selon lui, représentait, par opposition à la « race indo-européenne² », « une combinaison inférieure de la nature humaine », et « se reconnaît presque entièrement à des caractères négatifs », quoique moins que ceux des races "sauvages", comme nous le verrons. La structure des langues sémitiques en est responsable, toujours égales à elles-mêmes (elles n'évoluent pas), dénuées de mobilité, demeurées dans une enfance éternelle, comme ce monothéisme juif jailli un jour « sans aucun effort », « sans réflexion ni raisonnement ». Ce sont des idiomes « métalliques » et « épurés », comme les paysages du désert³. Elles font que **le Sémite a l'esprit sec, « dénué de toute flexibilité »**. Au contraire les langues indo-européennes, du fait du polythéisme originel des Aryens, sont sous l'emprise de l'Histoire, donc du progrès, et ont su évoluer, se faire diverses (rien à voir entre les structures de l'anglais et celles du russe); ce qui favorise la nuance, l'appréhension de la complexité et le passage à l'abstraction: aux Aryens la dialectique, la philosophie, la philologie. La richesse de la grammaire aryenne permet une appréhension plus subtile du monde, la diversité des points de vue, ce qui prédispose à la liberté, à l'esprit d'examen. Voilà pourquoi **l'Europe aryenne et chrétienne est la patrie de la démocratie et de la science**, et le monde sémitique, celle du fanatisme.

Renan aboutissait à **deux « portraits de races »** opposés, liés au double moule infrangible de **deux types de langues** que tout oppose, elles-mêmes liées à **deux traditions religieuses**, elles-mêmes liées à **deux types de paysages naturels** — car il lui était évident que le monothéisme n'avait pu naître que dans l'ascétisme du désert, dont l'obsession sourd à chaque page de la *Vie de Jésus* notamment: Renan avait été profondément marqué par un voyage en Palestine. La conjonction féconde entre la géniale intuition sémitique et l'esprit aryen,

¹ Toutes les autres citations de ce passage sont de Renan, citées par Olender dans son ouvrage *Les langues du Paradis* (voyez la note suivante). Elles sont présentées dans le désordre le plus total, notamment celles des lignes qui suivent, qui viennent de deux livres différents: évitez donc de les citer comme une seule formule de Renan!

² Jusqu'en 1945 on disait aussi, Renan comme tout le monde: "aryen". C'est le nom de l'un des plus anciens peuples attestés de la famille linguistique indo-européenne, dans ce qui est aujourd'hui l'Iran (une autre forme du même mot). Sur ce couple infernal Aryens-Sémites, voyez Maurice Olender: *Les langues du Paradis*, ouvrage paru en 1989 et dont j'exploite ici très partiellement le chapitre 4 — je ne reprends pas, notamment, une très brillante démonstration sur les "effets de miroir" dans le double discours sur les Sémites et les Aryens, et sur les effets désastreux de toute pensée duale. Je ne reprends pas non plus un parallèle sur Socrate et Jésus qui pourrait intéresser les spécialistes de philosophie.

³ Ici, des considérations sur la structure des mots sémitiques, où le sens est porté par le squelette consonantique (le "schème", composé de deux à quatre consonnes); les voyelles ne servent qu'à préciser les rapports grammaticaux (en très gros). Pour Renan, c'est un signe de "sécheresse" de pensée, opposée (en très gros aussi) à la sensualité des voyelles indo-européennes porteuses de sens. Renan était persuadé que les schèmes sont d'une grande permanence, d'une langue à l'autre et à travers les millénaires. Il va sans dire que la linguistique moderne a remis en question ce dernier point; Renan n'a comparé que les deux langues sémitiques les plus proches l'une de l'autre, l'arabe et l'hébreu — un peu comme si on reconstituait l'indo-européen à partir du français et de l'italien, sans tenir compte du russe et de l'arménien! Le plus pittoresque, c'est que certains linguistes actuels tendent à reconstituer l'indo-européen commun comme une langue où les voyelles n'étaient pas porteuses de sens, à peu près comme dans les langues sémitiques actuelles.

D'autres considérations portaient sur le caractère défectueux de la conjugaison sémitique, incapable d'exprimer la complexité des temps et des modes (un thème à relier à celui du monisme immobiliste du judaïsme et de l'islam); sur l'absence de conjonctions, indice de la rigidité de la pensée; sur l'absence de vocabulaire abstrait dans les langues sémitiques (ce qui est une franche idiotie), etc...

Je vous signale au passage qu'une tradition du même type que celle qu'illustre Renan existe toujours au Japon, où de nombreux ouvrages tentent régulièrement d'expliquer le "caractère national" par les structures de la langue japonaise, langue plus ou moins isolée génétiquement et très particulière dans son fonctionnement... surtout si on a très envie de mettre ce particularisme en relief.

supérieurement complexe et subtil, était due au Christ, né en Galilée, région de climat plus clément que Jérusalem (le voyageur y avait vu un « véritable Paradis terrestre ») et où s'exerçait déjà l'influence de l'esprit aryen¹: En somme, **en la personne de Jésus l'esprit polythéiste avait fécondé le monothéisme** et lui avait permis d'échapper au piège sémite. « Au fond, Jésus n'a rien de juif », écrivait Renan dans les carnets préparatoires de la *Vie de Jésus*: voilà qui n'eût pas déplu aux catholiques antijuifs de l'époque, si acharnés contre l'ouvrage... « Le judaïsme n'a été que le sauvageon² sur lequel la race aryenne a produit sa fleur ». Il ne restait plus qu'à rattacher l'esprit profond du christianisme au bouddhisme, religion aryenne (car née en Inde du nord, la patrie du sanscrit, l'une des langues indo-européennes les plus anciennement attestées): Renan n'alla pas jusqu'à mais d'autres le firent à la même époque, en Grande-Bretagne notamment.

Renan employait sans cesse le mot "race", qu'il considérait comme indispensable à toute réflexion: pour lui, c'est **dans la différence des races que réside « le secret de tous les événements de l'Histoire de l'humanité »**, et rien ne pourra effacer la diversité raciale qui a existé aux origines de l'humanité, car « on est toujours hanté par ses origines ». Cependant, **il s'appuyait sur des données de nature historique et linguistique, non anthropologiques**; pour lui « la langue, la religion, les lois, les mœurs firent la race plus que le sang » — ce qui fait notamment que les juifs de France n'étaient plus mentalement des Sémites; en revanche, l'« esprit sémite » régnait dans une partie de l'Afrique (l'Éthiopie, en gros) où les « Sémites purs » n'étaient plus qu'une infime minorité, mais où ils avaient laissé leur langue en héritage. Ce n'est donc pas l'apparence physique, mais la langue qui détermine « les aptitudes intellectuelles et les instincts moraux » — même si les déterminations physiques réapparaissent sporadiquement dans les comparaisons que fait Renan entre les Sémites et les Aryens, avec le statut de legs de la situation raciale originelle.

Mais **cette théorie**, qui permettait à Renan d'alabrer une théorie "citoyenne" de la nation *pour l'Europe, c'est-à-dire à l'intérieur du monde aryen*, **lui permettait aussi de justifier la subordination des "parties basses" aux "parties élevées" de l'humanité**. En effet, il en tirait la leçon annexe qu'il y a des peuples qui n'ont jamais été sauvages (les Aryens et les Sémites, les « deux fleuves » aux origines de l'humanité pensante, de dignité égale même s'ils ont été de fécondité inégale) et d'autres, irrémédiablement sauvages, qui ne pourront jamais atteindre l'état de civilisation, car « imaginer une race sauvage parlant une langue sémitique ou indo-européenne est une fiction contradictoire ». Ces sauvages, ce sont les "races" animistes. Si en Europe « les langues sont des formations politiques qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent et qui, en tout cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine; (...) [si en Europe] l'homme est un être raisonnable et moral, avant d'être parqué dans telle ou telle langue, avant d'être un membre de telle ou telle race, un adhérent de telle ou telle culture », c'est parce que toutes les langues d'Europe sont aryennes³, qu'on est donc dans le cadre général de la "race" aryenne, que toute l'Europe est chrétienne. Mais le Nègre, lui, ne parlera jamais... que "petit-nègre"; il ne fera jamais que singer son maître.

(Dans ces conditions, comment les Éthiopiens, qui sont des Noirs, ont-ils appris une langue sémitique? Comment les Européens de l'ouest, qui n'avaient rien à voir au départ avec les premiers Aryens, nomades des steppes russes, ont-ils appris l'indo-européen et acquis l'esprit aryen? Mystère. Autres apories: la présence d'Aryens de religion musulmane, les Iraniens et une partie des Indiens; le polythéisme de la plupart des Indiens — reflet pour Renan de l'ancien esprit des Aryens; mais alors, comment expliquer qu'une partie de ceux-ci soient devenus chrétiens et d'autres non? Et quelle différence au juste, toute mauvaise foi mise à part, entre le polythéisme des Hindous et l'animisme des Africains?).

Tout ceci permettait de justifier la domination des Blancs sur les Noirs (à ce stade de sa pensée, Renan perdait complètement de vue que la couleur de la peau n'est pas un critère racial), et la colonisation: « la conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant »; et il apparaissait même, au passage, un concept de « race abâtardie ». On retrouve ces idées dans un texte de 1882, l'année de la fameuse conférence sur la nation: « la nature a fait une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre⁴. La nature a fait une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. (...) **Les hommes ne sont pas égaux. Le nègre, par exemple, est fait pour servir aux grandes choses voulues et conçues par le Blanc** », qui certes doit le traiter bien, comme l'on doit bien traiter les animaux. Il va sans dire que la religion dominante doit être le christianisme, religion de la "race" civilisée, et qui « renferme le secret de l'avenir », la religion du progrès; et le progrès, l'avenir, c'est l'Europe, ce sont les Aryens. « Le christianisme, c'est nous-

¹ Quant à l'Éden proprement dit, selon Renan il est à rechercher du côté du Cachemire, terre aryenne s'il en est.

² Le porte-greffe.

³ En gros (il faut excepter, à l'ouest de la Russie d'alors, le basque et le hongrois).

⁴ Sans majuscule.

mêmes, et, ce que nous aimons le plus en lui, c'est nous. Nos vertes et froides fontaines, nos forêts de chênes, nos rochers... ».

Évidemment, toutes ces idées, développées par les principales autorités intellectuelles de l'époque, avaient pénétré très profondément dans les mentalités. L'idée de l'inégalité des races n'était remise en question par personne, ni celle que les cultures sont directement liées aux races, aux caractères physiques, qu'il y a un rapport direct entre le sang qui coule dans vos veines et vos manières d'être¹: elle traînait aussi bien chez les positivistes, influencés ou non par le "darwinisme social" (Taine par exemple), que chez certains socialistes² ou chez la plupart des écrivains, des penseurs et des prédicateurs catholiques de l'époque, en contradiction ouverte et assumée avec l'Évangile — on ne peut pas dire que l'Église faisait grand-chose pour les corriger. Tous les dictionnaires, tous les manuels scolaires énuméraient sans sourciller les races (blanche, noire, jaune, rouge, pygmée: l'inventaire variait selon les modes intellectuelles) et les sous-races plus ou moins "pures" ou "métissées" (nordique, méditerranéenne, sémitique; nilotique, bantoue, etc...), avec leurs "caractéristiques" consubstantielles et éternelles: races plus ou moins travailleuses, races plus ou moins intelligentes, races plus ou moins obéissantes... Le tout sur fond d'incroyables confusions entre les données anthropologiques, linguistiques, socio-politiques (le type d'agriculture dominante, le type d'organisation politique étaient considérées comme des données "propres" à chaque race: ainsi l'opposition des "races de pasteurs" et des "races de paysans" a fait des ravages en Afrique), voire religieuses (certaines races avaient approché la conception d'une divinité unique, d'autres étaient encore dans les ténèbres du paganisme...).

Tout ce fatras débouchait sur des clichés racistes qui imprégnaient les mentalités collectives avec une force dont nous n'avons plus idée: l'Arabe paresseux et fanatique (et sa femme sensuelle), le Jaune fourbe et cruel (voyez *Le lotus bleu*, p. 43³), le "Nègre" grand enfant imbécile et inoffensif, à la virilité animale, dangereuse pour la femme blanche qu'il convoite forcément (un thème obsessionnel dans la chanson populaire de la Belle Époque, volontiers grivoise)... Du point de vue de l'approche des spécificités culturelles, l'ethnocentrisme était absolu dès que l'on sortait d'un petit milieu influencé par l'orientalisme, le "japonisme" ou d'autres grammaires de formes d'origine exotique (mais on pouvait très bien aimer les arabesques et mépriser les Arabes). Lorsqu'on s'aventurait à dire que l'on appréciait les sculptures des temples d'Angkor, c'était pour ajouter aussitôt que les Khmers étaient "les Grecs de l'Asie"...

Ces conceptions s'accompagnaient de la conviction générale d'une mission des races supérieures: c'était « le fardeau de l'homme blanc », selon une expression reprise de Kipling, un auteur indo-britannique très lu en France⁴. Ces conceptions ne paraissaient absolument pas contradictoires avec les principes républicains, bien au

¹ Idée, soit dit une fois encore, totalement contradictoire avec la conception française de la nation, selon laquelle on n'est pas Français parce que les gènes le commandent, mais parce que l'on a choisi de le devenir (voyez au chapitre 5). En réalité ces conceptions étaient toutes théoriques, constructions à l'usage des juristes et des constitutionnalistes, sans enracinement dans les mentalités; ce que ressentaient réellement les gens, c'était ce qui précède l'appel de note.

² Le marxisme est l'un des surgeons de l'évolutionnisme du XIXe siècle, et dans ses versions vulgaires on y retrouve les mêmes dérives: il y a des peuples en avance, mûrs pour la révolution, et d'autres en retard, encastrés dans les ténèbres du féodalisme ou d'autres modes de production archaïques. Il est vrai que ce sont des différences dues à l'Histoire, non à des inégalités naturelles, et que le socialisme est censé les abolir. Cela n'empêchait nullement l'expression, de la part des "avant-gardes" prolétariennes, d'un certain mépris envers les peuples "retardataires", dont les spécificités étaient censées disparaître avec leur oppression (comme toutes les spécificités qui ne sont pas "de classe": il n'y a pas d'espace pour les différences de culture dans l'utopie socialiste!). De là, on passait assez facilement à, disons, de la complaisance pour l'image dominante des "races" inférieures, voire au racisme pur et simple: voyez Vacher de Lapouge. Les attitudes racistes affichées étaient cependant minoritaires chez les socialistes français. Le plus frappant à vrai dire, j'y reviendrai plus bas, c'était leur absence totale d'intérêt pour ces problèmes: ils percevaient les luttes sociales dans un cadre purement hexagonal. Ce furent les marxistes des Empires multinationaux d'Europe orientale qui s'occupèrent de ces problèmes (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1).

³ L'album date de 1933, donc d'une période où les esprits étaient en train d'évoluer; mais ce passage, où le *mea culpa* de Tintin est à comprendre comme un *mea culpa* de Hergé pour ses albums précédents, se réfère à des attitudes mentales encore bien répandues. Relisez aussi *Tintin au Congo*, paru en 1929 et bien plus conformiste dans la représentation du monde colonial, tout en vous rappelant qu'il s'agit du Congo... belge!

⁴ Rudyard Kipling est né à Bombay en 1865; il est mort en 1936. Son premier recueil de nouvelles, *Simple contes des collines*, parut en 1888; le *Livre de la jungle* date de 1894 et *Kim* de 1901; Kipling a reçu le prix Nobel en 1907. Un peu plus tard, un autre auteur "exotique" de langue anglaise, Joseph Conrad, a été lui aussi très populaire en France; mais Conrad, qui est un bien meilleur écrivain, ne s'est jamais fait le chantre du

contraire: entre autres choses, la France républicaine était censée apporter la liberté, la raison, la science, bref les Lumières et le Progrès aux peuples abrutis par la servitude, la routine, les fausses croyances, prisonniers de leurs mentalités "primitives"; elle était censée les civiliser, les rédimmer, éventuellement (pour certains colonialistes) les "assimiler" à la belle nation française. On imagine les thèmes concrets de cette propagande: la France mettait fin à l'esclavage, aux mariages forcés, à moultes "coutumes barbares" et pratiques antiéconomiques que seule la "superstition" pouvait expliquer (terres *habous* réservées au clergé et non exploitées, tabou sur le travail de la terre dans certaines communautés de pasteurs, etc), et à maintes autres horreurs. Comment ces progrès des colonisés étaient-ils compatibles avec l'idée de races inégalement douées par la nature? Et comment l'idée d'un accès progressif à la "civilisation", c'est-à-dire d'une européanisation des us et coutumes, était-elle compatible avec le respect des religions (et des choix de vie des individus) par la République démocratique et laïque, fort hostile à la "calotte" mais par ailleurs protectrice des missionnaires? Ces contradictions n'étaient tout simplement pas résolues!

Ce thème de l'inégalité des races et du devoir des plus civilisés est central dans le fameux discours de Jules Ferry de juillet 1885, que j'ai déjà cité, et qui reprend la vulgate raciste de l'époque:

« Il y a un second point que je dois aborder: c'est le côté humanitaire et civilisateur de la question. M. Camille Pelletan nous dit: qu'est-ce que cette civilisation qu'on impose à coups de canon? Qu'est-ce, sinon une autre forme de barbarie? Est-ce que les populations de race inférieure n'ont pas autant de droits que vous? Est-ce qu'elles vous appellent? Vous allez chez elles contre leur gré, vous les violentez, mais vous ne les civilisez pas. Voilà, messieurs, la thèse: je n'hésite pas à dire que ce n'est pas de la politique, cela, ni de l'Histoire: c'est de la métaphysique politique. Messieurs, il faut parler plus haut et vrai. (...) Il faut dire ouvertement que **les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures**. Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. **Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures**. Ces devoirs ont été souvent méconnus de l'Histoire des siècles précédents, et certainement quand les soldats et les explorateurs espagnols introduisaient l'esclavage dans l'Amérique centrale, ils n'accomplissaient pas leur devoir d'hommes de race supérieure. Mais de nos jours je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, avec grandeur et honnêteté de ce devoir supérieur de la civilisation. Est-ce que vous pouvez nier qu'il y a plus de justice, plus d'ordre matériel et moral, plus d'équité, plus de vertus sociales dans l'Afrique du nord depuis que la France a fait sa conquête? (...) Est-ce qu'il est possible de nier que ce soit une bonne fortune pour ces malheureuses populations de l'Afrique équatoriale de tomber sous le protectorat de la nation française ou de la nation anglaise? (...) N'avons-nous pas combattu la traite des nègres, cet horrible trafic, et l'esclavage, cette infamie? ».

Avec tout ceci, **il n'y a jamais eu un parti colonialiste**: le colonialisme était si répandu qu'il n'y avait pas véritablement de débat à ce sujet. Les *lobbies* coloniaux ont préféré s'assurer des relais dans tous les courants politiques proches du pouvoir ou susceptibles d'y accéder; à partir de 1892, les représentants à la Chambre des différents partis favorables à l'expansion coloniale se retrouvaient dans un intergroupe qui répondait au nom de **"groupe colonial"** et que présidait Eugène Étienne, député opportuniste d'Oran; une organisation semblable apparut au Sénat en 1898. Ces deux intergroupes dépassaient largement le milieu des représentants de l'outre-mer (l'Algérie et les colonies éalisaient 16 députés et 7 sénateurs en 1914; les protectorats n'avaient aucun représentant — le groupe colonial comprenait 91 députés en 1895). Le *lobby* colonial était puissant aussi dans la haute fonction publique, bien plus stable que les ministères sous la III^e République: directeurs de cabinet, etc. À leur prise de fonctions, en plus de la pression de la presse, les ministres qui n'étaient pas convaincus d'avance de l'utilité de l'expansion coloniale étaient soumis à un véritable bombardement de notes et d'études fort orientées de la part de leurs propres services! (l'Algérie dépendait de l'Intérieur; la Tunisie, le Maroc ainsi qu'en théorie l'Annam, le Tonkin et le Laos, des Affaires étrangères; les autres colonies et l'Union indochinoise, du ministère des Colonies, rattaché à la Marine, laquelle gérait directement les "vieilles" colonies).

Il existait cependant des **courants anticolonialistes**. J'ai déjà évoqué l'anticolonialisme d'une partie des milieux d'affaires: on retrouvait bien sûr leurs arguments dans le débat public. Beaucoup de capitalistes, parlant au nom de la raison et de la prudence, considéraient que les investissements coloniaux étaient risqués et peu rentables; d'autres prétendaient qu'ils causaient la diminution des investissements en métropole, donc nuisaient à la croissance du pays; enfin les libéraux purs n'ont jamais admis qu'il était nécessaire de prendre le contrôle politique des pays avec lesquels nous voulions commercer. Ces arguments se retrouvent durant toute la période ici évoquée.

colonialisme comme Kipling. On lui doit même quelques dénonciations mémorables: notamment *Au cœur des ténèbres* et *Un avant-poste du progrès*.

Jusque vers 1890, on peut dire que l'opinion publique était majoritairement hostile à l'expansion coloniale, et avec elle l'ensemble des oppositions, de gauche comme de droite. Les **arguments** étaient parfois de ceux que nous qualifierions d'**humanitaires**. Ainsi Guesde évoquait les souffrances des fellahs employés à la construction du canal de Suez — voyez aussi les arguments du radical Pelletan auxquels répliquait Ferry; mais on retrouve les mêmes idées à l'occasion dans la presse de droite, par exemple en 1883 (à la suite de la prise de Hanoï) dans *Le Figaro*, journal orléaniste, sous la plume d'un jeune officier de marine du nom de Julien Viaud, le futur Pierre Loti, qui ne dut qu'à des protections efficaces de n'être pas expulsé de l'armée. Cependant il ne s'agissait le plus souvent que de dénoncer les excès de la colonisation, non son principe. L'inégalité entre Blancs et Noirs était tenue pour un fait évident, immédiatement observable (y compris par exemple pour Schœlcher!). Au mieux, on condamnait l'eugénisme ou l'oppression de "nos frères inférieurs", on dénonçait les amalgames entre races et langues ou religions, mais Clemenceau était isolé lorsqu'il allait jusqu'à contester l'idée de l'inégalité des races (« Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue (...) parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand »); et personne, absolument personne ne remet en question le concept de race en lui-même, sa pertinence pour l'analyse des faits humains¹.

Mais bien plus souvent, les arguments employés nous apparaissent égoïstement franco-français. Voici les principaux:

— **L'expansion coloniale détournait la France de la Revanche** (argument des conservateurs mais aussi des radicaux, cf. le mot de Clemenceau: « quant à moi, mon patriotisme est en France! », et celui de Pelletan: « **j'ai perdu deux enfants** [l'Alsace et la Lorraine] **et vous m'offrez vingt domestiques** [les colonies] »). En 1885 Ferry se fit traiter de traître, de "Boche", accuser de haute trahison.

— Le sang répandu outre-mer, sang d'ouvriers et sang de paysans français, coulait pour rien, **les dépenses coloniales étaient inutiles**, improductives et même néfastes pour le développement de la métropole. Ainsi s'exprimait Clemenceau en 1885, "cartériste" avant la lettre²: « nous avons notre outillage industriel à compléter, nous manquons d'écoles et de chemins vicinaux »; « avant de s'abandonner au luxe, faites donc pour une heure la politique du pot-au-feu, donnez le pot-au-feu, les écoles, les travaux d'outillage. Pendant que vous êtes perdu dans votre rêve colonial, il y a à vos pieds des hommes, des Français qui demandent des dépenses utiles, fructueuses au développement du génie français, et qui vous aideront, en augmentant la production, en la faisant à meilleur compte, à travers ces fameux débouchés que vous fermez par vos expéditions guerrières » (l'idée exprimée à la fin de la phrase est que les rivalités coloniales nous dressent contre nos partenaires économiques d'Europe).

— **La colonisation ne profitait qu'aux capitalistes** (argument des radicaux et des socialistes), elle entraînait toutes sortes de tripatouillages: c'était l'argument favori de Rochefort (passé à droite dans les années 1880), utilisé aussi par Clemenceau: « la vérité, c'est que les guerres coloniales couvrent des opérations fructueuses pour la haute finance, ruineuses pour le public, détournent le public des affaires intérieures, et, sous le prétexte d'ouvrir des débouchés au commerce, n'en ouvrent qu'aux fonctionnaires ».

Ce furent ces oppositions conjuguées qui provoquèrent la chute de "Ferry le Tonkinois" en 1885. Cela dit, les opposants à l'expansion coloniale n'allèrent jamais jusqu'à refuser l'annexion d'un territoire: en 1881, un seul député vota contre la ratification du protectorat sur la Tunisie...

Après 1890, les courants anticolonialistes s'affaiblirent: en se ralliant à la République, la droite catholique se rallia aussi au colonialisme; les radicaux également, avant même d'arriver au pouvoir, se mirent à soutenir l'œuvre coloniale qui contribuait à la grandeur de la France, et même à l'occasion certains socialistes (Jaurès vota les crédits de la mission Marchand au nom de l'"intérêt national"). L'argument de la "ligne bleue des

¹ Paradoxalement, ce fut l'antigermanisme qui, juste avant et surtout durant la première guerre mondiale, commença à discréditer ces idées, qui se portaient trop bien chez l'ennemi héréditaire, et auxquelles on se mit à attribuer la brutalité du Boche (du Schleu, du Fritz, du Teuton, du doryphore, etc.); le phénomène fut encore plus sensible avec l'arrivée au pouvoir de Hitler. L'impérialisme allemand avait instrumentalisé le racisme; la France, qui en avait tant souffert, le rejeta; de ce fait, en France après 1920, le racisme ne fut plus que le fait de penseurs minoritaires. C'était une minorité puissante, et elle arriva au pouvoir en 1940; mais ce n'était plus le cœur des grands intellectuels de la République, comme avant 1910. (Cela, bien entendu, n'empêcha pas le racisme populaire de subsister jusqu'à nos jours; quant aux classifications de l'humanité en "races" et "sous-races", avec photos comparatives à l'appui, mais sans jugements de valeur explicites, je les ai encore subies dans mon enfance, dans les années 1960 — seule la décolonisation les a fait disparaître).

² Sur Raymond Cartier, voyez le chapitre 14.

Vosges" tombait avec l'alliance russe (en 1892), par laquelle la France sortait de son isolement en Europe. En réalité, il ne s'agissait pas de conversions bruyantes et spectaculaires, mais plutôt de ralliements discrets à des principes qui semblaient de plus en plus évidents, qui faisaient partie du conformisme ambiant: on entendait de moins en moins parler des colonies dans les campagnes électorales... L'opinion, anesthésiée, faisait preuve d'une « bienveillante indifférence » (selon G. Doumergue).

À la veille de la première guerre mondiale, outre l'ultra-gauche très marginale (bien représentée par Gustave Hervé) et la presse anarcho-syndicaliste (opposée aux guerres coloniales par pacifisme de principe), seule la **S.F.I.O.** était officiellement opposée à la poursuite de la colonisation. Hésitant sur les questions coloniales jusqu'en 1907 environ, Jaurès s'opposa de toutes ses forces à la conquête du Maroc à partir de cette date (« le colonialisme est l'expression de l'avidité des capitalistes »; « la violence est indissolublement liée au fait colonial, la violence des uns suscitant la violence des autres. Il y a une sorte de dégradation de l'homme dans ces trocs de territoire et de population »; « le colonialisme met en danger la paix internationale et porte atteinte aux droits légitimes des nationalités indigènes »). Mais à aucun moment il ne parla de se retirer des territoires déjà conquis; sur l'Algérie, qu'il ne visita jamais, il partageait l'illusion générale quant aux progrès apportés aux indigènes. Pour Jaurès et pour les socialistes comme pour tout le monde, l'Algérie c'était la France, pour toujours, comme la Bretagne ou la Savoie (devenue française trente ans après l'Algérie). Je ne saurais trop souligner qu'avant la naissance de la S.F.I.C. il n'y a jamais eu aucune mobilisation anticolonialiste dans les milieux socialistes¹, et qu'on y trouvait même beaucoup de manifestations de fierté de l'œuvre civilisatrice de la France, de la libération des indigènes arrachés à l'oppression des "féodaux" comme les Noirs des Antilles l'avaient été à leur chaînes par une autre République... Certains opposaient même les progrès du sort des indigènes au sort lamentable qui restait celui des ouvriers en métropole!

Outre les socialistes, quelques ligues humanitaires animées par des chrétiens, quelques dénonciateurs isolés du colonialisme dont le romancier et pamphlétaire (de droite) Léon Bloy: dans *Le sang du pauvre*, paru en 1909, il dénonçait les « équarisseurs d'indigènes écartelant, dépeçant, grillant vivants des hommes pour les punir d'avoir hésité à livrer leurs femmes ou leurs derniers sous ».

Par ailleurs, vers 1905 quelques artistes isolés, Picasso et ses amis, commencèrent à s'intéresser à l'"**art nègre**", amorçant ainsi une réévaluation en profondeur des cultures non européennes, et notamment de celles des plus méprisés, sans doute, de nos colonisés. La génération japonisante des années 1880-1890, celle des Van Gogh et des Gauguin, s'était nourrie de la culture d'une nation "civilisée"; il était infiniment plus révolutionnaire de trouver un intérêt esthétique aux "fétiches" des "sorciers" de ces "tribus" de "sauvages", à des œuvres faites de matériaux périssables et que l'on percevait comme mal finies, "brutes", à l'opposé de la production techniquement impeccable, léchée, décorative de l'Europe de l'époque (pensez au style "nouille", qui triomphait dans ces mêmes années!)². Mais cet intérêt n'était encore le fait que d'un tout petit milieu d'artistes et de collectionneurs fortunés, tous d'ailleurs fort peu concernés par le sort concret des auteurs des œuvres qu'ils admiraient.

Dans les colonies, on en était aux tout premiers balbutiements de l'anticolonialisme. Les **premiers partis nationalistes** apparurent avant 1914 au Maghreb (le Parti jeune-algérien et parti "Union et Progrès" en Tunisie, deux groupes modernisateurs et occidentalistes inspirés des Jeunes-Turcs et qui réclamaient l'assimilation, c'est-à-dire l'accès à la citoyenneté française à part entière) et à Madagascar (le V.V.S., pour Vy, Vato, Sakelika: Feu, Pierre, Sections, une société secrète apparue en 1913 et démantelée en 1916); mais c'étaient des groupes minuscules (mille membres au très grand maximum pour les Jeunes-Algériens, cinq cents pour le V.V.S.), limités aux élites instruites et occidentalisées, sans aucune influence sur la population sauf peut-être à Tunis, en butte à une répression incessante. Jusque dans les années 1920 incluses (la révolte d'Abd-el-Krim au Maroc) les révoltes qui éclataient réellement étaient le fait d'acteurs sociaux traditionnels dépossédés et marginalisés par la colonisation (chefs de tribus, mandarins, etc.), qui avaient pour programme d'en revenir au

¹ À l'exception de maigres manifestations en août-septembre 1911, toujours à propos du Maroc. Ces manifestations présentent la particularité d'avoir été organisées à l'échelle européenne par l'Internationale; elles eurent du reste nettement plus de succès en Espagne.

² Déjà Gauguin, dans sa période tahitienne (les années 1890), avait multiplié les représentations d'"idoles" barbares... mais il les avait très largement inventées! Ce qu'il avait trouvé sur place en fait d'art "sauvage" l'avait fort déappointé. Gauguin fuyait l'Occident, peu important où; il n'eut aucune influence de son vivant — voyez le chapitre 19. Picasso, plus équilibré et dès le début très soucieux de sa carrière, ne chercha pas l'exotisme au-delà des brocantes de banlieue, mais le message qu'il fit passer concernant l'absence de hiérarchie des cultures était bien plus fort et toucha un public infiniment plus large, relativement vite du reste si l'on y réfléchit (Picasso eut un public d'acheteurs fidèles et fortunés dès 1910).

monde d'avant les Français. L'anticolonialisme moderne, fondé sur le nationalisme et le socialisme (deux courants de pensée importés d'Europe), n'apparut que dans les années 1920-1930.

Du point de vue de la **chronologie** de l'expansion coloniale, il faut distinguer trois grandes périodes. De 1871 à 1881, la France, traumatisée par la défaite et bien occupée par les problèmes politiques intérieurs, se contenta de conserver ses possessions antérieures. En 1876, le gouvernement refusa même d'acheter les actions du canal de Suez que le Khédive lui proposait, et qui eût rendu la France seule propriétaire du canal. La grande période de l'expansion coloniale, la première où elle fut pensée et concertée et occupa une place centrale dans les affaires du pays, ce furent les années 1880 et 1890, avec quelques années un peu plus calmes vers 1886-1892, à la suite de la chute de Ferry sur l'affaire de **Langson** (1885), et aussi de la polarisation de la vie politique sur l'affaires Boulanger et le scandale de Panamá. Le sommet de cette période, ce fut évidemment la crise de **Fachoda** (1898) qui mit la France au bord de la guerre avec le Royaume-Uni: l'expansion coloniale présentait décidément quelques dangers, si l'on n'arrivait plus à contrôler l'agressivité des coloniaux et des opinions publiques. Après 1900, le rythme de l'expansion coloniale se ralentit un peu, en grande partie parce qu'il n'y avait plus grand-chose à coloniser, à l'exception notable du Maroc (et de la Chine, où la révolte des boxers rafraîchit les ardeurs des Européens). Du fait même de la raréfaction des territoires à coloniser, dans cette dernière période la colonisation provoqua des tensions internationales toujours croissantes, qui furent en partie à l'origine du premier conflit mondial.

Du point de vue du **coût**, les calculs (très postérieurs) des historiens aboutissent à des chiffres assez faibles: 6,5% du budget total de l'État aurait été consacré aux colonies entre 1850 et 1913. Ces chiffres excluent évidemment les sacrifices exigés des indigènes. En revanche la question de la rentabilité des colonies pour la métropole (prise dans son ensemble, et non pas assimilée aux seuls investisseurs) n'a guère de sens: les effets de l'expansion coloniale sont à très long terme et ne peuvent se mesurer en termes seulement économiques.

B) L'Algérie.

L'une des premières mesures du gouvernement provisoire de la République, le 24 octobre 1870, fut de donner la citoyenneté française à tous les juifs d'Algérie, par le **décret Crémieux**¹. La communauté juive d'Algérie, 30.000 personnes au total à l'époque, en partie d'origine hispanique (issue des expulsions de la fin du XVe siècle), était totalement assimilée, du point de vue de la langue et du mode de vie, à la société algérienne (arabe plus que berbère, puisque les juifs vivaient surtout dans les villes, foyers de l'arabisation); à partir du décret Crémieux, elle s'en détacha peu à peu pour se rapprocher du monde des Européens d'Algérie — ce qui n'empêcha pas le développement d'un solide antisémitisme dans une partie de cette communauté. Elle a entièrement quitté l'Algérie en 1962, pour la France ou pour Israël; le chanteur Enrico Macias en est un bon représentant.

Les mois suivant la chute de l'Empire furent extrêmement agités en Algérie. D'une part, on assista à une véritable **révolte des colons contre Paris**. Furieux de la politique du second Empire, ils profitèrent de la confusion, et de l'absence de troupes, pour essayer d'établir un régime civil, c'est-à-dire un régime qu'ils dirigeraient entièrement, et aussi d'obtenir les plus d'autonomie possible vis-à-vis de Paris. En octobre 1870, une émeute à Alger obligea le nouveau gouverneur général à reprendre le bateau à peine arrivé... Paris ne réagit pas: elle prenait peu à peu l'habitude de céder à la violence des colons, une violence qui prenait très vite des formes spectaculaires, bruyantes et hystériques, très différentes de celles en vigueur au nord de la Méditerranée, et que les gouvernants comprenaient et mesuraient mal (cette faiblesse subsista durant la guerre d'Algérie: j'évoquerai la "journée des tomates" dans le chapitre 15).

Dans l'hiver 1870-1871 tout un mouvement communaliste se développa dans les grandes villes: les colons d'Alger, d'Oran, de Philippeville, de Constantine, de Bône proclamèrent des communes insurrectionnelles, il y eut même une ébauche d'organisation de l'Algérie sur la base d'une fédération de ces communes, autonome par rapport au reste de la France. Les liens directs avec la Commune de Paris étaient évidemment nuls; mais il est certain que le vieux fond proudhonien joua un rôle en Algérie aussi. En tout cas, l'ambiance à Alger était très

¹ Adolphe Crémieux (1796-1880), issu d'un milieu très bourgeois de Nîmes (et, au-delà, de la communauté juive du Comtat Venaissain, les "juifs du Pape"), avocat, fit partie de l'opposition dynastique sous la monarchie de Juillet, et fut ministre du gouvernement provisoire en 1848 (ce fut le premier ministre juif que la France ait jamais eu); il siégea à la Montagne en 1849, fut arrêté au moment du coup d'État, se retira de la politique active sous l'Empire autoritaire (il devint homme d'affaires et président du Consistoire), puis reprit une activité politique dans les rangs des républicains radicaux en 1869. Il fut ministre de la justice du gouvernement provisoire, seconda Gambetta durant la guerre de défense nationale; élu d'Alger à l'Assemblée en 1871, il joua un rôle actif dans le combat contre les monarchistes dans les années 1870.

"progressiste", très révolutionnaire; et les "transportés" de 1851 et de 1858 furent très actifs dans les événements. Le mouvement s'arrêta dès que Paris renvoya des troupes, à la fin de la guerre, et surtout dès qu'éclata la grande révolte des indigènes: les colons n'osèrent pas aller jusqu'à l'affrontement, sachant très bien qu'ils étaient très minoritaires face aux musulmans¹ et qu'ils avaient besoin de la force armée — tout simplement aussi c'était qu'ils se sentaient français, parce qu'il n'y avait pas d'avenir pour eux hors de la France: une "Algérie" dotée d'une personnalité distincte de la France n'eût eu aucun sens; ou plutôt, elle n'aurait pu avoir que le sens que Napoléon III lui avait donné: un "royaume arabe"...

C'était que sur ces entrefaites, en février-mars 1871, avait éclaté une grande **révolte des musulmans** d'Algérie; connue sous le nom de "révolte de Mokrani", du nom de l'un de ses premiers chefs, ce fut le dernier soulèvement d'importance avant les émeutes du Constantinois en 1945. Différents facteurs ont joué dans son déclenchement: l'hostilité latente aux colons et l'opportunité que représentait le départ d'une partie des troupes chargées de maintenir l'ordre dans les campagnes; la famine de 1867-1868; le décret Crémieux, vécu comme un scandale (l'antisémitisme n'a jamais été une spécificité chrétienne — de plus l'abolition de la loi mosaïque, consécutive au décret, pouvait apparaître comme un prélude à une interdiction du droit coranique); enfin, des menaces de retour à la pratique du cantonnement, que réclamaient les colons. Durant un an, la révolte triompha dans l'arrière-pays dont la France perdit totalement le contrôle: notamment en Kabylie, dans le Constantinois, dans l'Aurès. Mais les révoltés ne parvinrent jamais à menacer la côte, ni les villes; ils furent soumis dans le courant de 1872. La répression militaire fut terrible et se doubla d'une autre répression menée par les colons, qui avaient eu très peur (exécutions sommaires, etc.); le tout s'accompagna d'une amende extrêmement élevée imposée aux vaincus (Bismarck faisait école...), et surtout de la confiscation de plus de cinq cent mille hectares de terres.

Par la suite, **la paix régna en Algérie**; la IIIe République satisfaisait les Pieds-noirs et les musulmans n'étaient plus en état de se manifester. Seuls événements à évoquer: l'occupation (et la délimitation) des confins algéro-marocains par Lyautey en 1903-1906 (il s'agissait des prémisses de la conquête du Maroc proprement dite). La frontière fut officiellement fixée en 1910; le Maroc dut reconnaître la perte de toute l'Oranie (sauf Oujda), une région qu'il considérait comme historiquement marocaine.

Les Européens d'Algérie avaient obtenu de la République le **régime politique et administratif** dont ils rêvaient (on ne peut même pas écrire que c'était un effet des événements de 1870-1871: on a vu qu'au printemps 1870 la gauche avait déjà présenté un projet qui allait dans ce sens. En fait, le programme des républicains était celui des colons). Ils élisaient des députés à la Chambre. À Alger, il subsistait un gouverneur général nommé par Paris et doté de pouvoirs étendus; mais les titulaires successifs du poste se gardèrent bien de contrarier les Pieds-noirs (ceux-ci votaient, c'étaient même les seuls votants dans ces circonscriptions, et leurs députés étaient bien utiles à l'occasion pour former des majorités...). Les Français d'Algérie avaient la majorité dans les conseils généraux des trois départements algériens et dans les conseils municipaux des villes; à la campagne, il existait des "communes de plein exercice", à majorité européenne (tout au moins le chef-lieu!), des "communes mixtes" gérées par des administrateurs civils nommés par Alger, et des "communes indigènes", gérées selon la coutume traditionnelle sous le contrôle étroit de l'administration. Enfin les Européens pouvaient seuls être tirés au sort comme jurés aux cours d'assises, même lorsqu'un musulman était en cause... La grande perdante était l'armée, qui se trouvait réduite à l'administration des régions non encore pacifiées, de plus en plus marginales.

Les musulmans, eux, n'avaient aucune représentation à l'échelle nationale; ils n'étaient même pas considérés comme des citoyens français, sauf s'ils abandonnaient leur "coutume", c'est-à-dire pour eux leur religion; comme dans les périodes précédentes, ce fut exceptionnel. Ils étaient tenus en grande méfiance: jusqu'en 1914 tout indigène en déplacement devait faire viser un permis de circuler, et tout indigène pouvait faire l'objet d'une mesure d'internement administratif sans procès. En revanche, les musulmans avaient des devoirs militaires; en 1912, le service militaire devint même obligatoire pour tous les indigènes... À partir de 1898 les

¹ À partir du décret Crémieux, "musulman" devint un synonyme commode d'"Algérien non citoyen"; les musulmans (Arabes et Berbères), privés de citoyenneté, s'opposaient aux citoyens français (juifs et chrétiens). À l'époque coloniale le mot employé pour désigner cette dernière communauté était tout simplement "les Algériens", par opposition aux "indigènes": on ne peut plus employer ces mots aujourd'hui, le premier serait source de trop de confusions (mais pensez-y si vous avez l'occasion de lire des textes de l'époque!). Je parlerai parfois par commodité d'"Européens d'Algérie" (bien que les juifs d'origine locale fussent inclus dans ce groupe) ou de "Français d'Algérie" (le mot est plus juste si on le prend ce mot au sens de "citoyen de la République", et en prenant bien soin de ne pas oublier qu'un bonne partie de ces Français était d'origine espagnole ou italienne). Par ailleurs j'emploierai moins dorénavant le terme de "colons", car à partir de la IIIe République une partie des Français d'Algérie étaient nés sur place; en revanche je me permettrai la facilité d'employer celui de "Pieds-noirs", apparu vers 1900, qui n'est pas très aimable mais a l'avantage de la concision.

musulmans furent représentés dans deux organes de création nouvelle, purement consultatifs, les Délégations financières et le Conseil supérieur du Gouvernement; mais le suffrage était extrêmement réduit dans la communauté musulmane (il y avait 5.000 votants, choisis par l'administration française!) et de toute façon les représentants des musulmans étaient minoritaires dans ces deux organes (ils représentaient sept membres sur cinquante au Conseil supérieur du Gouvernement).

L'Algérie connut un essor démographique rapide après 1872. Les Français d'Algérie passèrent de 200.000 en 1871 (260.000 "Européens" avec les étrangers non encore naturalisés) à 750.000 vers 1914. La vitalité démographique de cette communauté, très supérieure à celle des départements du nord de la Méditerranée, explique en partie cet essor; mais il est dû avant tout à l'immigration. Parmi les immigrés de l'époque, on comptait des gens venus d'autres régions de France, dont quelques anciens communards et aussi des Alsaciens et des Lorrains qui refusaient de devenir allemands, ou que l'Allemagne avait expulsés, et qu'on installa sur des terres confisquées aux insurgés de 1871, ce qui ne les gêna absolument pas; beaucoup d'entre eux, cependant, renoncèrent au bout de quelques années et s'installèrent en ville. Mais l'essentiel de l'immigration continuait à venir des pays méditerranéens voisins; Oran en particulier était presque une ville espagnole. Il suffisait de trois ans de résidence en Algérie pour être naturalisé, contre dix au nord de la Méditerranée à partir de 1889. Sans l'apport espagnol on ne peut pas comprendre certains traits de la mentalité pied-noir: le verbe haut, la passion politique, l'irrationalisme parfois. Sans doute aussi l'antisémitisme et le mépris de l'islam n'auraient-ils pas été aussi prononcés sans l'influence de cette Espagne "noire" qui a disparu depuis la mort de Franco mais qui était encore bien vivante à la fin du siècle dernier. Les différents mouvements antisémites eurent un grand succès en Algérie; Drumont, notamment, fut élu député d'Alger en 1900, en pleine affaire Dreyfus. Cela dit, entre deux périodes de fièvre les Algériens envoyaient essentiellement à la Chambre des députés de la majorité (opportunistes dans les années 1880, radicaux dans les années 1900): Drumont perdit son siège dès 1902.

Les Pieds-noirs étaient installés avant tout en ville; mais il existait aussi de petits colons ruraux qui travaillaient la terre, et n'étaient guère plus riches que les musulmans (ce qui ne les rendait pas plus compréhensifs, bien au contraire: ils faisaient tout pour se distinguer des indigènes). Du reste, les villes d'Algérie étaient essentiellement européennes, encore que c'était peut-être déjà un peu moins vrai à la fin de la période ici envisagée (voyez plus bas). Cela se traduisait dans l'urbanisme: Alger, reconstruite et développée sur le modèle haussmannien avec boulevards et immeubles de rapport, ressemblait à n'importe quelle préfecture de France (et y ressemble toujours, crasse et quartiers modernes en plus: cette impression de proximité culturelle est saisissante), à l'exception de la casbah, un ancien ensemble de palais qui se dégradait doucement: avant 1914 c'était le seul quartier à prédominance indigène. Les bourgs ruraux algériens avec leurs rues droites plantées d'arbres, leurs maisons à toits de tuiles, leur café où l'on buvait l'anisette et leur clocher, étaient la négation de l'Orient. Ce fut à cette époque, du reste, que l'Algérie s'effaça de la littérature et des fantasmes orientalistes, lesquels se reportèrent sur des terres moins francisées — le Sahara notamment.

Du fait des effets conjugués de la famine et de la répression il ne restait que 2.100.000 musulmans en Algérie en 1872 contre 2.750.000 au recensement de 1861; cependant l'essor démographique reprit immédiatement après et en 1914 ils étaient cinq millions (un pour sept Pieds-noirs, contre un pour dix en 1871). L'"espoir" d'une marginalisation des indigènes et d'une européanisation progressive de l'Algérie s'était évanoui. Mais c'était une communauté saignée à blanc et humiliée, déstructurée, décapitée (la répression de 1871 se traduisit par la liquidation de nombreuses familles de chefs et la disparition pure et simple de nombreuses tribus comme entités collectivement reconnues), privée d'élites, en partie déculturée: la haute culture arabe classique connut une éclipse presque totale, notamment celle que véhiculaient les docteurs de la loi coranique (les *oulémas*), déjà bien sclérosée en 1830 il est vrai; seule la culture populaire rurale survécut, protégée en partie par l'invraisemblable négligence de la République en matière d'enseignement, qui freina la francisation: seuls 53.000 enfants musulmans étaient scolarisés en 1914! La communauté musulmane cessa de constituer une société, c'est-à-dire un ensemble complexe, cohérent et solidaire, et se trouva réduite, au sein de l'Algérie nouvelle dominée par les pieds-noirs, à l'état de prolétariat (rural au départ) abruti et soumis, en butte à un mépris et à un racisme sans bornes et qui s'exprimait sans aucun fard. Un seul exemple à ce propos: lorsqu'en 1908 Paris émit des velléités d'améliorer l'instruction des indigènes, la Société des Colons vota la motion suivante:

« Considérant que l'instruction des indigènes fait courir à l'Algérie un véritable péril, tant du point de vue économique qu'au point de vue du peuplement français [les pieds-noirs craignaient la concurrence pour les emplois qualifiés], la Société émet le vœu que l'instruction primaire des indigènes soit supprimée ».

La mise en valeur de l'Algérie progressa spectaculairement, grâce à des investissements massifs (dus aux grandes banques pour l'essentiel). Cet essor fut avant tout celui du vignoble de la plaine côtière, qui passa de vingt mille hectares en 1871 à cent quatre-vingt mille en 1914. Cela n'alla d'ailleurs pas sans crises, contemporaines de celles que j'ai évoquées pour la métropole: le phylloxéra (dans les années 1890), la surproduction dans les années 1900. Bien plus qu'au nord de la Méditerranée, la viticulture algérienne était aux mains de grands propriétaires: ainsi la famille Borgeaud, qui possédait près d'Alger le domaine de la Trappe. Les

vergers, les céréales se développèrent également; il faudrait aussi évoquer quelques mines, notamment de fer et de phosphates. En revanche l'agriculture indigène stagnait — avec pour résultat un sous-emploi rural de plus en plus prononcé. Dès avant 1914, le surplus de population rurale commençait à se déverser sur les villes, qui s'"indigénéisaient" lentement; ces migrants étaient réduits à des emplois très peu qualifiés, quand emploi il y avait (le petit cireur de chaussures indigène était un personnage typique de la rue d'Isly, le centre commerçant de l'Alger coloniale). Cela ne veut pas forcément dire que le niveau de vie des musulmans s'aggrava (du point de vue médical et sanitaire, il s'est certainement amélioré, ne serait-ce que par les seuls effets de la paix); mais dans la situation d'humiliation et d'abrutissement que je viens de décrire, la notion d'"amélioration du sort des indigènes" n'a strictement aucune pertinence; le discours que tiennent aujourd'hui encore à ce sujet certains Pieds-noirs (pas tous, fort heureusement!) est à mon avis parfaitement obscène.

Par ailleurs, ce fut durant la période 1880-1910 que la France pénétra le **Sahara**; cette pénétration se fit à partir de l'Algérie, mais le Sahara, quoique administré depuis Alger, ne fut jamais assimilé aux départements algériens¹. Depuis le second Empire on rêvait beaucoup à une voie transsaharienne, avec un chemin de fer. La pénétration réelle commença avec la mission Flatters, qui parvint à s'aventurer jusque dans le massif montagneux du Hoggar, mais s'y fit tailler en pièces par les Touaregs en février 1881: tous les Européens moururent. Durant plus de quinze ans, personne n'osa plus aller se frotter aux "hommes bleus". En 1898-1900, le commandant Lamy parvint à prendre le contrôle de cette région (c'est-à-dire à établir une ligne de forts) et même à traverser le désert jusqu'au lac Tchad, où il mourut aux mains des indigènes².

La "pacification" du Sahara dura jusque vers 1910; liée à la personnalité de Laperrine, l'inventeur des harkas de méharistes, elle est toujours restée très imparfaite. En témoigne la fin du **père de Foucault** (1858-1916): cet ancien officier de famille noble, agnostique mondain et homme à femmes dans sa jeunesse, revenu au catholicisme en 1886-1888 et devenu prêtre en 1901 (après un séjour dans un monastère de la Trappe en Syrie), s'installa en Algérie en 1902, et à Tamanrasset, en plein cœur du Hoggar, en 1905. Contrairement aux Lavigerie et consorts, il ne cherchait pas à christianiser les musulmans (jamais il ne réalisa aucune conversion) mais à mener un apostolat par l'exemple, en manifestant le message chrétien sous la forme de l'humilité, de la pauvreté, de la charité, de la prière contemplative: en cela, il annonçait les missionnaires d'aujourd'hui, les Mère Teresa et les Sœur Emmanuelle. Mais il était très isolé dans l'Église de son temps, laquelle refusa tous ses projets de congrégations. Par ailleurs on lui doit une grammaire et un dictionnaire touaregs. La grande popularité qu'il parvint à acquérir parmi les Touaregs à force de dévouement ne l'empêcha pas d'être assassiné par une bande de razzieurs.

C) La Tunisie.

En 1870, la France exerçait déjà une grande influence en Tunisie, où le régime du beylicat était en pleine déconfiture, entre autres raisons parce que le contrôle exercé par les Européens sur les douanes privait le bey des ressources nécessaires à l'entretien d'une armée et d'une police. En particulier l'insoumission chronique de la tribu des Khroumirs, sur les confins algériens, donnait à la France un prétexte pour envoyer des protestations incessantes.

À cette situation de départ s'ajouta le **jeu de la diplomatie européenne**: deux ans avant la conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique, la Tunisie a été le premier pays colonisé à la suite d'une négociation, d'une ébauche de partage du monde en zones d'influences. Plusieurs puissances européennes avaient des intérêts dans cette région et eussent aimé la faire passer dans leur sphère d'influence: l'Italie (toute proche et qui rêvait déjà, bien avant Mussolini, d'un Empire circumméditerranéen, une sorte d'Empire romain ressuscité); le Royaume-Uni, car la Tunisie contrôle au sud un détroit essentiel pour la circulation en Méditerranée (au centre de ce détroit, la Grande-Bretagne possédait Malte depuis les guerres napoléoniennes); la France, car l'Algérie était toute proche. Ce fut finalement Bismarck, au congrès de Berlin en 1878³, qui décida la Grande-Bretagne à renoncer à ses prétentions et conseilla même ouvertement à Waddington, le président du Conseil français, d'occuper la Tunisie (« la poire est mûre »). Il s'agissait évidemment de détourner la France de l'Alsace-Lorraine en la lançant dans l'aventure coloniale; et accessoirement de la brouiller avec l'Italie, la "sœur latine". Sur ce

¹ Ce fut le F.L.N. qui en 1961, lors des négociations préliminaires aux accords d'Évian, obtint que le Sahara fût rattaché à l'Algérie indépendante.

² N'Djamena s'est longtemps appelée Fort-Lamy.

³ Les affaires tunisiennes n'y furent qu'une affaire annexe. Ce congrès sanctionnait avant tout le recul de l'Empire ottoman en Europe, une poussée de la Grèce vers le nord, l'indépendance définitive de la Roumanie, de la Serbie, de la Bulgarie et du Monténégro, et l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par Vienne — c'est-à-dire le partage des Balkans en zones d'influence (anglaise, russe, austro-hongroise).

dernier point il réussit au-delà de toutes les espérances, mais ce succès eut des conséquences incalculables: l'Italie, furieuse de la perte de la Tunisie, se trouva rejetée vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, avec lesquels elle forma une "triple alliance" ou Triple (en 1882); c'était le début de l'engrenage des alliances, qui a joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la première guerre mondiale.

Paris hésita durant trois ans; ce fut finalement **Ferry**, président du Conseil, qui décida l'intervention en mars 1881, sous la pression des Français d'Algérie, d'intérêts économiques déjà présents en Tunisie (dans l'agriculture et les transports, plus les créanciers du bey) et d'un noyau de hauts fonctionnaires au quai d'Orsay, convaincus que la renaissance de la France ne pouvait passer que par la grandeur coloniale. Idées que Ferry, à l'origine peu au fait des problèmes coloniaux, ne tarda pas à adopter, comme on l'a vu plus haut, en partie semble-t-il sous l'influence de Gambetta. Sous le prétexte d'une énième incursion des Khroumirs dans le Constantinois, la France envoya d'Algérie une expédition, forte de dix mille hommes, qui prit Tunis en trois semaines, tandis que d'autres soldats arrivaient par mer.

En mai 1881 le bey dut accepter de signer le **traité du Bardo** (du nom du palais où il résidait) par lequel il acceptait le protectorat de la France, une formule inédite dans l'Histoire de l'Empire colonial français, due à l'imagination de Gambetta qui ne voulait pas entendre parler d'administration directe à l'algérienne (ainsi qu'à l'exemple britannique aux Indes), et qui fut immédiatement reprise ailleurs (notamment en Indochine)¹. L'État tunisien continuait à exister et le monarque restait en place, mais la France aurait à Tunis un résident général qui contrôlerait la politique étrangère et financière de la Tunisie; elle s'accordait aussi le droit d'occuper militairement « tous les points jugés nécessaires pour assurer le rétablissement de l'ordre et de la sécurité ». Ferry, qui avait agi sans consulter les députés, eut du mal à faire ratifier le traité par la Chambre; finalement un seul député vota contre le traité (89 s'abstinrent, dont Clemenceau), et aucun sénateur. Six mois après, les souvenirs de l'affaire de Tunisie jouèrent un rôle dans la chute du premier gouvernement Ferry; mais les problèmes soulevés par les opposants étaient celui de l'arbitraire de l'exécutif vis-à-vis de la Chambre et celui des pressions des milieux d'affaires sur le gouvernement, nullement celui des droits des Tunisiens. Des révoltes éclatèrent en Tunisie dans les semaines suivant le traité: il fallut six mois pour les réduire, il fallut surtout porter le corps expéditionnaire à cinquante mille hommes.

Dans les décennies qui suivirent, en contradiction avec l'esprit du traité du Bardo la France intervint de plus en plus directement dans les affaires du protectorat. Par le traité de Marsa, en 1883, Paris s'arrogea le droit de contrôler l'administration tunisienne. Le résident général présidait en droit le conseil des ministres tunisiens; trois ministères étaient dirigés par des Français, les Finances, les Travaux publics et l'Éducation. À l'échelon local, les 38 caïds (sortes de préfets) et les cheïkhs (chefs de villages) étaient placés sous l'autorité de contrôleurs civils français. Bref, **ce protectorat ressemblait furieusement à une colonie** placée sous administration directe. En 1914 la Tunisie était pratiquement intégrée à l'espace douanier français; les "indigènes" tunisiens (un million sept cent mille musulmans et juifs au total — il n'y eut pas d'équivalent du décret Crémieux pour les juifs de Tunisie) étaient soumis au service militaire obligatoire dans l'armée française. Toute une économie coloniale se développa (vignobles, oliveraies, mines de phosphates); on aménagea des voies ferrées et des ports. Les colons accaparèrent les terres les plus fertiles et devinrent majoritaires à Tunis; mais ils ne furent jamais aussi nombreux qu'en Algérie. Ils étaient quand même cent cinquante mille en 1914, dont deux tiers d'Italiens (non naturalisés et dotés de leur propre système d'enseignement) fort peu solidaires de la France; dans les années d'entre-deux-guerres ils accueillirent d'une oreille complaisante les réclamations de Mussolini sur "cette terre italienne volée par la France".

D) Le Maroc.

La **conquête** du Maroc² est **très tardive**: elle date des années précédant la première guerre mondiale, soit une génération après la Tunisie et trois générations après l'Algérie. D'une certaine manière, le Maroc est l'anti-Algérie (la Tunisie occupant une place intermédiaire): la France n'y est restée que 44 ans; le Maroc a toujours conservé sa personnalité étatique (sous protectorat), son souverain, son administration, avec moins

¹ Des monarques africains et océaniens avaient déjà accepté "la protection" de la France, mais il ne s'agissait pas d'un régime permanent, fixe et codifié par des lois: juste d'une déclaration de "liens privilégiés" avec l'une des puissances européennes. Le protectorat cambodgien n'avait guère été codifié non plus; il le fut précisément dans les années 1880.

² Je rappelle que ce mot veut dire tout simplement "l'Occident" (vu de la Mecque, évidemment); et qu'en Arabe cela se dit... Maghreb! Ceci dit, en arabe ce mot a *aussi* le sens qu'il a en français. "Maghreb" s'oppose à "Machrek" ("l'Orient", "le Levant"), un mot qui n'a pas eu la même fortune en français, mais que vous trouverez sous la plume de certains spécialistes du monde arabe. Par ailleurs, les limites de ce "royaume de l'Occident" ont beaucoup varié; Oran en a longtemps fait partie.

d'interférences françaises qu'en Tunisie; les élites traditionnelles (tribales, religieuses et culturelles, commerçantes) n'ont pas disparu, bien au contraire à l'indépendance la "noblesse" était plus puissante que jamais; la fierté d'être marocain a toujours subsisté. Il n'y a pas eu installation massive d'Européens, sauf à Casablanca, une ville qui du reste a toujours été une enclave étrangère au Maroc, comme son nom l'indique assez bien. Ces différences issues de la colonisation se sont superposées à d'autres plus anciennes: alors que l'Algérie n'a jamais eu de personnalité affirmée (elle a longtemps été avant tout un repaire de pirates et de commerçants; en 1830 c'était une sorte de bout du monde ottoman), le Maroc, nid d'aigles isolé entre l'océan et le désert, est un vieil État, fier de son passé (un passé plus berbère qu'arabe, d'ailleurs), de sa dynastie (le Sultan descend du Prophète; il est commandeur des croyants), de sa culture (les villes royales et leurs superbes palais, l'un des artisanats les plus raffinés du vieux monde).

Tout ceci explique assez largement la différence entre les deux décolonisations, et entre les situations politiques actuelles des deux pays, même si grâce au pétrole l'Algérie garde officiellement un niveau de vie supérieur au Maroc. La société marocaine est une société pauvre, injuste et brutale, mais elle n'a pas été ravagée, atomisée, "décervelée" par la colonisation.

En 1900, le Maroc avait réussi à conserver une bonne partie de son territoire, à l'exception de l'Oranais et d'un certain nombre de points dont l'Espagne s'était emparée sur la côte, souvent de très longue date: les "présides" de la côte nord (Ceuta, Melilla), Ifna et le Rio de Oro sur le littoral atlantique¹. C'était un État étendu (450.000 km²), stratégiquement situé au sud du détroit de Gibraltar, au sous-sol riche sans doute (tout ce qui était mal connu faisait saliver; du reste on connaissait déjà l'existence des grands gisements de phosphate). De plus, après une série de règnes brillants le souverain du moment était un médiocre; l'État était faible, perpétuellement désargenté, et contrôlait très mal les montagnes berbères, officiellement appelées *al-bled as-siba*: le pays insoumis. Rien d'étonnant à ce qu'en ce début du XXe siècle **le Maroc fit l'objet de nombreuses convoitises**. Celles de la France évidemment, bien décidée à compléter son Empire africain; mais aussi celles de l'Allemagne, qui, arrivée un peu tard dans la grande curée, réclamait des colonies à cor et à cri; sans oublier l'Espagne, humiliée par les États-Unis en Amérique en 1898 et qui aurait volontiers vu dans la conquête du Maroc, outre le moyen de laver cette humiliation, un prolongement de la *Reconquista*. Enfin la Grande-Bretagne ne pouvait pas être indifférente à ce qui se passait en face de Gibraltar.

De 1900 à 1905, le ministre des Affaires étrangères, le radical Paul **Delcassé**, entreprit une campagne diplomatique destinée à lever les réticences européennes quant à une installation française au Maroc. Delcassé était très proche des lobbys favorables à un protectorat, lobbys où l'on retrouvait des militaires lassés des razzias sur la frontière et avides de médailles, des politiciens d'Oran, des hommes d'affaires alléchés par les promesses de profits. Il était pressé par deux grands groupes financiers, contrôlés respectivement par Schneider et Paribas, et qui se disputaient depuis longtemps l'"honneur" de prêter au Sultan; Schneider plaçait aussi ses produits au Maroc, des armes notamment. Les négociations se passèrent bien avec la Grande-Bretagne (la France renonça solennellement à l'Égypte, déjà passée en réalité sous protectorat britannique — elle n'y conservait que 50% des actions du canal de Suez, quelques banques et entreprises, et un solide capital de sympathie culturelle), ainsi qu'avec l'Espagne à qui l'on promit l'extrême-nord du pays, au nord de la chaîne du Rif, et l'extrême-sud saharien.

Mais l'offensive se brisa sur le refus de l'Allemagne, qui se manifesta spectaculairement par le "**coup de Tanger**": un jour de mars 1905, dans le contexte tendu de la Révolution russe, l'empereur Guillaume II débarqua en personne dans le port marocain de Tanger et affirma solennellement, contre les prétentions françaises, le principe de la souveraineté intangible du Maroc. Autrement dit, il menaçait implicitement de déclencher une guerre en cas d'intervention française. Au mois de juin, le président du conseil français, Rouvier, dut accepter la démission de Delcassé, dont l'Allemagne exigeait le départ, et la réunion d'une conférence internationale sur le Maroc: ce fut la **conférence d'Algésiras**, qui se tint de janvier à avril 1906. La France obtint certains droits particuliers au Maroc: elle fournirait des instructeurs pour la police marocaine, elle contrôlerait la sécurité dans les ports. Mais il n'était pas question de protectorat: le Maroc, comme la Chine, devait rester "ouvert à la

¹ Ces deux derniers points d'appui représentaient l'ébauche du futur Sahara espagnol, une région qui fut réoccupée par le Maroc en novembre 1975 (Franco était en train d'agoniser; l'Espagne s'appropriait d'ailleurs à donner l'indépendance à sa colonie) à l'occasion de la fameuse "marche verte" organisée par le roi Hassan II. Dans les années 1970 et 1980 une guérilla téléguidée par l'Algérie, le front Polisario, a prétendu en faire une république touarègue indépendante, avec un certain succès médiatique en Occident. Reconnue par l'O.U.A., la "République sahraouie" semble actuellement victime des réductions budgétaires à Alger et ne fait guère plus parler d'elle (un cessez-le-feu est en vigueur depuis 1991), mais l'affaire n'est toujours pas réglée avec l'O.N.U., le Maroc refusant d'organiser un référendum. La population, elle, est ni plus ni moins marocaine que les Touaregs de Tamanrasset sont algériens.

concurrence pacifique de toutes les nations". Delcassé semblait avoir complètement échoué, même si les investissements et les prêts français au Maroc n'étaient pas menacés (l'ingérence économique française continua de plus belle dans les années suivantes).

Ce fut alors que **les militaires prirent la relève**; on a vu qu'ils étaient très présents sur les confins algéro-marocains, sous le prétexte de contrôler les tribus insoumises et les bandes de pillards. En 1907, des troubles éclatèrent à Casablanca; des Européens furent assassinés. Paris fit débarquer quatre mille hommes pour le maintien de l'ordre, comme le traité d'Algésiras lui en donnait le droit... mais une fois l'ordre rétabli en ville, ils exigèrent de rester pour soumettre aussi les tribus environnantes, et Paris ne fit guère de difficultés. En 1908 ils étaient quatorze mille et ils guerroyaient à cent kilomètres de Casablanca; leur brutalité était dénoncée par Jaurès à la Chambre. En 1907 aussi, d'autres troupes pénétrèrent au Maroc par l'est, sous les mêmes prétextes. C'étaient celles de Louis **Lyautey** (1854-1934), un officier issu d'une famille de militaires de tradition légitimiste, saint-cyrien, spécialiste des colonies: il avait été en poste en Algérie, au Tonkin, à Madagascar, en Algérie à nouveau, avec quelques intermèdes dans des garnisons de métropole où il s'ennuya à mourir. Comme Faïdherbe, on en fit plus tard l'archétype du colonisateur généreux, soucieux de modernisation, respectueux des indigènes, promoteur d'un problème "humanisme colonial". De 1907 à 1910, Lyautey occupa tout le Maroc oriental, usant de méthodes infiniment moins brutales que ses collègues: il avait compris que la colonisation ne pouvait se faire que si la France inspirait la confiance et apportait la paix au lieu d'ajouter la violence à la violence. Dans ce contexte, l'État marocain menaçait de s'effondrer, d'autant que les tribus en profitèrent pour se rebeller; à Fez, la capitale, les révolutions de palais se multiplièrent. Les sultans réagissaient en faisant appel à des Français pour les postes administratifs délicats. Finalement en 1911, le sultan du moment fit appel aux troupes françaises pour le protéger contre des révoltés. En juillet 1911, les Français entrèrent à Fez...

Alors Berlin se fâcha de nouveau, accusant la France de n'avoir pas respecté le traité d'Algésiras, ce qui était difficilement niable. L'Allemagne tenta de refaire le coup de Tanger: en juillet 1911, elle envoya un navire de guerre dans le port d'**Agadir**. En fait, à cette date elle savait bien qu'il était trop tard, que le Maroc était perdu pour elle: elle voulait seulement des compensations. Cela n'empêche pas que cette seconde crise marocaine mit la France et l'Allemagne au bord de la guerre, pour la deuxième fois en six ans. Mais Joseph Caillaux, qui était alors président du Conseil, choisit la négociation. Il entama des pourparlers et, en novembre, aboutit à un compromis: il céda à l'Allemagne une partie du Congo français en échange d'une entière liberté d'action pour la France au Maroc; ces territoires furent rattachés au Cameroun, alors colonie allemande. C'était, du point de vue de la France, une politique raisonnable et, de plus, couronnée de succès (le Maroc était bien plus intéressant pour la France que les régions pauvres et enclavées cédées à l'Allemagne); mais elle provoqua une campagne hystérique des nationalistes, qui ne pardonnèrent jamais à Caillaux d'avoir "bradé" des terres françaises. Quant aux Marocains et aux habitants du Congo, personne évidemment ne leur demanda leur avis.

Désormais la France avait les mains libres: en mars 1912 elle imposa au sultan un **traité de protectorat** calqué sur le traité du Bardo. L'Espagne, comme prévu, occupa l'extrême-nord du pays (qui conserva cependant une seule personnalité étatique) et l'extrême-sud (qu'elle en détacha); la ville de Tanger fut "internationalisée", c'est-à-dire qu'elle s'ouvrit à tous les trafics.

Lyautey fut nommé résident général; il acheva la conquête du pays en 1913-1914. Il appliqua le traité de protectorat dans un sens beaucoup plus libéral qu'en Tunisie, laissant une large autonomie à l'administration marocaine; il était profondément respectueux de l'identité marocaine, de ses traditions, des structures sociales traditionnelles¹; mais, caricature du despote éclairé (ou peut-être du monarque légitimiste?), il se considérait comme tout-puissant dans son domaine, affichait le plus grand mépris envers Paris comme envers l'opinion des Marocains: il était à la tête du Maroc, voulait son bien, et le Maroc n'avait qu'à lui obéir. Lyautey fit construire des écoles et des dispensaires, des routes et des ports; il fit limiter la hauteur des bâtiments dans les quartiers nouveaux de villes pour qu'ils n'écrasassent pas les anciens quartiers, les *médinas*, sauvant en bonne partie le charme des villes marocaines; surtout, et c'est sans doute essentiel, il ne détruisit pas l'État marocain et découragea la colonisation à l'algérienne, l'immigration en provenance d'Europe.

E) L'Afrique noire continentale (A.E.F. et A.O.F.).

En 1870, l'Afrique était à peine pénétrée: c'était encore le "continent mystérieux" qui figurait en blanc sur les cartes. Mais l'on sentait bien que cette situation n'allait pas durer longtemps: les projets d'exploration se multipliaient; surtout, lorsque les Européens pénétraient dans l'intérieur, comme Faïdherbe au Sénégal, ils ne rencontraient pratiquement pas de résistance.

¹ Et fort attiré par les jeunes Marocains... D'où ce mot célèbre et délicat de Clemenceau: « Lyautey? Un homme qui a "des couilles au cul"! L'ennui, c'est que ce ne sont pas toujours les siennes... ».

C'était que **L'Afrique traversait une crise profonde**, due évidemment avant tout aux effets de la traite (non seulement la saignée démographique, mais aussi la déstructuration des sociétés: je pense en particulier au fait que la traite n'aurait pas été possible si certains clans ne s'étaient pas spécialisés dans la capture d'autres Africains...); et à des facteurs internes: la multiplicité des ethnies, des langues et des cultures et l'absence de facteurs unificateurs (une religion, un Empire), la quasi-absence de civilisation urbaine et de culture écrite, l'extrême difficulté des communications ont fait de l'Afrique noire un conservatoire d'archaïsmes et un paradis pour anthropologues, mais il ne faut perdre de vue qu'elles ont contribué à entretenir une misère et une violence extrêmes. Il faut éviter d'idéaliser les sociétés africaines précoloniales, qui étaient très profondément inégalitaires et très injustes! Toujours est-il que vers 1870, partout l'économie était profondément déprimée et les structures politiques demeuraient extrêmement archaïques; on peut même parler d'une régression par rapport au XVe siècle, avec notamment l'effacement des grands royaumes du Moyen Âge (Kongo, Ghana, Gao, etc.). Évidemment les milieux colonialistes européens n'insistaient pas sur cette réalité, mais plutôt sur les immenses potentialités que devait recéler le continent noir. En 1879, Freycinet estimait la population du Soudan (ce qu'on appellerait aujourd'hui le Sahel) à 100 millions d'habitants... Il en comptait le cinquième au maximum!

Dans les années 1870, le mouvement de conquête se poursuivit lentement, selon les mêmes modalités que dans les décennies précédentes. Mais ce fut surtout l'époque des grandes explorations, qui semblaient préluder à un mouvement d'une autre ampleur, et plaçaient les puissances européennes en situation de confrontation directe. C'était avant tout l'immense bassin du fleuve Congo qui était au centre de ce "grand jeu"¹, de ce *scramble for Africa*.

Du côté français, le personnage central fut Pierre **Savorgnan de Brazza** (1852-1905). Issu d'une très vieille famille de la noblesse vénitienne et romaine (il avait deux doges parmi ses ancêtres et un oncle cardinal!), il rêvait d'exotisme depuis sa tendre enfance. Il se fit naturaliser français pour entrer à l'École navale. En 1873, à vingt et un ans, il arriva au Gabon et se lança immédiatement dans l'exploration, largement financée par lui-même et par sa famille, du fleuve Ogooué, possible voie de pénétration dans l'intérieur (le bas Congo est coupé par des rapides, toujours infranchissables en bateau aujourd'hui). Une première expédition ne donna pas grand-chose; Brazza repartit en 1880, avec un financement officiel, et atteignit les rives du moyen Congo (le *pool*, là où le grand fleuve redevient navigable en amont des rapides), à peu près à l'endroit où se dresse la ville qui porte toujours son nom, Brazzaville. Au passage, en septembre 1880 il fit signer un traité de protectorat au monarque local, le Makoko Batéké (souverain des Tékés); les explorateurs de l'époque étaient coutumiers de ce type de pratique, dont les implications échappaient largement aux cosignataires — quand on prenait seulement la peine des les informer du contenu du document qu'ils paraphaient dignement d'une croix! Il faut dire que le temps pressait: quelques semaines après, Stanley arriva sur l'autre rive du Congo, à l'emplacement de l'actuelle Kinshasa.

Henry Morton **Stanley** (1841-1904) était un journaliste et explorateur britannique qui s'était rendu célèbre en 1871 à l'occasion d'une expédition financée par un journal américain, à l'issue de laquelle il avait retrouvé sur les rives du lac Tanganyika le père Livingstone, un missionnaire qui s'était enfoncé dans les profondeurs de l'Afrique dont on n'avait plus de nouvelles depuis des années. De cette épopée il avait fait un best-seller, *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, où se trouve notamment la fameuse scène de la rencontre: dans la boue et la chaleur d'un village africain, Stanley, épuisé, crotté, rongé de fièvres mais toujours britannique, aborde Livingstone, qui ne lui a pas été présenté, par la phrase de rigueur en ce cas: « docteur Livingstone, je présume? ». Entre 1874 et 1877, Stanley fut le premier Européen à traverser l'Afrique de Zanzibar à l'estuaire du Congo: il en tira un autre immense succès de librairie, *À travers le continent mystérieux*. La Grande-Bretagne s'étant montrée réticente à ses offres de prise de contrôle de la région (elle était déjà bien pourvue en colonies), il se mit au service du roi des Belges, Léopold II, qui finança les expéditions suivantes à titre personnel, sous le couvert d'une "Association internationale africaine" aux motivations philanthropiques (lutter contre l'esclavage, etc.).

Chacun de leur côté, Stanley et Brazza organisèrent à leur retour une grande campagne de publicité. Les opinions publiques se passionnèrent. Après une série de contacts diplomatiques d'une extrême complexité, les gouvernements européens décidèrent la réunion d'une grande conférence, la **conférence de Berlin** (de novembre 1884 à février 1885). En terrain plus ou moins neutre (l'Allemagne n'était pas encore très intéressée par des colonies, ce qui ne l'empêcha pas de s'en faire attribuer quelques-unes), les puissances européennes se partagèrent l'Afrique en "zones d'influences". En particulier, la France obtint la rive droite du Congo, explorée par Brazza; en revanche les régions explorées par Stanley formèrent l'"État indépendant du Congo", possession

¹ Référence à Kipling (*Kim*), qui employait l'expression à propos des rivalités anglo-russes pour l'Afghanistan.

personnelle de Léopold II¹; cet immense territoire revint à la Belgique à la mort du souverain, en 1907, et forma le "Congo belge". C'est aujourd'hui la République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Bien entendu, la conférence de Berlin ne régla pas tous les problèmes de détail, d'autant plus qu'on manquait de cartes précises; il y eut notamment des empoignades de marchands de tapis avec la Grande-Bretagne à propos du moyen Niger, avec l'Allemagne à propos des limites du Congo français et du Cameroun; et surtout la crise de **Fachoda**, en 1898.

La frontière du Soudan français et de la zone d'influence britannique en Afrique orientale n'avait pas été pas clairement délimitée. Les Britanniques entendaient bien s'emparer de tout le bassin du Nil (ils rêvaient d'un domaine allant d'un seul tenant "du Cap au Caire"); la France, bien décidée à faire son possible pour empêcher cela, rêvait de son côté de joindre ses colonies à la Côte française des Somalis, bien isolée sur la mer Rouge (donc elle rêvait d'un domaine allant "de Dakar à Djibouti"); s'y ajoutait le désir de menacer l'Égypte sous protectorat anglais en s'emparant des sources du Nil. En 1896, une société savante lança la **mission Marchand**, une mission d'exploration "du Congo au Nil"; sous le couvert de cette mission, qui bénéficiait de subsides officiels, se cachait (mal) un projet très politique inspiré par le ministre des Affaires étrangères, Hanoteaux (on a vu à propos de Brazza combien les notions d'exploration et de colonisation pouvaient être proches). Une autre expédition devait venir rejoindre Marchand depuis Djibouti, par l'Abyssinie²; les Britanniques étaient censés être neutralisés par une révolte à tonalité religieuse qui avait éclaté un peu plus au nord sur les confins du Soudan et de l'Égypte, la révolte mahdiste.

Las! Lorsqu'en juillet 1898 la mission Marchand ("quinze hommes et cent cinquante nègres" selon la formule de l'époque) parvint au bourg de Fachoda, sur le haut Nil, les Britanniques, dirigés par Kirchner et forts de 9.000 hommes, étaient déjà là; six mois durant ils assiégèrent le fortin construit par les Français, et ils empêchèrent la liaison avec la seconde expédition. L'affaire fit grand bruit en Europe et mena la France et la Grande-Bretagne au bord de la guerre; la presse se déchaîna. Finalement la France céda; Marchand n'abandonna la position que sur l'ordre explicite du gouvernement et rentra triomphalement par Djibouti; il fut accueilli à Paris par une foule nationaliste en délire. Les nombreuses pièces d'art africain ramenées par la mission Marchand furent en partie à l'origine, d'une part des collections du Musée de l'Homme, d'autre part, pour celles qui se retrouvèrent chez les brocanteurs, de la fascination des cubistes pour l'"art nègre".

Ces "petites difficultés" mises à part, ne restait plus, en théorie, qu'à prendre le contrôle effectif des zones attribuées à la France à la conférence de Berlin. Cela se fit sans trop de problèmes. La **boucle du Niger** fut occupée entre 1883 et 1893 à partir du Sénégal (Galliéni y fit ses premières armes); l'an 1893 vit la prise de la mythique Tombouctou. Le **Tchad** passa sous contrôle français entre 1897 et la fin des années 1900. Par ailleurs, les Français prirent le contrôle de l'arrière-pays de leurs anciens comptoirs du **golfe de Guinée**, en Côte d'Ivoire, au Dahomey (l'actuel Bénin), dans les Rivières du sud, l'actuelle Guinée-Conakry (où l'on eut toujours du mal à contrôler le massif du Fouta Djallon), etc. La France parvint à établir, par le Sahel, une continuité entre toutes ses colonies d'Afrique (sauf la Côte des Somalis), entre lesquelles les colonies anglaises, portugaises, espagnoles se trouvaient enclavées; en revanche, l'arbitrage de 1911 avec l'Allemagne aboutit à tronçonner les possessions congolaises de la France en trois morceaux (situation très provisoire, puisque le Cameroun allemand passa aux mains de la France en 1919). Surtout, le Royaume-Uni possédait le Nigéria et l'Afrique du sud, de loin les deux régions à plus fort potentiel économique du continent. Lord Salisbury, un secrétaire au Foreign Office, avait beau jeu de moquer (vers 1890) "le coq gaulois grattant le sable du désert"!

Parfois les choses se firent de manière relativement pacifique (ainsi en Guinée où un officier français parvint à se faire nommer roi sans violence; en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta, l'actuel Burkina Faso); parfois aussi elles se passèrent épouvantablement, avec massacres de villages entiers (ou déportations massives sur des centaines de kilomètres), distribution des femmes aux soldats, destruction systématique des structures politiques locales, etc.: des régions entières furent vidées de leur population par la peur et la pratique systématique de la "terre brûlée" par les colonisateurs, notamment là où étaient apparus des ébauches d'États (et donc des foyers de

¹ La capitale s'est appelée Léopoldville jusqu'au début des années 1970. Stanleyville était le nom de la ville qui s'appelle aujourd'hui Lumumbashi, et sur laquelle il existe un roman magnifique: *À la courbe du fleuve*, de V.S. Naipaul.

² Le Négus Ménélik, fondateur de l'Abyssinie moderne, était plutôt francophile par hostilité aux Italiens, qui contrôlaient les côtes (l'Érythrée, la partie orientale de la Somalie) mais venaient de se faire écraser par les Abyssins à Adoua en 1896. On voit que la région était l'objet de toutes les convoitises! La ligne de chemin de fer Djibouti-Addis Abbéba, dont la construction avait commencé en 1897, fut achevée en 1917; mais la France n'eut jamais de velléités de protectorat sur l'Abyssinie.

résistance organisée qu'il s'agissait d'écraser), comme le royaume mandingue de Samory¹, sur la rive droite du Niger, ou le royaume du Bénin dans l'arrière-pays du Dahomey. Les soldats au service de la France étaient essentiellement des supplétifs africains, ce qui évidemment n'exonérait pas l'encadrement ni les donneurs d'ordres de leurs responsabilités: certains officiers, grisés par leur toute-puissance et l'absence totale de contrôle et de sanctions, faisaient preuve d'un sadisme pathologique, tuant et torturant par jeu. L'une des expéditions les plus sanglantes fut celle des capitaines Paul **Voulet** et Julien **Chanoine**, qui tentèrent de relier le Niger au Tchad en 1899 (en liaison avec l'expédition de Lamy à travers le Sahara); après avoir entre autres rayé de la carte une ville de dix mille habitants, Birni Nkonni², et liquidé le colonel envoyé de Paris pour les arrêter, ils finirent massacrés par leurs propres tirailleurs sénégalais. Une proclamation de Meynier, l'un des Français, le jour de l'assassinat du colonel, donne le ton:

« Quant à moi, je suis hors-la-loi, je renie ma famille, mon pays, je ne suis plus français, je suis un chef noir. L'Afrique est grande, j'ai six cent hommes qui me sont dévoués; pour me prendre, il faudra cinq mille hommes et vingt millions; je ne crains rien. Je ne regrette rien de ce que j'ai fait (...) En somme, mon action de ce matin n'est autre chose qu'un coup d'État. Si nous étions à Paris, je serais aujourd'hui le maître de la France ».

L'affaire fit scandale parce qu'en pleine affaire Dreyfus l'armée chosait, pour une fois, de ne pas l'étouffer afin de ne pas donner d'arguments supplémentaires aux dreyfusards (elle faisait déjà beaucoup de rétention d'information!); mais il n'y eut pas de sanctions pour les survivants: on incrimina la "soudanite", la folie qui parfois, disait-on, saisissait les Blancs sous le soleil d'Afrique, sans analyser les liens de ce genre de dérive avec l'essence du système colonial³. L'expédition Voulet-Chanoine figure aujourd'hui au programme des écoles dans toute l'Afrique.

Partout le système mis en place fut celui de l'**administration directe**; le temps de Faïdherbe, qui avait su laisser du pouvoir aux chefs traditionnels, était bien loin. Les domaines africains de la France furent divisés en deux grands ensembles dirigés par des gouverneurs généraux, l'Afrique occidentale française (A.O.F., née en 1895), gérée depuis Dakar, et l'Afrique équatoriale française (A.E.F., dénomination apparue en 1910), gérée depuis Brazzaville à partir de 1903. À l'échelon inférieur, quatorze colonies (six en A.O.F. et huit en A.E.F.): le Sénégal, le Tchad, la Côte d'Ivoire, etc., dirigées par des gouverneurs, sans aucune unité ethnique, ni même géographique le plus souvent: les limites étaient tracées à la règle sur les cartes. Au-dessous encore, des "cercles administratifs" dirigés par des administrateurs tout-puissants, aidés par des commis, des interprètes et des miliciens (les "tougourous") qui terrorisaient la population. Sauf exceptions de moins en moins nombreuses avec le temps les structures de pouvoir indigène ne subsistaient qu'à l'échelle du village, et les chefs étaient nommés par l'administration, souvent contre la "coutume" (la chefferie africaine actuelle descend de ces organes coloniaux, et en aucune manière des élites précoloniales!)⁴. Madagascar et la Côte française des Somalis étaient gérées à part; Dakar, Saint Louis et Gorée avaient le statut de "communes de plein exercice", en souvenir du passé. Sauf dans ces trois communes dont tous les habitants étaient citoyens français, le statut des indigènes d'Afrique était calqué sur celui des Algériens: on appelait cela le "statut de l'indigénat".

La **mise en valeur** fut des plus modestes: quelques chemins de fer (dont un Saint-Louis-Dakar), quelques ports, quelques cultures industrielles à la fin de la période (du riz, du coton dans la boucle du Niger, de l'arachide au Sénégal, du café, du caoutchouc...). L'essentiel des terres était aux mains de compagnies concessionnaires (il y en avait quarante en A.E.F., qui se partageaient 70% du territoire) à qui on avait distribué gratuitement pour trente ans des centaines de milliers d'hectares. Certaines faisaient des profits colossaux grâce à la main-d'œuvre bon marché et aux prix très élevés des produits coloniaux sur le marché de la métropole, mais la plupart étaient

¹ C'était le nom du roi, parfois qualifié de "marabout". La résistance de Samory dura de 1884 à 1898.

² L'année précédente, Voulet avait rasé Ouagadougou...

³ Joseph Conrad a traité ces thèmes avec génie à propos, non d'un officier, mais d'un administrateur local et correspondant d'une maison de commerce: c'est le fameux personnage de Kurtz dans *Au cœur des ténèbres* (roman paru en 1899). Les éléments réalistes de ce roman font référence à la situation du Congo belge; malgré cela, si vous n'avez qu'un livre à lire sur la colonisation, lisez celui-ci.

⁴ De toute façon, l'historien anglais Terence Ranger a bien montré, pour l'Afrique britannique (mais la démonstration vaut aussi pour l'Afrique française) que la "coutume" africaine elle-même est une invention coloniale. Elle a été codifiée dans le cadre des institutions coloniales, pour occuper les espaces (justice de paix, etc.) que lui laissaient les colonisateurs, et eux seuls; surtout, elle a été adaptée sans vergogne aux nécessités du lieu et du moment, aux *desiderata* de l'administrateur local, etc. « In the evolution of tradition, the touchstone of merit was very often the presiding judge's concept of customary society, derived ultimately from a lingering European image of the African kingdom of Prester John (...). Court records contain evidence of the evolution for forensic purposes away from the magical in the direction of the evidential and refutable (...). Those whose traditions lost a case came back a year or two later with better traditions » (*The invention of tradition*, p. 251).

en difficulté dans les années 1900. L'une des plus connues est la Société du Haut-Ogooué, fondée en 1893, qui contrôlait onze millions d'hectares. En fait le pays n'était pas mis en valeur, mais exploité, « saigné, pressuré comme une orange » (Gide¹) vidé de ses richesses naturelles et humaines. Les compagnies concessionnaires fonctionnaient de manière purement prédatrice, sans investir: les premières plantations n'apparurent que dans les années 1910, l'investissement industriel fut nul. Quant aux commerçants métropolitains, ils pratiquaient une forme encore plus caricaturale d'économie de traite: ils troquaient des produits métropolitains de très médiocre qualité, estimés au plus haut prix, contre des produits africains (or, ivoire, arachide, caoutchouc, etc.) très sous-évalués. Ce commerce était lui aussi aux mains de grandes compagnies (parfois les mêmes qui avaient reçu des concessions de territoires, mais pas toujours), qui avaient des "comptoirs" dans les villes et des "factoreries" en brousse; une concurrence sauvage les affrontait, d'où des brutalités envers les indigènes (voyez Conrad).

Non seulement les Africains ne profitèrent absolument pas des quelques innovations économiques, mais ils étaient soumis à des impôts élevés (la capitation, versée en nature) et surtout au **travail forcé** systématique (et pratiquement gratuit), notamment pour la construction et l'entretien des routes, des chemins de fer, pour le travail dans les plantations, et aussi pour le "portage" (les Blancs en voyage se faisaient porter par des Noirs, eux et leurs bagages: c'était une question de statut, pas de confort). Le travail forcé signifiait souvent la mort à brève échéance, vue la manière dont les administrateurs traitaient le "bétail africain". Quant aux méthodes de perception de la capitation, une seule anecdote, révélée par la presse métropolitaine: en 1905, un chef de poste fut accusé d'avoir fait sauter un prisonnier avec une cartouche de dynamite "après une scène de lubricité". Un épisode parmi tant d'autres de l'œuvre civilisatrice de la France... Outre les prisons pour les récalcitrants, il y avait des camps d'otages (femmes et enfants) pour obliger les autres à payer ou à travailler; mais parfois on les oubliait et ils mouraient d'inanition. Le résultat, c'était qu'autour des voies de communication la population, au lieu de s'agglomérer, s'enfuyait! En A.E.F. notamment, la région la plus touchée par ces excès, la population a dû baisser entre 1880 et 1914 pour autant qu'on puisse le savoir. Brazza, pour avoir dénoncé cette situation, fut rappelé à Paris 1898. Il revint en 1905, dans le cadre d'une commission d'enquête; ses notes annoncent les pages atroces que Gide a consacrées vingt ans plus tard à la même région. Mais il mourut sur le chemin du retour en France.

Très peu de colons vinrent s'installer en Afrique noire, sauf comme administrateurs sur les terres des compagnies concessionnaires. En 1914 aucune ville ne dépassait vingt-cinq mille habitants. La **présence française** en Afrique noire, c'étaient essentiellement des militaires, des fonctionnaires dans les villes, des missionnaires. Les villages africains continuaient leur vie, mais les sociétés avaient été décapitées: toutes les structures dépassant le cadre du village ou de la petite chefferie avaient disparu. En 1914, vingt mille Africains étaient citoyens français; 2% des enfants étaient scolarisés. La France n'était même pas parvenue à mettre fin à l'esclavage; les parents continuaient à vendre leurs filles à des vieillards libidineux et riches.

F) Madagascar.

Il y avait à Madagascar **un royaume puissant**, que l'on désigne parfois par le nom de la région où il est né, l'Île de la Réunion, ou par celui du groupe dominant, les Hovas (ou Mérimas); seules les côtes, l'extrême-nord et l'extrême-sud de l'île lui échappaient. L'isolement aidant, ce royaume centré sur les hauts plateaux du centre de l'île avait réussi à éviter de trop grossières ingérences européennes, tout en faisant les concessions nécessaires (les missionnaires circulaient à peu près librement et une partie de la population s'était convertie au christianisme, dont la Cour) et en essayant de se moderniser: ainsi en 1868, il avait adopté un code juridique de type européen (interdiction de la polygamie, etc.). Mais très vite, **la pression se fit trop forte**. Madagascar était vraiment trop peu peuplée et trop faible, la reine Ranaivalona III (1883-1896) n'était pas une grande souveraine; et puis la Grande Île fut victime de sa position stratégique: la France s'en empara pour s'assurer un relais dans l'Océan indien, vu que la Grande-Bretagne s'était emparée d'à peu près toutes les côtes dudit océan. La logique coloniale était la suivante: si nous n'allons pas à Madagascar, les Britanniques iront; et nous ne pourrions plus mouiller dans les ports malgaches. Donc il faut occuper Madagascar.

La prise de contrôle se fit en **deux étapes**. En 1883, un éphémère ministre de la Marine et des Colonies, originaire de la Réunion, lança une première expédition qui avorta du fait du manque d'intérêt de Ferry, déjà bien occupé par les affaires du Tonkin; après négociations, en **1885** la France obtint le port de Diego-Suarez (aujourd'hui Antsiranana) et un très vague protectorat: il y aurait un résident français à Tananarive (aujourd'hui Antananarivo), mais pas de troupes françaises dans le pays. La situation, confuse dès le départ, se dégrada lentement et en 1895, la France, ayant obtenu l'appui de la Grande-Bretagne en échange de son installation à Zanzibar, organisa méthodiquement une seconde expédition, qui fut présentée à l'opinion publique comme une affaire essentielle pour le prestige du pays. Quinze mille hommes se concentrèrent à Marseille et à Toulon, dont

¹ *Voyage au Congo*, 1927. Voyez le chapitre 14.

huit mille jeunes recrues du contingent tirées au sort (c'était la première fois qu'on faisait participer les conscrits à une expédition coloniale; cela montre bien que la colonisation ne soulevait plus autant de réticences qu'auparavant dans la population) — plus sept mille auxiliaires algériens. Ils débarquèrent à Madagascar en mars **1895**. La progression de Tamatave (aujourd'hui Toamasina) vers Tananarive fut extrêmement difficile, on tenta même de construire des routes de toutes pièces; cinq mille sept cents cinquante soldats moururent de paludisme ou de dysenterie, contre vingt-cinq au combat... (Les protestations firent passer aux politiciens l'idée d'envoyer des recrues dans ce genre d'expédition!). La prise de Tananarive eut lieu en septembre 1895; la Reine signa un nouveau traité de protectorat, plus contraignant.

Mais dans tout le pays éclatèrent des révoltes, plus ou moins soutenues par la Reine; très vite les troupes françaises se retrouvèrent en difficulté. Il fallut plus d'un an pour reprendre le contrôle du pays, par le massacre organisé et la destruction systématique des villages et des rizières. Il y eut, semble-t-il, environ cent mille morts pour deux millions d'habitants. En représailles de la supposée complicité de la Cour et des insurgés, en juin 1896 **Madagascar fut annexée**, c'est-à-dire que la Reine fut déposée et que l'île devint une simple colonie.

Le premier gouverneur de Madagascar fut le général **Galliéni**, qui y resta de 1896 à 1905. Ancien du Tonkin et du Soudan, il acheva la pacification (assez brutalement, mais sans les excès sadiques de ses prédécesseurs); surtout, il mena toute une œuvre de modernisation qui lui valut, à lui aussi, une place de choix dans le panthéon des grands colonisateurs: construction de routes, d'une ligne de chemin de fer Tananarive-Tamatave (inaugurée en 1913), d'hôpitaux et d'écoles laïques (car Galliéni était un républicain anticlérical; et puis la concurrence entre missions catholiques et protestantes n'était pas très bonne pour l'image de l'Européen); formation de médecins et de sages-femmes indigènes. Cependant, le sort réel des Malgaches n'était pas meilleur que celui des Africains (le travail forcé existait aussi à Madagascar); Galliéni, bien qu'il affichât un grand respect pour la culture malgache (il fonda un journal en malgache et une Académie malgache), était au fond un assimilationniste; le système scolaire laïc dont il ébaucha la mise en place était calqué sur celui de la France ("nos ancêtres les Gaulois", etc.; le tout en français évidemment).

Quant à la **mise en valeur** de l'île, elle fut à peu près nulle (quelques plantations tenues par des Réunionnais). Les révoltes ne cessèrent jamais; les Français n'avaient pas compris que Madagascar, dès le XIX^e siècle, constituait une nation et non, comme les colonies d'Afrique, un agrégat d'ethnies sans solidarité entre eux (plus exactement, certains, qui l'avaient très bien compris, essayèrent de briser la nation malgache en traitant tous les "groupes tribaux" sur le même plan, encourageant notamment le particularisme des Sakalaves de la côte nord-est: leur but était d'annuler autant que possible l'œuvre unificatrice de la royauté hova; mais pas plus qu'au Vietnam, ils n'y parvinrent).

G) L'Indochine.

Ce fut en 1873 qu'eut lieu une première tentative d'occupation du **Tonkin**, la région du bas fleuve Rouge qui formait le nord de l'Annam. Sous le prétexte que la mauvaise volonté des mandarins tonkinois gênait le commerce sur le fleuve (il s'agissait en l'occurrence d'armes à destination des différentes factions qui s'affrontaient au Yunnan, province chinoise en amont du fleuve), l'amiral Dupré, gouverneur général de la Cochinchine, commença à préparer une expédition. Paris, qui avait déjà un comte de Chambord à maîtriser, refusa, mais la formule employée dans la dépêche n'était pas tout à fait claire et Dupré décida de passer outre. Il convainquit Francis **Garnier**, qui s'était reconverti dans le commerce en Chine, de se lancer dans l'aventure avec trois navires et cent quatre-vingt hommes, avec un ordre de mission ambigu; Garnier, lui, était décidé au coup de force et persuadé qu'on l'y encourageait à Paris. En novembre 1873, il prit la citadelle de Hanoï, puis s'empara de tout le delta du fleuve Rouge. Mais les Annamites firent appel à des mercenaires chinois (sur place depuis longtemps et plus pirates que soldats), les **"pavillons noirs"**, et la chance tourna: Garnier mourut au combat en décembre 1873 (dix ou vingt ans plus tard, la III^e République élaborait toute une hagiographie autour de cette mort "héroïque"). Paris ayant confirmé son hostilité à l'expédition, Dupré fit évacuer le Tonkin à l'exception de trois petites garnisons dans les ports (de terribles persécutions antichrétiennes s'ensuivirent) et reconnut officiellement l'indépendance et l'intégrité de l'Annam.

L'Annam, qui se savait menacé à très court terme, se tourna vers la Chine; en 1877 il renoua les liens traditionnels de vassalité avec Pékin, qu'il avait mis des siècles à distendre, et des troupes chinoises vinrent occuper le haut Tonkin. Cela ne plut pas au gouverneur de la Cochinchine (ni à la marine: bien que la colonie fût officiellement passée sous administration civile en 1879, les amiraux y gardèrent longtemps une forte influence): ils considéraient le traité signé en 1874 avec le gouvernement de Hué comme un traité de protectorat. En mars 1882, Saïgon envoya une nouvelle expédition, cette fois-ci sous les ordres du commandant **Rivière**, avec la recommandation explicite de ne recourir qu'à la persuasion, pas à la conquête. Mais Rivière, outrepassant les ordres, s'empara à son tour de la citadelle de Hanoï, puis du delta du fleuve Rouge; à son tour, il finit par être tué (en mai 1883) à la suite de combats où l'on retrouva les "pavillons noirs" aux côtés des Annamites et des troupes chinoises. Lui aussi fut une figure de la littérature coloniale de la III^e République; sa célébrité était universelle.

Voici par exemple le dernier couplet d'une chanson d'Aristide Bruant, consacrée à un gamin des rues de Paris (« Comme il était fils de putain/Y savait pas beaucoup d'latin/Ni d'aut'chose... ») et qui doit dater de 1890 environ; après avoir évoqué un destin sinistre conclu par une mort sans gloire, Bruant conclut:

S'y s'rait parti pour êt'tonkin¹
Y s's'rait fait crever l'casaquin
Comme Rivière
Un jour on aurait p'têt' gravé
Sur un marbre ou sur un pavé
L'nom d'sa mère.

À Paris, le contexte avait changé: la République était assurée et, bien que Rivière eût agi avec indiscipline, on considéra que sa mort ne pouvait pas rester impunie. En fait, au moment de sa mort un renforcement de l'expédition était déjà en projet. La Marine avait fait pression, notamment tous ceux qui avaient été mêlés de près ou de loin à l'aventure cochinchinoise, bien relayés au ministère; certains industriels aussi, qui avaient senti l'odeur des mines (de fer et de charbon; mais au printemps 1883 des cartes "officieuses" circulaient à la Chambre avec des mentions du genre "grosses pépites d'or") ou bien rêvaient d'un "second Singapour" à l'entrée de la Chine; on trouvait même dans ce lobby des soyeux lyonnais ruinés par la pébrine et qui s'intéressaient aux soies chinoises, rêvant d'un monopole d'importation en Europe: bref, un amalgame de visionnaires excités et d'archaïques dépassés par l'évolution économique de leur temps. Les milieux catholiques aussi jouèrent leur rôle dans ces pressions; comme je l'ai expliqué plus haut, même en pleine crise scolaire les ponts ne furent jamais rompus concernant les colonies.

L'homme qui faisait figure désormais de leader du *lobby* colonial, Ferry, redevenu président du Conseil, demanda des crédits à la Chambre pour une expédition à plus grande échelle (vingt mille hommes), et les obtint à l'unanimité en juin 1883. Très vite l'expédition s'empara du Tonkin et, dans le désarroi provoqué par la mort (naturelle) de l'empereur Tu Duc, imposa à l'Annam le traité de Hué (ou traité Harmand, en août 1883) par lequel le Tonkin était séparé du reste de l'Annam, lequel passait sous protectorat français. Désormais l'ancien royaume était divisé en trois entités ("ky" en vietnamien): du sud au nord, la colonie de Cochinchine, le protectorat d'Annam qui correspondait au centre du pays, autour de Hué, et le Tonkin avec un statut intermédiaire entre colonie et protectorat. En 1887, ces trois entités furent réunies avec le Cambodge et le Laos en une "Union indochinoise" dont le gouverneur général siégeait à Hanoï². Imaginez que l'on coupe la France en trois, seul le bassin parisien conservant le nom de France et un Président, et qu'on rassemble le tout dans une entité commune avec l'Italie et la Belgique...

Mais la Chine se refusa à reconnaître la perte de son protectorat et envoya des renforts dans le nord du Tonkin. La France se trouva donc entraînée dans une guerre contre la Chine, ce qui n'était pas du tout ce que Ferry avait annoncé à la Chambre en juin 1883. L'escadre française détruisit la flotte chinoise à Fou-Tchéou (aujourd'hui Fuzhou dans la péninsule du Liaotung), s'empara des ports de Formose³, bloqua les navires qui transportent du riz de la Chine du sud à la Chine du nord. Pékin, qui se savait faible mais savait aussi que Paris n'avait pas les moyens d'une guerre à l'échelle de tout l'Empire, faisait traîner les pourparlers de paix, tandis que les Français rencontraient des difficultés pour prendre le contrôle de l'intérieur du Tonkin. Le Royaume-Uni grondait, car il ne voulait pas que la France s'installât en Chine; surtout, l'opposition à l'aventurisme de Ferry grossissait au Parlement. À la suite d'un revers subi à Lang-Son à la frontière du Tonkin et de la Chine, revers mineur (nous avions dû évacuer un fortin) mais qui fut perçu, sur la foi des premières dépêches et avec un peu de mauvaise volonté, comme un "Sedan d'outre-mer", Ferry fut renversé en mars 1885: c'était la fin de sa carrière politique. Évidemment, on continua la guerre quand même: en juin 1885, la Chine finit par signer un traité de paix (le deuxième traité de Tien-Tsin) par lequel elle abandonnait l'Annam à son sort.

Les choses n'allèrent pas plus loin avec la Chine pour l'instant. Dans les années 1890, il y eut des projets de dépeçage du vieil Empire décadent en quatre "zones d'influences", quatre protectorats en fait: la France aurait reçu les régions limitrophes de l'Indochine, où elle menait une politique active de pénétration économique (un "chemin de fer du Yunnan" fut achevé en 1910; il y

¹ "Tonkin" = "soldat au Tonkin".

² L'un des premiers fut Paul Doumer (1857-1932), radical, futur président de la République. Il y a toujours à Hanoï un long pont que les habitants s'obstinent à appeler "pont Doumer", après quarante-cinq ans de régime communiste.

³ C'est le nom occidental de l'île qui correspond à la province de Taïwan. Ce nom a été donné à l'île par les Portugais bien avant qu'elle ne fût colonisée par les Chinois de la côte voisine et qu'elle ne devînt une partie de la Chine aux XVII^e-XVIII^e siècles; c'est pourquoi il vaut mieux le garder quand on parle de l'île comme entité géographique et non politique. "Taïwan" n'est qu'une division administrative de l'État chinois, laquelle se trouve jurer, depuis 1949, d'une indépendance de fait..

avait une concession française dans le port de Kouang-Tchéou au nord de Haïnan). On était même à deux doigts de réunir une conférence internationale du genre de celle de Berlin, lorsqu'en 1900 éclata la terrible révolte des **Boxers** (ainsi nommée parce qu'elle avait couvé dans des associations sportives qui cachaient des sociétés secrètes), dont le programme était l'expulsion de tous les étrangers, Mandchous compris (la dynastie en place était mandchoue, c'est-à-dire étrangère elle aussi). Des centaines d'Occidentaux furent massacrés en province, le corps diplomatique fut assiégé durant deux mois par la populace pékinoise; il fallut pour le libérer une expédition, qui au passage pilla Pékin une nouvelle fois. La conclusion s'imposait: la Chine était trop grande et les Chinois trop xénophobes pour qu'on pût penser à la coloniser. Mieux valait continuer à l'exploiter indirectement, par le commerce.

Le littoral et le bas Mékong, c'est-à-dire l'Indochine "utile", étaient désormais aux mains de la France. Restaient le bassin du moyen Mékong et les montagnes qui le séparent de l'Annam, c'est-à-dire l'actuel **Laos**. La France prit le contrôle de la rive gauche du Mékong et des plaines environnantes graduellement et pacifiquement, grâce surtout à l'action d'Auguste Pavie, un ancien soldat et employé des télégraphes de Cochinchine, explorateur à ses heures perdues; entre 1886 et 1895 il réussit à faire passer toute une série de petits royaumes sous le protectorat de la France, sans jamais tirer un coup de feu. Ces entités subsistèrent jusqu'à la fin de l'époque coloniale, avec leurs principes corrompus et leurs résidents tyranniques. Il fallut quand même envoyer une petite flotte devant Bangkok, en 1893, pour que le Siam abandonnât ses prétentions sur ces régions. Quant aux montagnes, la France ne les a jamais totalement contrôlées, notamment l'extrême-nord du Laos qui fait partie du fameux "triangle d'or", une région à peu près hors de tout contrôle étatique jusqu'aux années 1990.

À l'époque de Ferry, beaucoup rêvaient de conquérir aussi le Siam. Mais le Royaume-Uni s'y opposa toujours et la conquête de l'Indochine ne fut jamais achevée.

La France (r)établit l'ordre dans ces régions; la "**pacification**" des trois ky fut lente et difficile (officiellement close en 1896, elle dura en fait jusqu'en 1913; il y eut notamment de grandes révoltes de mandarins, et de nouveaux massacres de chrétiens). Galliéni et Lyautey y firent leurs premières armes. La différence entre les protectorats et les colonies devint vite assez formelle, d'autant plus que toute une série de domaines (finances, douanes, agriculture, commerce, postes, etc.) étaient gérés au niveau de l'Union indochinoise. On prit l'habitude de destituer des monarques lorsqu'ils ne convenaient pas (ainsi en Annam en 1885 et en 1907); comme la loi salique était inconnue dans la région, c'était généralement le résident qui choisissait le nouveau monarque au moment de la succession au sein des pléthoriques familles royales¹. Même dans les postes subalternes les fonctionnaires blancs tendirent à remplacer les indigènes. L'Indochine attirait beaucoup les fonctionnaires et les militaires métropolitains; colonie lointaine, elle tentait avant tout de jeunes célibataires; d'où en partie l'ampleur du mythe du "paradis sexuel" indochinois, qui correspondait à des pratiques encore plus répandues qu'ailleurs (il existait même un verbe pour les désigner: "s'encongayer"). En revanche, peu de colons vinrent à titre privé; il y en eut quand même (pensez à la famille de Marguerite Duras telle qu'elle est évoquée dans *Un barrage contre le Pacifique*, roman dont l'action se déroule vers 1920. Il est vrai que la mère de l'écrivain était en réalité la veuve d'un fonctionnaire, qui fut obligée de racheter une concession agricole à la mort de son époux, faute de moyens pour rentrer en métropole²). L'Indochine avait elle aussi son bague: Poulo Condor.

Il y eut surtout, beaucoup plus qu'ailleurs, de **grandes compagnies** qui exploitaient le charbon, le zinc et l'étain du Tonkin, les chemins de fer qui amenaient ce charbon à la côte, les plantations de thé et de café du Tonkin, mais surtout celles d'**hévéas** de Cochinchine et d'Annam (à partir de 1898): les débouchés étaient immenses en France, surtout lorsqu'au marché de la bicyclette s'ajouta celui de l'automobile, vers 1905. Une

¹ Aussi tard qu'en 1941, le roi Norodom Sihanouk, qui est toujours le souverain du Cambodge, a été choisi par les Français.

² Marguerite Donnadiou (1914-1996) est née près de Saïgon d'un père professeur de mathématiques, directeur de l'enseignement au Tonkin et au Cambodge, et d'une mère institutrice: en Indochine, c'étaient des notables. Mais son père mourut en 1921; sa mère, seule avec trois enfants, racheta une concession dans l'ouest du Cambodge, mais ces terres étaient incultivables car inondées par la mer la moitié de l'année: c'est le décor de *Un barrage contre le Pacifique* (roman paru en 1950) — dans la réalité il s'agissait de l'océan Indien! Puis madame Donnadiou ouvrit une école privée à Saïgon; ce fut alors que sa fille, adolescente, vécut l'épisode amoureux relaté dans *L'Amant* (paru en 1984). Elle quitta l'Indochine en 1932, travailla au ministère des Colonies, épousa Robert Antelme en 1939 (dans *La Douleur*, elle raconte comment elle alla l'arracher à la mort à Buchenwald en 1945, grâce à l'intervention de François Mitterrand qu'elle avait connu au ministère). Entre-temps elle avait publié son premier roman en 1943, adoptant pour nom de plume le nom du village d'origine de son père.

modeste industrie de transformation apparut (cigaretteries, distilleries, etc.). Par ailleurs il existait depuis 1875 une très puissante Banque d'Indochine, banque privée dotée du privilège de l'émission de la piastre, la monnaie indochinoise; l'établissement était particulièrement prospère dans les années 1900-1910 (en 1914, les dividendes versés aux actionnaires correspondaient à 44% du capital!). Au total, l'Indochine fut la colonie qui reçut le plus d'investissements de la métropole (l'Algérie mise à part); elle fut sans doute aussi la plus rentable pour les investisseurs.

Quant aux **indigènes** (les "nha qué" ou "niacoués") ils étaient aussi méprisés qu'ailleurs par les colons et soumis à des impôts très lourds. En 1899 l'administration coloniale, toujours à la recherche de prélèvements nouveaux, en arriva au point de s'arroger le monopole de l'opium, qu'elle achetait aux Indes et revendait aux Indochinois, en toute bonne conscience: ce scandale ne cessa qu'en 1916. De ce fait, l'Indochine ne coûtait rien à la métropole... L'économie indigène ne progressait guère, au contraire elle était étouffée par le fait que l'Indochine appartenait désormais à l'espace douanier de la France, ce qui voulait dire, en ces temps de protectionnisme, qu'il était très coûteux de commercer avec la Chine ou le Japon voisins (pourtant l'essentiel des surplus de riz indochinois allait dans ces deux pays); seuls les échanges avec la métropole, qui ne bénéficiaient qu'aux colons, n'étaient pas taxés. La francisation de l'administration fut **une catastrophe pour les mandarins**, l'ancienne élite vietnamienne qui vivait de son savoir, et se trouvait réduite d'un coup à la pauvreté et au mépris (les concours, qui depuis longtemps ne débouchaient plus sur aucun emploi, furent définitivement abolis en 1919). C'est de ces milieux mandarinaux déclassés que sont issus tous les "révolutionnaires" du Vietnam moderne...

Bien sûr, il y eut quand même des efforts envers les indigènes; en particulier l'**effort médical** est indéniable et je voudrais ici en dire quelques mots. En 1898 commencèrent des campagnes systématiques de vaccination, des campagnes antipaludéennes; la variole et le choléra reculèrent. En 1891, ce fut la fondation de l'Institut Pasteur de Saïgon sous l'impulsion d'Albert Calmette (le frère de Gaston); il se distingua en particulier dans le traitement des morsures de serpents — mais aussi dans la purification de l'opium! Puis en 1902 la France ouvrit l'École de médecine et de pharmacie de Hanoï pour former des médecins indigènes; en 1936 il y avait 10.000 lits d'hôpitaux et des centaines de dispensaires dans les campagnes, mais toujours bien peu de médecins. Ce fut à Hong Kong qu'Alexandre **Yersin**, arrivé en Indochine en 1890 et explorateur des hauts plateaux, identifia le bacille de la peste en 1894, mais ce fut en Indochine, à Nha Trang en Annam, qu'il fabriqua les premiers sérums.

La **population** des trois ky était de loin la plus **turbulente** de toutes celles que la France avait soumises; jamais ne cessèrent les émeutes et les campagnes de tracts dans les villes, les explosions de colère dans les campagnes, les attentats contre les troupes. Il y eut même un attentat raté contre le gouverneur général en 1912. En particulier, la population suivait de très près les progrès du Japon et applaudit à la victoire de ce pays contre la Russie en 1905; de jeunes Annamites allaient faire leurs études au Japon et en revenaient porteurs d'idées très radicales; des hommes poursuivis par la police coloniale se réfugiaient au Japon ou en Chine, où le Guomindang les accueillait dans ses rangs. La même remarque s'impose que pour Madagascar: les Vietnamiens forment une vieille nation à la culture raffinée, fière d'elle-même et qui n'admit jamais d'être soumise. Même les Américains en ont fait plus tard la douloureuse expérience... En 1911, pour la première fois dans toute l'histoire coloniale de la France, l'administration coloniale dut faire des concessions (tout à fait mineures) à cette opposition: le nouveau gouverneur général de Hanoï, le radical Albert Sarraut, abolit la torture et introduisit des indigènes dans les conseils consultatifs des différentes colonies et protectorats.

H) Le Pacifique et les colonies d'Amérique.

En **Nouvelle-Calédonie** y eut une grande insurrection des indigènes en 1878, qui posa des cas de conscience aux communards déportés au bagne (la plupart choisirent le camp français, Louise Michel prit parti pour les indigènes). La population indigène, durement touchée par la répression et les épidémies et désemparée par le monde nouveau qui s'imposait à elle avec tant de soudaineté et de brutalité, connut un déclin démographique continu; la proportion de métropolitains et d'Asiatiques augmentait. Ce fut dans les années 1890 que commença l'exploitation du nickel.

Aux **Nouvelles-Hébrides** (l'actuel Vanuatu), une situation très confuse avec des missionnaires catholiques (français) et protestants (anglais) qui se disputaient les fidèles depuis les années 1840, des débarquements et contre-débarquements de troupes, etc., aboutit en 1906 à l'apparition de l'un des monstres de l'Histoire coloniale, un "condominium franco-britannique" avec deux hauts commissaires résidant dans la même ville de Port-Vila (et se haïssant), des tribunaux mixtes (paralysés en permanence par la référence à deux législations très différentes), deux langues officielles, etc.

Les îles Wallis et Futuna se placèrent définitivement sous protectorat français en 1887. Les archipels de **Polynésie**, qui dans les années 1880 passèrent du statut de royaumes protégés à celui de colonies (ceci afin d'éviter aux roitelets locaux des tentations allemandes ou américaines), ne connurent pas de grandes évolutions;

elles accueillirent quelques métropolitains attirés par leur aura légendaire, de Gauguin (qui séjourna à Tahiti dans les années 1890 et mourut aux Marquises en 1903 — voyez le chapitre 19) à Pierre Loti, qui se fit le chantre de Tahiti; le premier roman de Victor Segalen, *Les immémoriaux*, date de 1907 et a aussi Tahiti pour cadre. En revanche la France abandonna toute revendication sur l'île de Pâques à cause de son "absolu manque d'intérêt": en 1888, les Chiliens y plantèrent un drapeau que personne ne prit la peine d'aller arracher.

Aux **Antilles**, la crise économique continuait, à cause de l'essor de la betterave en Europe et de la modernisation des plantations de canne dans les grandes Antilles (Cuba et Porto Rico, restées possessions espagnoles jusqu'en 1898). Il n'y a pas grand-chose à noter, à part l'élection d'un premier député noir à la Martinique en 1898. On fixa les frontières de la Guyane, ce qui tourna à l'avantage du Brésil dont les cartographes étaient meilleurs connaisseurs des finesses topographiques locales: ils jouèrent sur des homonymies entre noms de rivières, et la Guyane française y perdit la moitié de son territoire.

V-Les effets de la première guerre mondiale.

Lyautey, atterré (« une guerre entre Européens, c'est une guerre civile (...), c'est la plus énorme ânerie que le monde ait jamais faite »), refusa d'obéir aux ordres du gouvernement qui lui ordonnait d'évacuer le Maroc pour rapatrier en métropole l'ensemble de ses troupes. Paris n'osa pas protester; en 1918 Lyautey fut même décoré de la médaille militaire. Il n'y eut pas d'autre incident de ce type. Il y eut peu de combats sur le territoire des colonies françaises, essentiellement au Maroc et en Indochine; mais les sous-marins allemands faisaient peser une menace sur toutes les côtes et très, très loin de la métropole: même Papeete fut bombardée. En revanche la conquête des colonies allemandes en Afrique se fit sans problèmes: en 1916 elle était achevée, mais cela ne changea rien au cours de la guerre en Europe. Bref, contrairement à ce que prévoyaient les colonialistes, **l'Empire brilla par son absence d'intérêt stratégique** durant ce premier conflit mondial — il n'en fut pas de même lors du second.

Outre leur production, les colonies envoyèrent les **soldats** et les **travailleurs** qu'on leur demandait, souvent recrutés de force (notamment en Algérie et en Afrique noire), ce qui provoqua de l'agitation, mais pas de vraies révoltes; parfois aussi ils étaient recrutés sur la base du volontariat (rémunéré). trois cent à sept cent mille soldats originaires d'Algérie et des colonies (selon les estimations, très divergentes¹) prirent part à la guerre, ce qui doit représenter entre 5 et 10% des effectifs engagés; ils combattirent presque tous comme simple soldats (il y eut deux cents officiers issus des colonies, tous maghrébins), en unités ethniquement homogènes (à l'exception des régiments maghrébins qui comprenaient 20 à 30% de métropolitains). Mal préparés, mal adaptés au climat, souvent envoyés en première ligne, ils étaient la "chair à canon" par excellence, et les pertes furent lourdes (pas plus cependant que la moyenne, semble-t-il). Dans les tranchées, à Verdun, au chemin des Dames, ils saisirent l'essence de la civilisation dont on leur avait vanté la supériorité. On ignore le nombre exact de travailleurs venus de l'Empire colonial qui furent employés dans l'industrie pour remplacer les poilus (les sources officielles de l'époque donnent le chiffre de deux cent vingt mille, certainement sous-estimé); ce qui est certain, c'est que ce fut pour eux un apprentissage accéléré du monde, que beaucoup en revinrent profondément changés, et certains avec des idées fort radicales, comme ce jeune Annamite du nom de Nguyen Ai Quoc, le futur Hô Chi Minh, ou l'Algérien Messali Hadj (qui, lui, resta en France après la guerre mais y fonda le premier vrai parti nationaliste algérien, l'Étoile nord-africaine).

Il y eut toute une propagande en direction des colonisés, promus pour la première fois au rang de "civilisés" par opposition à "la barbarie boche et turque" (tout est relatif); des mesures favorables à l'islam (il fallait répondre à l'Allemagne, très dynamique sur ce plan). On promit tout plein de belles choses pour l'après-guerre. Il y eut aussi une autre propagande à destination des métropolitains, destinée à donner à l'opinion une bonne image des combattants — et à souligner le loyalisme des indigènes, leur adhésion aux valeurs de la France, l'importance des colonies pour la France. Cela n'empêchait pas d'isoler autant que possible les colonisés de la population métropolitaine durant les permissions... Pourtant, lorsqu'il y eut des contacts, ils furent corrects — ils le furent nettement moins avec les colonisés employés comme ouvriers. Toute cette propagande n'était pas des plus fine: on peut en juger par les paroles d'une chanson hélas restée longtemps célèbre, *Pan pan l'Arbi*, due à la plume souvent mieux inspirée de Montéhus, chansonnier pacifiste d'extrême-gauche avant (et après) la guerre, auteur notamment de *La butte rouge*. Les « bons Nègres d'Algérie », comme dit le premier couplet, s'y expriment en ces termes choisis:

« Moi li sais toi pas voulu la guerre
Toi li Français, c'est kif kif le bon Dieu

¹ Entre autres semble-t-il du fait qu'une partie importante de ces recrutements eut lieu à la toute fin de la guerre, en 1918: ces soldats n'eurent pas le temps d'atteindre le front.

(...) Moi suis content voir Paris
J'suis content, c'est b  zef bono
   couper la m  che aux sales Pruscos
Car eux, du tout, pas gentils
As pas peur, as pas peur, Sidi
Pas Pruscos venir moi coupe kiki! »

La victoire fut pour la France l'occasion d'arrondir encore son Empire colonial. Conformément à des accords passés d  s 1916 avec les Britanniques, elle reçut une partie des colonies allemandes d'Afrique (le **Cameroun** et le **Togo**) et une partie des provinces arabes de l'Empire ottoman: la **Syrie**, dont les frontières ne furent définitivement délimitées qu'en 1926, et dont la France se d  p  cha de détacher le **Liban** pour donner une assise politique à la minorité maronite (chrétienne). Concessions aux idées wilsoniennes, tous ces territoires étaient sous mandat de la S.D.N., c'est-à-dire que la puissance mandataire s'engageait à les conduire à l'ind  pendance¹; en 1920, cela semblait une pure clause de style, et la France était bien décidée à gérer ces nouvelles colonies comme les autres. Ce fut ainsi qu'au lendemain de la première guerre mondiale l'Empire colonial français atteignit son apogée; il n'y a eu aucune autre extention depuis. C'est pourquoi j'arrête ici ce chapitre.

Conclusion.

En conclusion de ce chapitre, mon vieux professeur de kh  gne, dont les polycopiés rédigés au début des années 1960 m'ont servi de "matrice", se livrait à de longues considérations sur les "bénéfices" et les "inconvenients" de la colonisation, pour la France et pour les colonisés: les hôpitaux d'un côté, la répression de l'autre... Je préfère éviter de me livrer à ce genre de bilans toujours hasardeux; je m'y refuse de toute façon au nom du principe que l'on ne fait pas le bonheur des gens contre leur gré (or, que je sache, il n'y a qu'au Cambodge que la France ait été appelée, et encore il faudrait se demander ce que le peuple en pensait); et qu'être bien nourri dans l'oppression est dans tous les cas bien pire que d'être pauvre et libre, car c'est la liberté qui fait la différence entre l'homme et l'animal, qui fait la dignité humaine (le lapin qu'on élève en cage pour le manger voit son tour de taille augmenter, son "niveau de vie"!). En revanche je voudrais souligner en deux mots **ce que la colonisation a changé**. Pour la France, pas grand-chose en fait, sauf l'Algérie: cette terre est vraiment apparue un moment comme une "nouvelle France", plus exactement comme un nouveau morceau de France. Le reste de l'Empire n'occupait une place centrale ni dans notre économie, ni dans nos débats politiques, et nous nous en sommes séparés sans trop de douleur. Et si la France a perdu son   me dans l'aventure coloniale, on en parle surtout à propos des guerres de décolonisation, dont les horreurs ont effacé celles des Bugeaud et des Voulet-Chanoine.

Pour les colonisés évidemment, le tableau est très diff  rent. Avec la colonisation, un certain nombre de choses ont disparu sans retour, notamment des structures sociales et politiques détruites de fond en comble et qu'il a été très difficile de remplacer (je l'ai souligné pour l'Algérie, pour l'Afrique noire). La colonisation a eu des conséquences profondes (songez que *toutes* les villes d'Afrique au sud du Sahel sont des fondations coloniales!), parfois imprévisibles: ainsi elle a paradoxalement favorisé l'islamisation de l'Afrique occidentale, l'islam étant devenu tout à coup une religion de résistance (et puis les missionnaires laissaient en gros les musulmans tranquilles, alors qu'ils concentraient leurs efforts et leurs pressions sur les animistes).

C'est évidemment la colonisation qui a fait entrer ces régions dans le monde moderne, même si cela s'est fait dans la violence et le traumatisme: la modernité, née en Europe et aux   tats-Unis, s'est répandue en Afrique et en Asie par le biais de la colonisation, ce qui explique pas mal de traumatismes postérieurs. La notion d'état territorial, par exemple, est une notion purement coloniale; il suffit de regarder une carte de l'Afrique actuelle pour s'en pénétrer. Il en est de même pour les notions d'état de droit (pour la notion de droit tout court aussi dans la plupart des cas), de peuple, de nation, de démocratie. La colonisation a profondément modifié les esprits, transformé les façons de voir le monde, les modes de vie même (je pense à la popularité de la baguette de pain à Hanoï ou à Alger...). Le tiers-monde d'aujourd'hui, le monde post-colonial, a le plus souvent bien peu à voir avec le monde précolonial, dès que l'on dépasse le niveau des "cultures populaires"²; il a été forgé par les

¹ Sur les mandats, et sur les affaires de Syrie et du Liban, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3. Voyez aussi le chapitre 14 pour les difficultés de la France à s'installer dans ces régions au début des années 1920.

² Je suis conscient de la redoutable imprécision de ce terme. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'un Tunisien reste évidemment un Méditerranéen musulman, qu'il parle arabe et qu'il a une certaine manière d'être que la colonisation n'a pas sensiblement modifiée (la gestuelle, l'expression des émotions, le rapport au corps, etc.);

colonisateurs, et par des opposants à la colonisation qui agissaient au nom d'idéologies importées des métropoles, le nationalisme et le socialisme (le grand retour du traditionnalisme islamique est postérieur, lié justement à l'échec des élites issues de la décolonisation, et d'ailleurs "contaminé" d'éléments européens: les imams iraniens ont fondé une République avec des élections — et un espace réel de débats politiques, à peu près l'exact opposé du modèle monarchique califal). Pour un processus qui a duré au total un siècle à peine (cent trente-deux ans en Algérie, quarante-quatre au Maroc), l'ampleur des conséquences est tout à fait remarquable.

mais que depuis l'indépendance le débat politique s'est fait entièrement selon des clivages occidentaux (socialisme contre libéralisme, défense de la démocratie (?) et de la laïcité (??) contre leurs ennemis, construction d'un État moderne, intégration à un concert des nations étendu à l'échelle du monde); qu'une partie de la presse est en français; que le droit est européen, que la législation suit des modèles européens, que les grands écrivains arabes lus aujourd'hui en Tunisie s'inscrivent dans la tradition littéraire européenne au moins autant que dans la tradition arabo-islamique (comme l'Égyptien Naguib Mahfouz, l'Algérien Kateb Yacine — ni le roman, ni le théâtre ne font partie de l'héritage culturel arabo-musulman!), etc., etc., etc.